

**LYON: LES « RODEOS DE JOURNALISTES »
MAIS QUI SE SOUVIENT DU 17 OCTOBRE 61?
IMMIGRES: LA LOI DEFFERRE EST PASSEE**

sanstiranière

HEBDO DE L'IMMIGRATION ET DU TIERS-MONDE

SEMAINE DU 16 au 22 OCTOBRE 1981 N° 32 5,00 FF

Maroc 3,50 DH — Tunisie 400 M.



**SADATE,
GATLATO...**

**Hassan II-
Bouabid:**

le duel

SOMMAIRE

- **Sadate Gatlatto** Page 3 et 4
- **Il y a 20 ans, le 17 octobre 1961.** Pages 5, 6 et 7
- **Lyon : les rodéos de journalistes.** Page 8 et 9
- **Les nouvelles lois sur l'immigration.** Page 10 et 11
- **Sud-Sud : de Paris à Cancun** Pages 13 et 14
- **Maroc : Hassan II-Bouabid : le bras de fer** Page 15



- **Rachid Boudjedra : nous sommes dans la langue française en tant que terroristes.** Pages 18 et 19
- **Sans Frontière Services.** Pages 22-23

sansfrontière

Ont participé à ce numéro :

Farid AICHOUNE
Mejid AMMAR
ASLAK
Khadidja BACHIRI
Kamal BELARBI
Oualid BOUAZIZI
Joël BOULARD
Saïd BOUZIRI
Fatou
HARTMANN
Daniel LACERDA
Joëlle LANISSI PINTO
Fabienne MESSICA

Aline NGOHA
Mac ODOU
Mohamed NEMMICHÉ
Blaise N'DJEHOYA
Peïra CAVA
Leïla SEBBAR
Francis WHYTE



Nidham ABDI
Must. MOHAMMEDI
Driss MOURAD
PACO
FATIMA
Amadou GAYE
Fowzia ZOUAOUI

Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin. 75003 Paris. Tél. 278 44 78
Fondateur de l'Association : « Editions Sans Frontière » : Louis Gallimardet.

Directeur de publication : Khali Hammoud.
C.C.P. : 420900 F Paris
Commission paritaire n° 61715
Diffusion N.M.P.P.

Imprimerie Voltaire-Impression. 93. Montreuil.

AU LECTEUR : UN NOUVEAU S.F.

Vous avez en mains le nouveau « Sans Frontière », après trois mois de silence, et alors qu'il se passait plein de choses nous concernant et vous concernant. Nous avons mis trois mois à essayer de réfléchir sur le journal qu'on voulait faire, sur le journal que vous attendez.

C'est en tenant compte de vos critiques et de la nouvelle situation politique en France, que nous avons conçu cette nouvelle formule de « Sans Frontière ».

Tout n'est pas tout à fait « Rose » dans cette situation, mais nous avons la possibilité de sortir néanmoins d'une certaine précarité.

Cette nouvelle formule continue évidemment de rendre compte de l'actualité immigrée, sous toutes ses formes, mais peut-être avec un ton moins misérabiliste pour témoigner des espoirs et des échecs de cette communauté de 4 millions d'êtres, présents « Ici et ailleurs » Mais elle prend en charge aussi l'actualité concernant le Tiers-Monde, car nous croyons ainsi lier les deux faces d'un même problème.

Afin de vous habituer à la lecture, il est utile de préciser que le journal est divisé en différentes rubriques : « A la Une » traitera de l'événement de la semaine. La rubrique « Ici et là » concerne les événements qui touchent à l'immigration et au social et politique de cet espace européen dans lequel nous évoluons.

La rubrique Sud-Sud concerne évidemment le Tiers-Monde, ses revendications, ses erreurs et ses réussites. La rubrique culturelle est claire en elle-même, La dernière étant celle des « Services » qui comportera un guide pratique, la T.V., les annonces gratuites et l'agenda.

Nous conservons en dernière page les rubriques habituelles de « Sans Frontière » : Les mémoires immigrées, les nouvelles et les essais.

Il nous reste à souhaiter « Bon vent » à ce qui reste toujours un « Bazar multiracial », et à vous demander un peu d'indulgence pour ce qui concerne les imperfections qui vont subsister encore quelque temps.

Mais la critique sera toujours la bienvenue afin que le débat s'installe.

Sans Frontière

COURRIER

puis Mitterrand ?) (Ça va sans dire que nous nous occupons sur le racisme dans toutes ses formes !) Ce serait très utile si vous pouviez nous envoyer n'importe quelle information sur ce sujet...

À l'inverse, c'est à vous, « Sans Frontière », de nous demander d'envoyer des choses qui vous intéressent !

Cathie Lloyd

JE NE SUIS PAS D'ACCORD

Nous venons de renouveler notre abonnement à « Sans Frontière », un journal qui nous intéresse parce que nous connaissons beaucoup d'immigrés.

Nadia, Mohamed, Maria, Guider, Samia comptent parmi nos amis des Clubs-devoirs ; Abdallah, Mohamed, Tony, Mourad fréquentent assidûment l'atelier-bois ; avec Aïcha, Fatma, Badra, Minna, nous passons des heures vraiment heureuses à coudre, apprendre à parler et à écrire des lettres, à parler de nos coutumes et de nos problèmes... Il y a des dizaines d'autres immigrés, souvent maghrébins, dans les HLM de notre petite ville et, à l'animation de quartiers, nous avons la chance de vivre, eux et nous, une solidarité presque fraternelle.

Je me sens donc libre de vous exprimer franchement les réserves que suscite parfois en moi la lecture de votre journal : il me semble y discerner un manque d'objectivité, une tendance à minimiser la responsabilité des immigrés lorsqu'ils font des erreurs, et à grossir les erreurs des autres lorsque des immigrés en sont victimes.

Ainsi, dans le n° 31, page 8, les commentaires sur les incidents de Vénissieux : ... « Les gamins des Minguettes ont brûlé

quelques voitures, et quelques portes d'immeubles ». Je ne suis pas d'accord pour considérer cela comme « Un jeu ». Qu'il soit dur de vivre aux Minguettes, on s'en doute. Qu'il y manque une animation valable, que des tentatives précédentes aient échouées, c'est regrettable, et il faut dépasser cela. Mais croyez-vous progresser vers une amélioration substantielle en minimisant des sottises que toute personne de bon sens réprouve ? Analyser une situation difficile, y chercher des solutions avec les gens qui le souhaitent : c'est naturel. Mais ne découragez pas les bonnes volontés en considérant comme tout à fait normaux des faits répréhensibles, qui créent l'antipathie, renforcent la méfiance, ruinent les efforts de ceux qui souhaitent d'autres relations, en ravivant sans cesse (et non sans raison pour cette fois, peut-être) un racisme que ni vous ni moi n'approuvons.

S'il y a non pas 200, mais 40 « Joueurs » de ce type, c'est 40 de trop ! S'ils lisent votre article, loin de se remettre en cause, et donc de s'efforcer de changer d'occupations, ils vont se croire malins, et tout à fait dans leur bon droit en brûlant des voitures... S'ils lisent le mien, je leur demande de comprendre ce que je leur dis avec amitié : que créer un monde plus heureux, sans racisme ni contre-racisme, cela suppose que l'on prenne l'autre en considération, qu'on le respecte, même si cela coûte un effort. Qu'ils n'oublient pas que les policiers aussi sont des travailleurs : celui qui « Agrémente le jeu par des jets de pierre » contre eux est semblable à celui qui donne un coup de matraque sur la tête d'un immigré. C'est de la violence, qui, de toute façon, rapportera de la violence.

L'autocritique seule fait avancer les choses : elle ne peut être unilatérale ! trouvons ensemble d'autres « Jeux » : ça doit bien exister...

M. Kung.

PARIS FANTOME

Paris, gare de Lyon, tout le monde descend. Il est 5 Heures du matin, il fait gris, une pluie fine tombe inexorablement. Me voilà dans la capitale, ville aux mille lumières, société de spectacles, Paris, quoi. Pour se protéger de la pluie et du froid, Ali et moi naïvement, nous nous sommes installés au « café de l'Europe » avant d'aller retrouver Mustapha à Sans Frontière. L'addition nous cloua sur place : 26,70 F pour deux cafés et un croissant.

L'aventure commença pour nous dans le Métro. Bousculés emportés par le courant de tous ces gens pressés. Le Métropolitain, cette machine monstrueuse qui broie toutes sensibilités. Les gens sont tristes, aux visages blafards, j'ai l'impression de me trouver sur une autre planète, peuplée de robots aux réflexes conditionnés par une vie qui me semble inhumaine.

Puis ce fut la visite à « Sans Frontière », où j'ai enfin éprouvé une sensation de chaleur, je me sentais en famille.

Donc, je me trouve sur des lieux communs, je rencontre Ahmed, c'était totalement inattendu.

Il m'expliqua la rencontre de Gerland. Il me tapa sur l'épaule, me disant : « tiens, j'ai vu ta sœur Dalila, elle va me demander pour un problème que j'ai à régler ». d'ailleurs, je ne vais pas tarder à la contacter chez elle.

Dès ce moment, je fus très surpris et très ému d'apprendre que mes sœurs sont vivantes. Tant d'années se sont écoulées depuis... 6 ans déjà.

Sans plus attendre, je lui demande l'adresse et me rends immédiatement chez elles. Les trouvant, je m'approche vers elles, les bras tendus instinctivement, se serrant cœur contre cœur, les yeux brouillés de larmes.



Une sensation de joie m'envahit, deux corps que j'aimais tant, une bouffée d'émotion inoubliable, ma fortune de toujours.

Zouaoui Hocine

RACISME DANS LA GAUCHE ?

Nous serions très reconnaissants de recevoir « Sans Frontière » régulièrement quand vous commencez de publier cet automne ! Si c'était possible de nous envoyer des vieilles copies depuis Pâques (surtout depuis l'élection de Mitterrand ce serait très utile).

Nous faisons des recherches sur le racisme dans la gauche française (des changements de-

Photo Gamma



*Il a été enterré à la sauvette
dans l'indifférence de son peuple*

SADATE: «ELLE» L'A TUE...

*Sadate « Gatlatto » : « Elle » a tué Sadate.
Sa paix ou sa guerre ? c'est selon.
Son échec politique en tant que chef d'état est maintenant
reconnu par la plupart. Cheysson compris.
Mais en tant qu'homme, on gardera, ici et là,
un souvenir de son voyage à Jérusalem. Même si
pour les uns et pour les autres, ce voyage est apprécié
différemment. Il a marqué son temps par ce voyage.
Mais ce voyage l'aura aussi marqué.
Sadate « Gatlatto ».*

Anouâr El-Sadate s'était installé au pouvoir presque par accident. Un attentat a mis fin à ses jours de la manière la plus classique, serions-nous tentés de dire, dans ce Tiers-Monde bloqué, où toute opposition est perçue comme un crime de lèse-majesté.

Seule la voie du pouvoir est permise. Toute autre voie, tout autre murmure est réprimé.

La responsabilité de ce blocage est à imputer aux gouvernants, eux-mêmes et uniquement à eux.

C'était le cas de l'Egypte. Il était fatal qu'on en arrive là. Quand il n'y avait aucun autre recours pour se faire entendre. Et c'est ainsi que Sadate est mort, et qu'il a été démis de ses fonctions.

« On » a déposé Sadate de son trône, après son échec politique et son impuissance à répondre aux aspirations de son peuple. Il avait déjà été tué politiquement par Reagan et Béghin. Son peuple en a pris acte. Un groupe armé l'a éliminé.

Voilà les faits. Reste à voir leurs implications, car tout est confusion dans cette affaire...

Dès les premiers jours qui ont suivi l'annonce de sa mort, le monde était divisé en deux : l'Occident encensait le « courage » du Président défunt. Alors qu'ailleurs, mais à des degrés divers, très divers, on s'en réjouissait.

A cet égard, il faut dire, qu'il y a une certaine « indécence » politique

(et non pas morale), à se réjouir de la mort de Sadate alors qu'on se trouve dans son propre pays dans la même situation que Sadate : un pouvoir personnel, une vie politique bloquée, et une absence presque totale de perspectives.

Faudrait-il citer des cas précis. Ils seraient nombreux, très nombreux.

Mais à des degrés divers, toute évolution de la situation de ces pays

d'analyse, qui a coûté la vie au président Sadate. Car qui d'autre en dehors de Reagan et de Béghin assume la responsabilité de l'échec politique de « Camp David » ? Et partant de là, c'est la mort politique de Sadate qui est enclenchée.

Pire encore. Sadate était un homme seul. A chaque concession qu'il faisait, on lui en demandait d'autres encore.

Ce fut la politique « d'Infitah » (ouverture), qui n'est en fait que la négation de la voie d'indépendance nationale poursuivie par l'Egypte ces vingt dernières années.

La vassalisation de Sadate aux intérêts occidentaux s'est poursuivie. L'opposition du peuple à ce dirigeant présenté comme un modèle à l'extérieur, s'est élargie. A l'intérieur de son propre pays, il

Il aura effectivement marqué son temps par ce voyage, tout autant que ce voyage l'aura marqué.

Au niveau politique, l'échec est aujourd'hui, reconnu par presque tout le monde.

Mais le mérite de ce voyage aura été néanmoins de prouver, presque à contrario, l'absence de perspectives des dirigeants actuels de l'état d'Israël, afin que les responsabilités de chacun soient bien établies. Par rapport au monde arabe, ce voyage aura permis à chacun de faire le point. Il aura marqué une génération qui a été obligée de reposer les termes du conflit qu'on appelle israélo-arabe, et qui est pour une très grande part israélo-palestinien.

Sadate Gatlatto. « Elle » l'a tué. Sa guerre ou « sa » paix. C'est selon. En politique, l'échec est plus déterminant que les réussites. Il est surtout plus agissant.

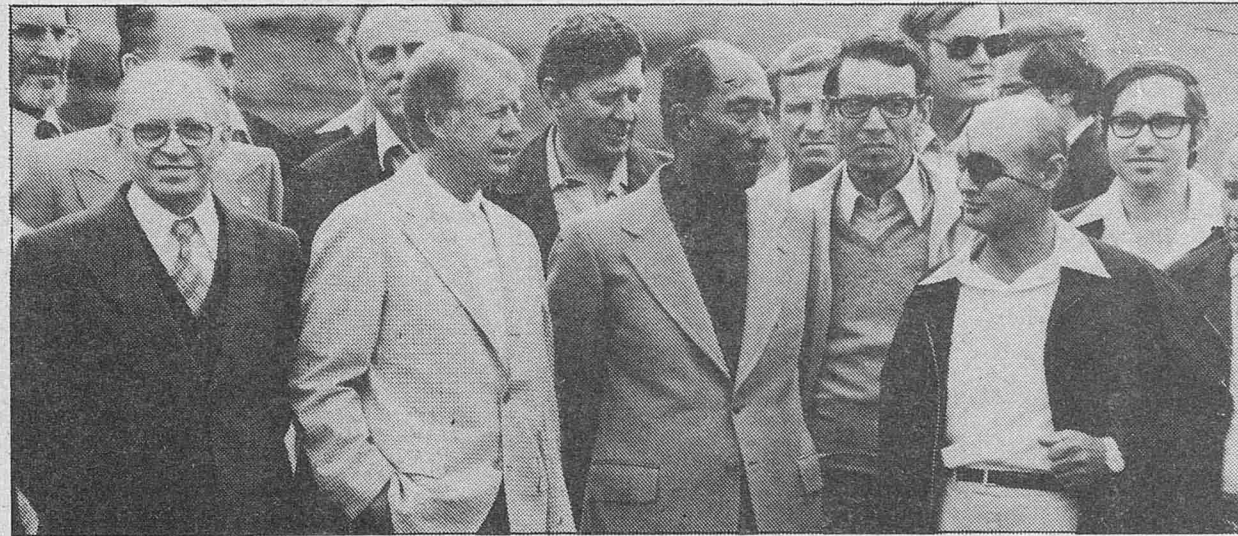
Son échec a déterminé sa disparition politique, et de par la situation géo-politique de son pays, cela s'est traduit par sa disparition physique.

Cela n'annonce pas forcément des jours meilleurs pour l'Egypte. **Mais cela est le changement.**

Je dirais presque l'alternance. A ceux qui viennent après d'en tirer les conséquences.

La démocratisation du pays, et partant du Tiers-Monde est la seule forme de courage qu'il faudra applaudir très fort.

Méjid Daboussi « Ammar »



obéira à la même loi qu'en Egypte.

Faudrait-il s'en réjouir ce jour-là ?

D'un autre côté, il est tout aussi « indécent » que Sadate soit présenté en Occident, comme une des plus grandes figures de l'histoire, alors qu'on vient juste de s'apercevoir qu'on a fait une erreur

Lui-même voulait être reconnu par cet Occident, que son prédécesseur avait, des années durant, combattu.

Il voulait être reconnu comme un des leurs, par opposition aux « fanatiques » et aux « barbares » qui les combattaient.

se comportait comme un petit dictateur « autoritaire », tout en continuant à se délecter devant les journalistes étrangers sur son « libéralisme ».

Mais pour l'histoire, le nom de Sadate sera lié, et ce d'une manière définitive à son voyage à Jérusalem.



LES EXIGENCES DE L'OPPOSITION

Sans Frontière a rencontré un journaliste égyptien vivant en exil à Paris : Lotfi El Kholi. C'est un des responsables du Rassemblement National Progressiste Unioniste (parti de gauche).

Il était éditorialiste au plus grand quotidien du Caire : « El Ahram », mais interdit « de plume » par Sadate depuis 76.

C'est part ailleurs un écrivain connu est un scénariste apprécié. Il fut en particulier auteur du scénario du film : « le Moineau », réalisé par Youssef Chahine.

La fin tragique de Sadate montre que le chemin qu'il avait suivi était bloqué. L'absence du peuple égyptien à l'enterrement a par ailleurs mieux expliqué que le chemin suivi, était le chemin de Sadate tout seul, et qu'il n'était appuyé par personne, et ce malgré le respect légendaire de notre peuple face à mort.

C'est ce qui nous permet d'avancer que le chemin de Camp David n'était pas accepté ni par le peuple, ni par l'armée.

Par contre, il est intéressant de constater que c'était une fausse image de Sadate et de l'Egypte qu'on a toujours donnée en Occident.

Cette tragédie est venue nous révéler tout cela, d'une manière brutale.

Il est clair que Camp David était une fausse paix, car on ne peut pas faire la paix en isolant l'Egypte du reste du monde arabe, ni surtout la question palestinienne. Le problème étant simple : la paix pour l'Egypte, c'est la solution de la question palestinienne, c'est la garantie même de son avenir, avant d'être une question de territoires égyptiens occupés.

Et delà on peut dire que la question palestinienne est une question égyptienne.

Dans ce contexte, « Camp David » allait à l'encontre de cet objectif. L'alliance politique entre Beghin, les Etats-Unis et le régime de Sadate, se fixaient d'autres objectifs : et ceci permettez-moi de le dire, est **anti-historique**, et même **anti-géographique**.

Partant de là, Sadate a cherché à imposer Camp David de force contre le peuple égyptien. La résistance a été par là-même violente. Il

n'est qu'à se rappeler qu'en septembre dernier, près de 5 000 personnes de gauche, de droite ou du centre, ont été arrêtées. Toutes les forces vives de notre pays sont sous les verrous.

La crise est là. Elle est à tous les niveaux : politique, économique et sociale. A un point donné de la crise, « on » a répondu par la violence : **Sadate a été**

Il faut rappeler que dans l'histoire de notre pays, la violence politique a été très peu utilisée dans la vie politique. Cela ne s'était jamais passé avant. Et cela, donne une idée de la violence exercée par Sadate sur l'ensemble de la population, qui va à l'encontre de l'image fautive donnée à Sadate en Occident, et dont ils ont été en quelque sorte des otages. Ils reviennent de loin aujourd'hui, mais les faits sont là.

Il me reste à faire quelques remarques sur le « courage » de Sadate, et son voyage à Jérusalem.

Le courage n'est pas déterminé par un acte mécanique. Il est déterminé par des objectifs.

Sadate à Jérusalem, c'est un peu le « courage » du Maréchal Pétain quand il a fait la paix avec Hitler alors que la France est occupée. Si ce courage est accepté, il faut alors reconsidérer la résistance française et sa légitimité pour parler comme on le fait maintenant de fanatisme et d'extrémisme...

Dans la situation actuelle, les exigences de l'opposition égyptienne sont claires :

- Libération de tous les détenus politiques

- Gouvernement d'union nationale

- Assemblée constituante

Face à ces exigences, le nouveau président M. Hosni Mubarak est confronté à deux choix :

- ou bien poursuivre la même politique, et cela ne fera qu'accroître les épreuves et les peines de ce peuple.

- ou bien il annonce l'échec de cette politique, pour ouvrir le dialogue avec les forces nationales, sur un programme clair. Et là, à mon sens, il faudrait parler de courage...

Mais tout ce qui se fait depuis, semble annoncer la première alternative, sans que cela ne soit vraiment dit...

Propos de Lotfi El Kholi
recueillis par M.A.

SADATE ET LES CHIMERES DE L'OCCIDENT

Quand un homme tombe quelque part de mort violente sacrifié aux dures exigences d'un monde obsédé par la pyramide des martyrs, c'est toujours une défaite de l'esprit humain ; et dans l'époque furieuse que nous vivons les salves d'imprécations et de louanges, les surenchères démagogiques, les sirènes embouchant les trompettes de la renommée, les calculs qui accompagnent la mort de Sadate, sont à la mesure des immenses enjeux et des secousses telluriques qui agitent le Moyen-Orient.

Dans ce pays de la zone des tempêtes, héritier d'une histoire plusieurs fois millénaire, des splendeurs pharaoniques aux souffles du panarabisme, l'homme qui vient de tomber sous les coups des frères musulmans, a vécu jusqu'au bout le rêve fou et insensé d'une réconciliation entre l'homme et le destin. Rejeté et haï par le monde arabe où sa position est comparable à celle d'un Laval durant l'occupation allemande, adulé par l'Occident si sensible aux fictions de la politique spectacle, pour qui il apparaît comme le pèlerin de la paix et le messager de l'espoir, le Raïs, au-delà du folklore de la bonhomie feinte et de son habileté consommée à présenter aux médias occidentaux l'image souriante et rassurante d'un homme d'état responsable épris de progrès et de paix, humain et chevaleresque, dans ce Tiers-Monde où fourmillent tant de Chefs d'états assassins et fanatiques », apparaît comme celui qui au nom de la paix vaillant que vaille, a sacrifié les intérêts essentiels et les principes qui sous-tendent ce long conflit de trente ans.

On a vu à la télévision française le soir de la mort de l'homme d'état égyptien, la cohorte habituelle des politologues bavards et senten-

cieux dissenter longuement sur la bonté et le génie de l'homme Sadate, et les spectacles « de foules hystériques » crachant à Beyrouth et Tripoli sur le cadavre encore chaud de Anouar El Sadate. Soyons sérieux !

Les ressorts psychologiques qui se détendent en Occident dès qu'il s'agit du conflit Israélo-arabe, l'arme du pétrole aidant, sont la conséquence de l'habile transfert de culpabilité opéré autour de la question juive.

Successeur de Gamal Abdel Nasser héros d'un monde arabe traumatisé par la défaite de 67, Sadate brade l'héritage. Face au délabrement de l'économie égyptienne, à la misère des masses égyptiennes, il ouvre les vannes de l'économie aux capitaux nord américains si prompts à voler au secours des repentis du socialisme. Le libéralisme qui s'instaure en Egypte ne profite qu'à la bourgeoisie bureaucratique et affairiste du Caire au moment où l'immense majorité manque du minimum vital.

Qui n'a pas vu les misères du petit peuple d'Egypte, les privations quotidiennes du fellah de la vallée du Nil, les immenses bidonvilles banlieues s'étendant à la périphérie du Caire, la corrup-

tion, le népotisme et le despotisme éclairé d'un régime aux abois n'aura rien compris aux frustrations et à la déception de l'Egypte profonde. Promu « Saladin des temps modernes » par l'Occident, Sadate se lance dans une politique-suicide faite d'improvisations hatives et de malentendus. Déclenchant la guerre de 73, il l'arrête aussitôt frappant l'opinion par cette « paix des braves ». Négligeant les aspects psychologiques de ce conflit, il tourne le dos au monde arabe qui a tant sacrifié et tant mobilisé pour la grande cause. Pendant qu'il se livre à des tractations laborieuses face à l'intransigent et passionné Begin, l'implantation de colons israéliens se poursuit dans les territoires occupés, Jérusalem est proclamée capitale indivisible de l'état Hébreu, l'artillerie israélienne se livre à des provocations grossières au Sud-Liban. Beyrouth vit des heures d'angoisses sous les pilonnages meurtriers de l'aviation israélienne, trois jours avant le bombardement du réacteur nucléaire irakien Osirak Sadate rencontre Bégin à Charm-El-Cheikh. Jusqu'au bout, Sadate, prisonnier de sa légende aura fait sienne la vision géopolitique des Etats-Unis dans l'immense partie de poker qu'ils se livrent dans cette région du monde contre l'URSS. Signataire d'une paix batarde qui fait fi des souffrances du peuple de Palestine et à laquelle ne croient même pas les chefs d'états occidentaux qui l'encensent aujourd'hui, Sadate tout au long de cet itinéraire, s'est comporté en apprenti sorcier.

Samedi dernier c'était un spectacle cruel mais O combien éloquent, que les obsèques de cet homme enterré presque « à la sauvette » au milieu de centurions armés jusqu'aux dents pendant que le peuple d'Egypte était écarté comme témoin d'une page de son histoire. Mais la logique de l'histoire est implacable : quiconque ques que soient ses états d'âme personnels, son charisme pèse à faux poids les intérêts essentiels qui font encore l'espoir d'une humanité souffrante dans un monde qui s'est construit sans elle, et surtout contre elle doit s'attendre à subir les terribles verdicts du peuple. Sadate est mort ; paix à ses cendres, l'histoire de l'Egypte continue.



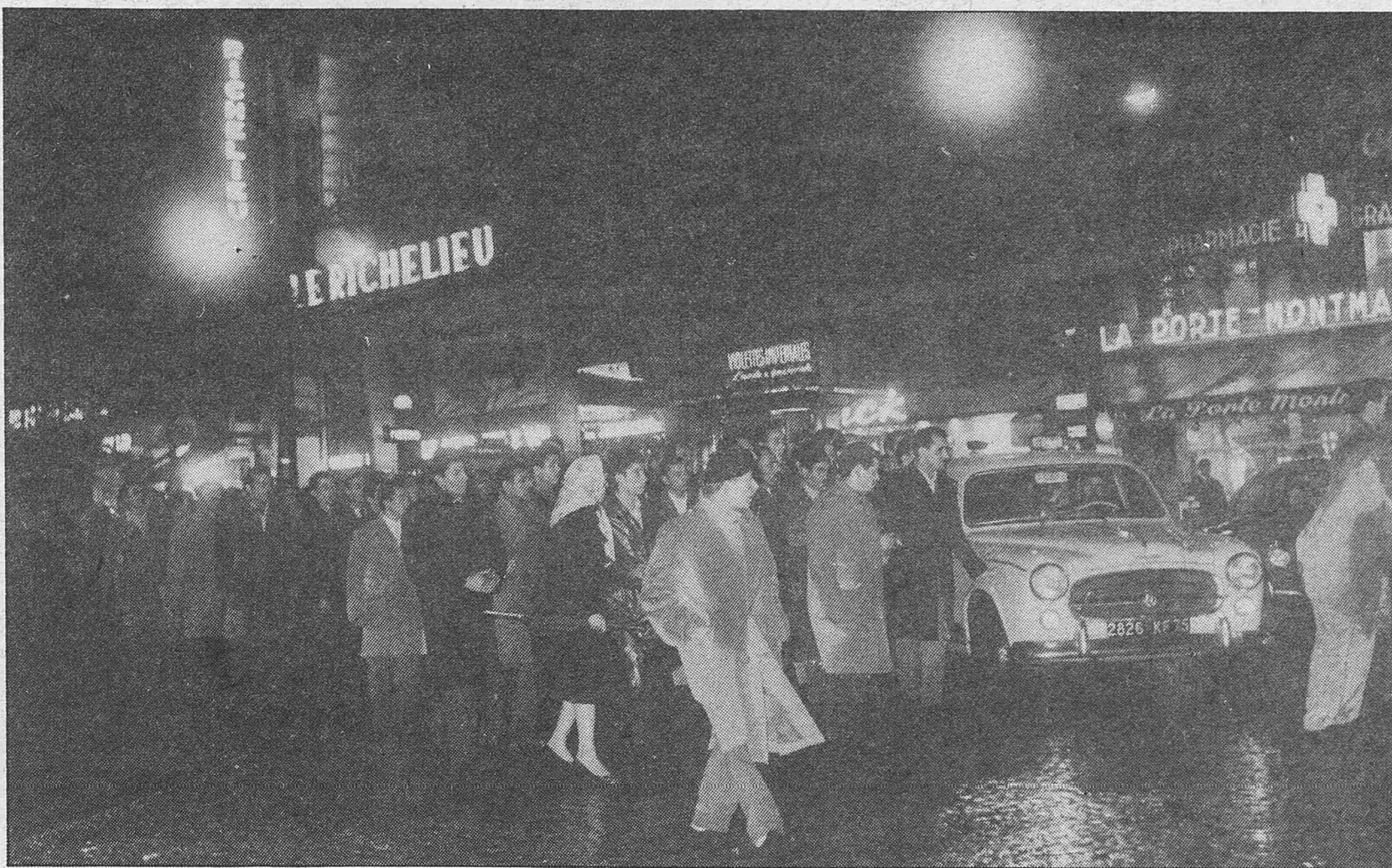
Ce soir-là, on se pressait sur les grands boulevards pour aller voir « Boeing Boeing » au théâtre Caumartin. Non loin de là à l'Olympia on faisait la queue pour aller voir Jacques Brel à ses débuts dans la chanson tout comme Johnny Hallyday qui l'avait précédé sur cette même scène. Au ministère de la marine, une grande réception est donnée en l'honneur du Chach d'Iran et de l'Impératrice Farah. Charles Trenet leur chante « Y'a d'la joie ». A Montparnasse, chez Régine la dernière boîte à la mode, on danse le twist : « Cet air nouveau qui nous vient de là-bas ».

Au même moment des dizaines de milliers d'Algériens manifestent contre le couvre-feu qui leur était imposé. La répression fut sanglante : 200 morts, 400 disparus, des centaines de blessés. Mais qui donc, s'en souvient ?

En ce mois d'octobre 1961, la guerre d'Algérie n'en finit plus de finir. A Alger et à Oran, l'OAS multiplie les attentats aveugles contre la population aveugle contre la population musulmane, cependant qu'à Evian des pourparlers s'engagent entre le GPRA et les autorités françaises. Nous sommes à cinq mois du cessez-le feu.

A Paris, le préfet de police, M. Maurice Papon, vient de décréter le couvre-feu de 20 h à 5 h du matin, à toute la communauté algérienne. Là, pas besoin de porter l'étoile, hein, M. Papon ? Les arabes eux, se reconnaissent à la guele ! Et puis M. Papon, connaît bien les algériens puisque de 1956 à 1958, il a été inspecteur général de l'administration en mission extraordinaire à Constantine ; autrement dit, « Super Flic ». La première mesure ouvertement raciste depuis la fin du régime de Vichy est prise dans l'indifférence quasi-générale. Les partis de gauche et les syndicats se taisent honteusement, ainsi que le MRAP et la LICRA, et les associations des rescapés des

Il y a 20 ans, le 17 octobre 1961, à Paris, 200 Algériens étaient assassinés par la Police



Juste avant le carnage sur les grands boulevards, ils manifestaient pacifiquement.

MAIS QUI DONC S'EN SOUVIENT ?

camps de la mort. Alors, pour protester contre le couvre-feu, le FLN va organiser une manifestation de masse la date est fixée pour le 17 octobre. Le 17 octobre 1961, qui s'en souvient ? Personne ! L'histoire interrogée répondra que l'on a rayé ce jour de l'histoire de France. Quant à la presse, elle répondra que la censure taillada les articles. Les autres eux, ne répondront jamais ! Pourtant, l'épilogue de la guerre est dans cette mémoire et dans cet oubli.

Il y a vingt ans donc, la police française (harkis compris), allait s'illustrer par un haut « fait d'armes » en réprimant dans le sang et avec une violence sans précédent, une manifestation pacifique. Car c'est à une manifestation pacifique qu'appela ce jour-là le FLN, la consigne était stricte : pas d'armes, pas de bâtons, ni même un canif. « Nous allons manifester pour notre dignité ». La consigne fut respectée, des vingt quartiers de Paris et des banlieues, dès 18 heures, des cortèges se formaient, des hommes, des femmes, et des enfants marchaient en silence, la plupart avaient revêtu leurs habits du

dimanche. « Il fallait être digne, non » ! Mais la police ce soir-là, ne l'entendra pas ainsi ; la dignité des « bougnoules » elle s'en foutait et puis elle en avait vu d'autres lorsqu'elle rafla les juifs en 1942. Il n'y eut pas ce soir un seul blessé parmi les forces de l'ordre au nombre de 7000 répartis en CRS, gardes mobiles, harkis et agents de la police parisienne qui se distingueront par leur sadisme.

A la Goutte d'Or, la police tira à la mitraille sur les manifestants. A St Michel et à l'Etoile, des dizaines de manifestants furent matraqués à mort par les flics déchaînés, aveuglés de haine raciste. Au pont de Neuilly, les harkis ouvraient le feu à la mitraille sur un cortège composé d'hommes et de femmes tenant des enfants par la main. Dans la cour de la préfecture de police 50 prisonniers furent massacrés par de braves agents de police ivres de meurtre.

Plusieurs dizaines de manifestants furent abattus sommairement dans les rues, ou dans les commissariats de police. D'autres furent jetés à la Seine ou pendus dans le bois de Boulogne. 12 000 algériens se-

ront arrêtés cette nuit-là et conduits dans les centres de triages de Vincennes ; manquant de places le palais des sports sera réquisitionné, le concert que devait faire Ray Charles sera annulé. Le parc des expositions de la porte de Versailles sera aussi réquisitionné par la police ; des milliers d'Algériens y seront parqués pendant plusieurs jours. Les cars de police ne suffisant plus, c'est à la RATP que reviendra la basse besogne d'auxiliaire de police. Combien de syndiqués, de chrétiens, de communistes, ou de socialistes, ont transporté des Algériens mains sur la tête vers les stades avec leur outil de travail ?

Les jours suivants, la chasse aux « bicots » se transforma en pogroms mot encore intraduisible en français jusque là.

Il le devint par la volonté du préfet de police, M. Papon, cela s'appellera désormais ratonade. M. Roger Frey, ministre de l'intérieur de l'époque couvra Papon. A l'Assemblée nationale, il assurait qu'il n'y avait eu que deux morts du côté algérien. Mais l'inspection générale des polices annoncera 140 morts chez les Algériens.

Le FLN quant à lui recensera 200 Morts et 400 disparus. Il n'y eut aucune protestation de la part des syndicats et des partis de gauche sinon quelques communiqués timorés.

C'était il y a vingt ans, les responsables de ce massacre sont toujours là ; M. Debré était premier ministre, M. Roger Frey était ministre de l'intérieur, M. Maurice Papon était préfet de police. Au regard de l'Histoire, ils sont des criminels de guerre, et au regard du droit, ils sont amnistiés, couverts par la loi du silence, et de la honte.

Une page d'histoire a été occultée, qui osera la tourner ? Gageons que demain, l'on commémorera toutes les victimes de la haine raciale quelles qu'elles fussent. On ne peut aller se recueillir à la mémoire de telles ou telles victimes et oublier celles qui dérangent. Il est abominable rien que d'y penser, que l'on puisse hiérarchiser le racisme. Quelle est la différence entre Darquier de Pellepoix et Maurice Papon ? L'unification du mouvement anti-raciste réside aussi dans la mémoire et dans l'oubli de cette nuit sanglante.

Farid Aichoune



Elie Kagan

Mort Ali, tué par une rafale ! Mort Mohand, pendu dans le Bois de Boulogne. Mort Satid, jetté à la Seine !

Le témoignage d'une journaliste et d'un photographe

« LES ARABES ETAIENT DEVENUS LES NOUVEAUX JUIFS »

LA BASSE CAPITULATION D'UN PEUPLE IRRESPONSABLE

Ce soir-là comme tous les soirs je sortais de mon travail, je travaillais alors place du marché St Honoré j'emprunais la rue de Rivoli pour aller prendre mon métro à Concorde. Il y avait beaucoup de policiers puis tout d'un coup une charge des gens qui couraient partout. Des français qui rentraient du boulot, apeurés et pressés d'échapper au matraquage s'engouffraient dans le métro, ce que je fis aussi moi-même. Sur le quai, il y avait une cinquantaine d'algériens mains sur la tête tenus en respect par des policiers en armes. L'un d'entre eux était blessé à la tête et il saignait abondamment. Je me suis alors approchée lui ai pris la main et sorti un mouchoir.

Un policier aussi-tôt : « Que faites-vous là »
« Vous ne voyez pas que cet homme perd son sang ? »
« Que vous importe »

« Il m'importe que c'est un homme et que je suis infirmière et je peux le soigner »

J'ai été brutalement rejetée et mise de force dans la rame qui passait. NE pouvant plus rien faire, la rame s'ébranlait, je regardais par la vitre, jamais je n'oublierai le visage pathétique de cet algérien.

Pas plus que je n'oublierai les réactions des gens dans le métro « On en a marre, on est plus tranquille, t'occupe pas, s'ils veulent leur indépendance, qu'ils la prennent » Comme ça on ne sera plus emmerdés »

C'était la basse capitulation d'un peuple irresponsable. Je sus seulement les jours suivants l'ampleur du massacre de cette nuit du 17 octobre 1961.

Cette nuit du 17 octobre, que la plupart des français ont oubliée ou même jamais sue, « je ne savais pas,

on n'avait pas la télé, je ne lisais pas les journaux ».

Cette nuit « gommée de l'histoire de France », il faut pourtant la rappeler, car comme le déclarait M. Claudius Petit à l'Assemblée Nationale au ministre de l'intérieur M. Roger Frey, 12 jours plus tard :

« Nous vivons ce que nous ne comprenions pas que les Allemands vivent après l'avènement d'Hitler »

Il faut rappeler que le racisme est une absurdité, une honte, un contre-sens. Il faut rappeler le droit des peuples et de chaque homme à se déterminer.

Il faut surtout rappeler aux français que le peuple le plus « démocratique » qui le proclame depuis sa propre révolution, n'est pas à l'abri d'une telle hystérie collective.

Madeleine Trebous
Journaliste

Le gouvernement français prit la décision d'instaurer un couvre-feu à partir de 20h pour tous les « nord-africains ». Pour répondre à cette mesure raciste qui empêchait les travailleurs d'Afrique du Nord et leur famille de mener une vie normale - exemple : aller chercher des aliments dans une épicerie, ou aller au cinéma. La Fédération de France du FLN appela à une manifestation pacifique sur les grands boulevards. Les dirigeants du front prirent la précaution, afin de parer à toute provocation de fouiller les participants, afin qu'ils n'aient pas de couteaux sur eux.

Je me trouvais au Métro Opéra quand les premiers manifestants arrivèrent, fiers et inquiets à la fois (vue l'atmosphère régnante à l'époque). Ils ne réclamaient que le droit, la justice, d'être considérés comme des hommes. Quand les premiers coups pleuvèrent, les charges, les cris, la peur. Je me souviens, rue de Rivoli sous les arcades, près du ministère de la marine, les mitraillettes dans le dos, les bras levés contre une palissade, les insultes et les cris. Et puis, rue de Lille, rue de Solferino, la charge des gardes mobiles, sauvage, haineuse. J'eus si peur à mon tour que je suis rentré dans la vespasienne au bd St Germain. Je me disais Elie, « s'ils te trouvent là, ils vont te piquer la pellicule » comme cela se faisait souvent. J'étais caché là. Des bruits de bottes, un ordre guttural « Revenez, il y'en a encore de ce

côté là » et le groupe de policiers qui venait de passer dans un sens devant mon urinoir, repassa une seconde fois. Je voyais déferler les casques brillants, j'étais mort de peur, les battements de mon cœur semblaient s'accélérer à me faire éclater les veines.

Je me disais tout à l'heure, il va y avoir un flic qui va avoir envie de pisser et qui va rentrer me trouver, se demander ce que je fais avec mon appareil et mon flash suant, les cheveux mouillés. J'avais un moment pour me calmer, pour refouler ma peur. J'ai mis ma tête dans l'eau qui coulait du haut de la vespasienne. Quand le groupe d'hommes armés passa enfin, j'étais seul sur cette portion du boulevard St Germain, j'avais sauvé la pellicule. Maintenant, il me fallait aller un peu plus faire mon métier et mon devoir d'homme. Vers le métro solferino, j'entendis des cris de nouveau. Un groupe d'algériens dévala les marches, les visages ensanglantés terrorisés. Je vis un jeune français un étudiant sans doute acheter des billets de métro et les distribuer aux algériens blessés. L'un d'entre eux criait « maman » en arabe, une balle dans l'épaule, deux autres plus loin essayaient leurs blessures sur le quai du métro au robinet. Un quatrième s'était adossé sur un banc et geignait sous les regards indifférents des français qui passaient dans les rames bondées. Je me livrais à quelques réflexions à quoi peuvent-ils penser fatigués et indifférents

à la fois.

« On s'en fout, c'est pas nous », superbe égoïsme des masses. Sur le quai j'allais ressortir quand la contrôlease me dit : « Savez-vous qu'il est interdit de prendre des photos sur les quais du métro ». Alors là, je bondis je lui hurlais à la figure : « Quelle femme êtes-vous donc ? Chrétienne, syndiquée, communiste ? Indifférente, vous n'intervenez pas quand vous voyez des hommes qui souffrent, l'idée ne vous viendrait pas d'aller prendre votre mouchoir pour éponger leur sang et vous venez me dire à moi, qui faisais mon métier, que c'était interdit. Et interdit de tuer, vous vous ne l'avez pas dit aux bêtes immondes habillées en noir qui tout à l'heure hurlaient en tapant, en tirant, en tuant ». Je comprenais maintenant le petit David les bras levés et personne ou presque ne venant à son secours.

Le palais des sports bondé d'algériens pour moi c'était devenu clair, la même chose que le veld-hiv et ses grandes rafles le 16 juillet 42. Même peur même haine et même indifférence. Vingt ans plus tard les arabes étaient devenus les « nouveaux juifs ». Je me souviens Pont de Neuilly, les autobus bondés d'algériens les mains en l'air et

sur la plate-forme des policiers en armes. Je me souviens la rue des paquerettes à Nanterre, des blessés et des morts sur un petit muret et les tâches de sang. Quelle peur j'ai eu en faisant ces photos avec le « tacata » des mitraillettes non loin. Quelle peur j'ai eu mais il fallait que je le fasse pour montrer au monde ma haine de la guerre stupide et meurtrière. Et l'algérien blessé ramené dans une voiture à l'hôpital de Nanterre et l'infirmier qui criait « Et un raton, un ! » sous les quolibets des policiers qui notaient les entrées.

Mais je me souviens aussi le lendemain les familles, les mères, chargées d'enfants à la recherche des blessés et des disparus.

Huit jours plus tard, on distribuait des pâtes à la mairie de Nanterre. Vingtième siècle, civilisation, Auschwitz, Midanek, toujours présent sur d'autres lieux, sous d'autres cieux

Elie Kagan
Reporter-photographe



1 200 Algériens furent parqués pendant plusieurs jours au Palais des Sports à la Porte de Versailles. Ici au Stade Pierre de Coubertin.

*Le récit publié par l'humanité
du 18 octobre 1961
malgré la censure du pouvoir*



Tué par balles en essayant de fuir, rue des Paquerettes à Nanterre.

Elie Kagan

CHRONOLOGIE D'UNE NUIT SANGLANTE

Un long cortège de 200 à 300 mètres de long composé d'hommes et de femmes, portant parfois un enfant dans leurs bras, un cortège où les jeunes étaient en majorité, a fait son apparition à 21 heures sur le boulevard Poissonnière, à la hauteur de l'immeuble de notre journal. Depuis un quart d'heure, il avait quitté la place de la République, et remontait les grands boulevards en empruntant le côté droit de la chaussée.

PLACE DE L'OPERA FACE AUX CRS

Jusqu'à la place de l'Opéra, par le boulevard de Montmartre, et le boulevard des Italiens, ils ont manifesté en scandant, tour à tour : « Algérie algérienne », « Le FLN au pouvoir », « Les racistes au poteau » et « Libérez Ben Bella ». Dans les premiers rangs du cortège, une jeune femme brandissait un parapluie blanc entouré d'une écharpe verte.

De temps à autres, le cortège s'arrêtait et les manifestants se mettaient à applaudir longuement. Puis les femmes poussaient des « you-you » qui se répétaient d'un bout à l'autre du long défilé de manifestants parmi lesquels on reconnaissait même un militaire.

Souvent, on voyait deux, trois Algériens quitter brusquement les trottoirs ou ils circulaient pour se joindre au cortège, un cortège qui avançait en bon ordre sur le côté droit dirigé par son propre service d'ordre qui facilitait lui-même la circulation des voitures.

Pendant ce temps, place de l'Opéra, où avaient pris position d'importantes forces de police, et plusieurs cars de CRS, des groupes d'Algériens qui sortaient du métro étaient systématiquement arrêtés. On a vu des hommes et des enfants de 7 à 8 ans avancer, les mains croisées au-dessus de la tête.

Puis à 21h15, le cortège arriva à hauteur de l'Opéra et stopa, faisant face aux CRS, qui arrivaient le mousqueton à la main. Quelques mètres seulement séparaient le cortège des policiers et ils restèrent ainsi face à face pendant une dizaine de minutes.

Soudain, un mot d'ordre circula parmi les manifestants qui firent brusquement demi-tour et reformèrent leur cortège qu'ils remonterent en sens inverse, scandant à nouveau leurs mots d'ordre. Il était 11h30. la manifestation recommençait. Occupant les deux trottoirs et la chaussée, les CRS suivaient à une dizaine de mètres. Ils s'arrêtèrent peu après et prirent position à hauteur du cinéma « Le Eerlitz ».

COUVRE-FEU SUR LE BOULEVARD BONNE-NOUVELLE

Les manifestants, eux, continuaient à redescendre les grands boulevards, et, débouchant de la rue Vivienne, on vit même un groupe important d'Algériens opérer sa jonction avec le cortège qui repassait, une seconde fois, le carrefour de la rue du Faubourg Poissonnière.

A quelques dizaines de mètres de là, le drame sanglant allait se jouer. En effet, arrivée à hauteur du restaurant « Le Gymnase », sur le boulevard Bonne-Nouvelle, la tête du cortège se heurta à un car d'agents de police, il y eut un moment d'hésitation puis le chauffeur du véhicule descendit sur la chaussée et tira un coup de feu en l'air. Ce fut le signal. Aussitôt, les agents descendirent du car et vidèrent les chargeurs de leurs revolvers sur les manifestants qui tentaient de trouver refuge à l'intérieur du restaurant et dans l'immeuble contigu.

gèrent de transporter à l'hôpital les plus gravement touchés. Les Algériens qui s'étaient réfugiés dans un immeuble étaient attendus à la sortie où les agents les matraquaient.

LA TACHE DE SANG

La seconde partie du drame se déroulait pendant ce temps devant le cinéma REX. LE cortège fut brusquement rejoint par plusieurs cars de police et aussitôt pris à partie par les policiers casqués, mousquetons au poing. Cedux-ci chargèrent à coups de crosse. Bientôt, plusieurs corps jonchèrent le sol. Des corps sur lesquels on s'acharnait à coups de pied. Tout près de la sortie du métro, un algérien était étendu, assassiné, brutalement jeté par les coups de crosse contre la grille. Un, deux, trois policiers retournèrent le corps, à coups de pied. Les Algériens blessés, allaient rester là sans soins, entourés d'un cercle de policiers. C'est là qu'on rassembla les manifestants arrêtés dans le voisinage. Et jusqu'à plus de 11 heures, ils demeurèrent assis sur le trottoir, toujours surveillés par un fort contingent de policiers.

Devant le groupe des Algériens, une flaque de sang barrait le trottoir.

A grands seaux d'eau, un policier s'efforça de la faire disparaître. Mais après le départ de la police, la trace du sang était encore visible.

BOULEVARD saint-michel

Boulevard Saint-Michel, venant de la place Saint-Michel et de l'île de la Cité, et remontant vers le Luxembourg, plusieurs centaines d'Algériens défilent. Il est 20h30.

Le cortège, calme et tranquille, comprenant des femmes, conduit par un service d'ordre, explique aux pas-

trottoirs. Leur défilé s'ébranle sur le boulevard Saint-Germain, traverse la place de l'Odéon. Il se dispersera deux cents mètres avant l'Assemblée nationale. Là aussi la police charge

SCENES DE VIOLENCE GARE SAINT-LAZARE

Des scènes de violences se déroulent dans la cour de Rome, gare Saint-Lazare. Les policiers en très grand nombre scrutent les visages. Dès qu'ils en aperçoivent un plus basané que les autres, ils se précipitent. Papiers ou pas, l'homme est entraîné au loin sans ménagement.

Des Algériens accompagnant leur famille sont brutalement séparés des leurs. Et les enfants, aux visages angoissés, voient leur père soudain disparaître, traité comme un malfaiteur.

PONT DE NEUILLY

Traversant La Garenne et Courbevoie, plus de 5 000 travailleurs algériens, des femmes, des enfants, passent par le Rond-Point de la Défense et le pont de Neuilly pour se diriger vers l'Etoile.

Les policiers gardent et veulent empêcher les Algériens de passer. Des coups de feu sont tirés.

D'autres travailleurs algériens manifestent sur les Champs-Élysées où la police arrêtait et matraquait dès 18 heures.

LES MUSETTES DE L'ETOILE

Vers les 21 heures, le nombre d'Algériens parqués sur la place de l'Etoile est supérieur au millier. Les uns ont les mains en l'air, les autres les mains sur la tête.

Les CRS gardent les trottoirs, les policiers sont en chasse, aux bouches



La presse dans son ensemble restera aux ordres. Les rares journaux qui hurleront seront taillés par la censure.



Les agents de la RATP exprimant à leur façon leur « solidarité » avec les travailleurs Algériens.

Pendant quelques secondes, au milieu des bruits de vitrines brisées, on entendit s'élever des cris de douleur. Des centaines de manifestants se dispersèrent par les rues voisines. Bientôt, il ne resta plus sur le boulevard que des chaussures et des vêtements épars. Mais, sur le trottoir devant le restaurant, sept corps étaient allongés. Combien de morts ? Un à coup sûr, tué d'une balle dans la tête, deux peut-être et des blessés graves. En haut des marches, d'une ruelle adjacente, un huitième algérien gisait sous une voiture, grièvement atteint au genou.

De longues minutes s'écoulèrent et aucune ambulance, aucune voiture de police ne vint prendre les blessés. Ce sont des passants qui se char-

sants les raisons de cette manifestation.

Soudain, venant de la place de la Sorbonne, les agents longue matraque à la main, se précipitent vers les manifestants.

Des blessés gisent, la tête en sang. Un homme couché gémit à côté d'un groupe d'agents qui discutent et s'occupent de lancer dans le caniveau les chaussures et objets divers que des manifestants ont perdus.

BOULEVARD SAINT-GERMAIN

Place Maubert, 1 500 à 2 000 manifestants se déploient en silence sur les

des métros, mais à l'intérieur également. Les manifestants, plusieurs milliers, continuent longtemps à défilé, pourchassés, matraqués.

Vers 23 heures, lorsque les policiers enlèveront les blessés et les prisonniers, il restera sur les trottoirs de l'Etoile, un amas de gamelles, de morceaux de pain, de musettes, tout ce qu'un travailleur ramène chez lui après sa journée.

Au métro Concorde, les policiers ur les quais. Les voies sont gardées par des agents mitrailleurs au poing. Tous les Algériens descendant de la rame sont immédiatement arrêtés et alignés contre le mur du couloir de la correspondance.

Elie Kagan

REMARQUES
D'UN SOCIOLOGUE

Le rôle joué par certains journalistes dans les événements des banlieues lyonnaises a suscité une polémique sur la déontologie de ce métier. Ce ne sera pas mon propos ici ; néanmoins et maintenant que les « rodéos » de Vénissieux et d'ailleurs ne sont plus à la une des journaux, je voudrais soulever quelques observations.

Durant cette période allant de juillet à septembre, les jeunes de ces quartiers ont vu défiler une cohorte invraisemblable de journalistes qui venaient chacun pour constater sur place que les BMW brûlaient bel et bien et pour rencontrer et « interviewer » des jeunes pour faire plus vrai, plus « vécu ». Il n'est pas question de remettre en cause le droit qu'a un journaliste d'aller collecter ses informations à la source. Ce qui est en cause, c'est la façon dont une grande partie de la presse de droite comme de gauche a monté cette affaire en épingle.

Les jeunes de la nouvelle génération issue de l'immigration maghrébine qui se débattent seuls dans leur quotidien depuis des années, n'ont jamais intéressé les médias ; et voilà que certains d'entre eux se retrouvent au premier rang de l'actualité, à partir du moment où ils commencent à faire les mariales avec des voitures volées. Et la question que personne n'a posé est la suivante : les journalistes par leur présence massive n'ont-ils pas encouragé ces jeunes à multiplier les rodéos et à jouer les zorros des temps modernes ? Car pour une fois, on parlait partout d'eux et de leurs problèmes. Hier, c'était la grève de la faim avec C. Delorme et J. Costil, aujourd'hui, c'est plus de 150 voitures brûlées, et demain, faudrait-il qu'ils tuent pour avoir le droit à la une, et pour que quelqu'un les écoute ? Car le plus écoeurant, dans cette affaire, c'est que les problèmes dans lesquels se débattent ces jeunes sont eux toujours là, les médias après en avoir fait leurs choux gras sont reparties vers de nouvelles aventures.

Par ailleurs, un certain nombre de journalistes se sont donné le mot pour taper allègrement sur le dos des sociologues, qu'ils accusèrent de tous les maux. Ainsi, Jean Curtelin dans le *Matin-Magazine* du 26/09/81, les met dans le même sac que les préfets, les ministres et les maires, en soulignant leur incapacité à trouver des remèdes à ces problèmes. Je suis maghrébin et sociologue, je travaille sur la problématique sociale de la nouvelle génération depuis quelques années déjà, je n'ai pour moi que mon indépendance d'esprit et d'analyse, et je n'ai aucunement la prétention de vouloir trouver un remède à quoi que ce soit, et je devrais me reconnaître dans les propos de ce genre ? En tous cas, en parlant d'un jeune maghrébin, je ne me permettrais jamais d'écrire, comme le fait Monsieur Curtelin avec ce paternalisme que nous connaissons bien, « Mon petit Mohamed ». Même quelqu'un qui n'est pas tombé de la dernière pluie, comme Jean-Louis Hurst, se fait plaisir en écrivant dans *Libé* du 30/09/81 : « C'est la première révolte ouverte, en France, d'un ghetto immigré. Les sociologues examinent le phénomène de plus près et décryptent un OVNI : la fameuse « 2^e génération ». En deux ans, rattrapant leur retard inexcusable, ils produiront sur le sujet une bonne tonne de thèses ».

Mais de quels sociologues s'agit-il ? Est-ce que Jean-Louis accepterait qu'on le mette dans le même sac que des journalistes de *Minute* ou du *Figaro-Magazine* ? Pourquoi dire que les sociologues n'ont rien vu venir, alors que certains d'entre eux tirent la sonnette d'alarme depuis des années à propos de ces problèmes ? Pour prendre une image un peu tirée par les cheveux, veut-on faire aux sociologues ce que l'on a fait à certains savants au moyen-âge, à savoir, les brûler pour sorcellerie lorsque quelques unes de leurs prédictions s'avéraient justes ?

Le sociologue est un homme de science, qui comme tout homme de science peut se tromper. Il produit une connaissance sur les enjeux sociaux et les acteurs de ces enjeux. Il n'est pas homme de pouvoir, il ne décide de rien. Alors, pourquoi vouloir en faire le bouc émissaire.

Adil Jazouli

Chercheur au Centre d'Analyse et
d'Intervention sociologiques
(CADIS/EHES)

*Pourquoi les jeunes font-ils les rodéos et de la casse ?
A cause des flics, ils nous traitent de bicots,
alors nous on dit « Pas de flics, pas de bordel » !*



un jeune au volant d'une « B.M.W. » C'est trop de symboles

Photo Amadou Gave

LYON : LES RODEOS DE JOURNALISTES

S'appelait-il Ali, Karim ou Mohammed ? Je n'ai pas osé lui demander son nom. Nous sommes dans la banlieue lyonnaise, plus précisément dans la commune de Vénissieux, aux Miniguettes, immense ZUP excentrée sur la conurbation de Lyon, avec ses tours carrées garanties « pur béton massif » que l'on aperçoit à 20 km à la ronde. Il est aux alentours de 22 heures... Dans le bus qui nous ramène sur Villeurbanne, autre banlieue de l'Est lyonnais, mon voisin d'en face, un jeune Maghrébin à la mine sombre, âgé d'une quinzaine d'années au maximum, me fascine littéralement. Son regard est un puit de désespérance, la bouche est fermée en un pli serré d'amertume, la révolte fuse par tous ses pores. Qui les a entendus, les « loulous de la zone lyonnaise » ? Graduellement, il se décrispe, au fur et à mesure que ses potes - dont l'un est un jeune français - en dialoguant avec nous, font disparaître la

méfiance. C'est ainsi que nous apprenons qu'il s'est fait « tabasser » l'avant-veille, « bourré » selon sa propre expression... Puis les mots se bousculent, tout ressort pêle-mêle, la haine du flic, la haine viscérale, la frustration engendrée par le racisme, la rébellion aveugle et primaire contre une société qui les opprime. Écoutons-les parler :

(L'interrogatoire débute dès l'instant où ils aperçoivent les

vient un grand en brandissant un article où il figure en première page- qu'ils travaillaient pour des journaux africains ...

- Vous venez prendre des photos de voitures cramées ? demande le pote frenchouillard d'un ton agressif, une mèche rebelle lui barre la figure, il porte la tenue classique des durs, blouson de cuir et jeans.

Parce que y'en a qui ont donnée 50 sacs

Y en a qui ont donné 50 sacs pour brûler une bagnole

appareils photo d'Amadou ...)

- Vous êtes journaliste ? de Paris-Match, d'Antenne 2, de FR3 du Progrès de Lyon ?

- Oui ... Non, nous on travaille pour des journaux africains.

- C'est sûr ? C'est pas de la tchache ? Par ce que les journalistes de Paris-Match, c'est ce qu'ils nous ont raconté - inter-

à des copains pour brûler une bagnole ... Z'êtes journalistes pour un journal africain d'Afrique Noire ? continue-t-il en nous bombardant de questions comme un inspecteur général.

- Non, d'Afrique noire et d'Afrique du nord, d'ailleurs, nous empressons-nous de rajouter. (L'atmosphère commence à se

dégeler, mais notre « commissaire Bourrel » ne s'estime pas encore satisfait et veut en avoir le cœur net, aussi poursuit-il son interrogatoire.

- Alors, qu'est-ce que vous voulez prendre en photo ?

- (Amadou, d'un ton méthodique et patient), nous les bagnoles cramées, ça nous intéresse pas ... Nous ce qui nous intéresse, c'est les conditions de vie, les immeubles, tu vois ...

- Ah ouais ... comment les gens vivent quoi ? rajoute-t-il désormais, conciliant.

(Le pacte est enfin scellé et le feu vert donné pour que s'installe un véritable dialogue. On « fume le calumet de la paix » de manière symbolique lorsque mon sachet de bonbons à la menthe passe de mains en mains. Amadou, le jeune loubard français, son copain algérien ou marocain à la mine ouverte et sympathique qui s'installe délibérément à mes côtés. Seul mon voisin d'en face au regard farouche demeure sur sa réserve ...

LES RODEOS DE JOURNALISTES

A moins qu'il n'aime pas les sucreries ?)

- (Amadou et moi-même, dès lors, attaquons d'emblée notre contre-interrogatoire) ... Mais pourquoi les jeunes font-ils des rodéos, provoquent les policiers, et font de la casse depuis plusieurs mois ici ?

- Voulez savoir pourquoi ? reprend l'inspecteur en chef, décidément le plus loquace des trois. Ben on va vous dire pourquoi ... Pour s'amuser - lâche-t-il comme une bombe - parce qu'ils s'emmerdent et pour emmerder les flics.

- Y'a pas de boulot, on nous refuse l'entrée des boîtes, intervient mon voisin « d'à côté ». (Du « ils », on passe au « nous », eux et nous sommes devenus de « vrais copains ». A preuve l'intervention inespérée de mon jeune « rat » sauvage).

- Moi, j'ai cherché du boulot, je me suis présenté dans une boîte, on m'a dit qu'on m'écrirait, j'ai attendu et puis j'ai repassé un mois plus tard, on m'a dit qu'on voulait pas de « Nord-Africain », rajoute-t-il d'un ton rageur.

- Mais pourquoi font-ils des rodéos ? nous revenons à la charge ...

- A cause des flics, ils font des rondes toutes les cinq minutes, ils nous traitent de sales bicots, alors nous on dit « pas de flics, pas de bordel ! ».

Ils reprennent tous en coeur « Pas de flics, pas de bordel »

Haine du flic et racisme, telles sont les racines du mal à l'origine « des événements de la banlieue lyonnaise » dont le bilan, à ce jour, porte au nombre de 140 les voitures incendiées, d'abord BMW -objectif : atteindre le riche - puis même les 2 CV, l'instrument de rébellion se prolifère - objectif : atteindre la société ... tout le monde y passe ! Quoiqu'en disent les administrateurs des communes de l'Est lyonnais, la remise en cause systématique du comportement policier est révélatrice d'un partage « équitable » des responsabilités. Chez les « têtes » (diminutif de métèques ?), les flics de la Grappinière, cette forteresse de la mal vie écrasante où 55 % d'immigrés sont entassés dans la commune communiste de Vaulx-en-Velin, le « racisme est de bon aloi ». Il est vrai, nous précise notre informateur-instituteur français, que l'on trouve parmi eux une majorité de Pieds-noirs : prolongation de la Guerre d'Algérie, revue et adaptée aux années 80. Le « hic », c'est que les affrontements opposent des forces psychologiquement inégales : d'un côté, des adolescents, des enfants frustrés, voire quelques adultes « attardés » qui règlent leurs problèmes à travers la délinquance ou le début du truandisme, de l'autre, des flics « dans la force de l'âge », conditionnés par vingt ans de pouvoir répressif, de bavures passées sous capes par l'administration judiciaire, d'excès de zèle encou-



Le seul lieu de distraction pour ces jeunes : le béton.

Photo Amadou Gave

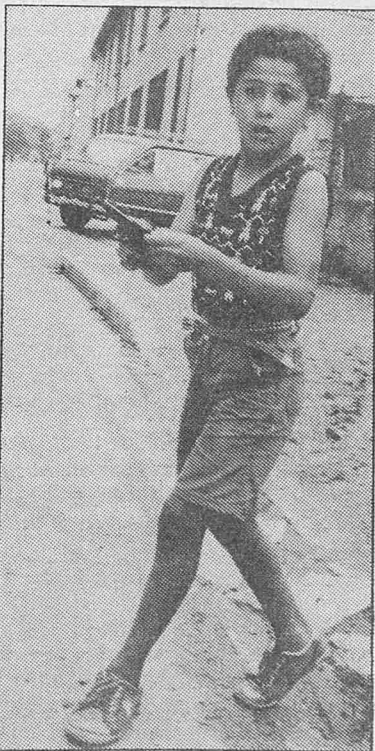


Les zorros de la « couine »

Photo Amadou Gave

ragés par les Pouvoirs Publics, de l'époque.

Aujourd'hui, des bandes entières de loulous en culotte courte s'éclatent en balançant des cailloux avec des lance-pierres, à la tête de leurs ennemis de toujours, jadis impunis. C'est le règlement de compte, la revanche du faible sur le fort, la lutte à mort. Quand l'Administration actuelle débordée par les événements équipe les forces de l'ordre de Golf GTI, plus opérationnelle dans la poursuite des BMW volées, les « zorros » de la « couine », ainsi qu'ils nomment



eux-mêmes les rodéos qui renvoient l'écho du grincement crissant des pneus, exhibent alors des Porshe ... Et les gamins applaudissent ! Hier opprimés dans le silence général, aujourd'hui victorieux et à la une des informations ! Et puis c'est l'escalade, les incidents qui éclatent à la Grappinière au mois de juillet dernier, gagnent au mois d'août la ZUP des Minguettes dans la commune de Venissieux, puis l'ensemble (ou ce qu'il en reste) de la rue d'Olivier de Serre à Villeurbanne, puis le centre ville de Lyon dans le 3^e et 8^e arrondissement. Enfin le phénomène finit par s'étendre à la région entière comme le prouvent les récents événements durant le week-end du 9 au 11 octobre. On tape à tort et à travers on vise aussi bien les bus que les voitures de particuliers, on provoque à qui mieux mieux, les civils autant que les flics et les sapeurs-pompiers.

A Olivier de Serre, quartier dont l'arrêt de mort fut prononcé en 1978, et dont la démolition sera achevée dans les douze prochains mois, on n'a pas oublié les bavures d'hier : le flic qui a tiré sur le sixième étage, en toute impunité puisque l'enquête ne fut pas menée à terme ; le CRS qui a balancé une grenade ; la rafle générale décrétée par la municipalité de M. Charles Hernu, actuellement Ministre socialiste de la Défense, lorsque tout le quartier fut bouclé à

six heures du matin par les forces de l'ordre (accompagnées de bergers allemands !) qui procédèrent au fichage des habitants. Enfin les « bras d'honneur », les insultes qui fusent de la Grappinière à Olivier de Serre et que les enfants de la zone renvoient à la face de ceux qui s'en rendent coupables. Bref, c'est l'impasse. (retour à la conversation dans le bus).

« - D'ailleurs, reprend « mon voisin d'en face », plus sombre que jamais, on avait fait un pacte avec le préfet de police. Ça a duré une semaine, y'a pas eu de flics y'a pas eu de bordel, affirme-t-il avec une logique rigoureuse. Mais après une semaine les flics sont revenus (mine scandalisée). Alors on a pris des bagnoles et on leur est rentrés dedans »

Le fait est corroboré par notre confrère de Libération. C'est ainsi qu'au mois de juillet dernier, aux Minguettes, M. Maurel, en réalité directeur des polices urbaines en discutant avec les « rats », apprend que les CRS « ratissent ici tous les soirs en état d'ébriété, comme pendant la guerre d'Algérie ». Maurel fit retirer ses troupes. Le calme revint mais fut à l'évidence de courte durée. Promesse non tenue, violation du sacro saint pacte, on connaît les règles rigides qui président à la conception de l'honneur dans les

micro-sociétés que sont les bandes de délinquants. Mais ce court épisode « d'entente cordiale » atteste au moins d'un constat positif : que le dialogue est possible du côté des « délinquants ».

Tous les administrateurs stigmatisent la délinquance, préconisent la multiplication des éducateurs de rue, se préoccupent de l'établissement nécessaire d'un système éducatif susceptible d'amener l'enfant d'immigré, celui de la « seconde génération » à un conditionnement social. Effort louable mais qui ne doit pas masquer le second volet du problème, le changement des mentalités dans la population française. Car ici, délinquance est inséparable de racisme. A preuve, l'anecdote rapportée par Mme Jeannette Rose, jeune française engagée dans la lutte quotidienne pour « recréer une ambiance humaine dans la ZUP des Minguettes » et dotée d'un optimisme rafraîchissant : « on a jamais désespéré de la ZUP ! » En juin dernier, dans la tour 67 (adresse qui est déjà en soi tout un poème !) la tension monte entre les habitants de la tour et les « rats » qui saccagent les boîtes aux lettres, font du tapage nocturne et diurne ... On est à deux doigts d'appeler la police. Jeannette décide alors de prendre les devants et contacte Marie-Jo, jeune éducatrice française, afin d'organiser une rencontre entre les uns et les autres pour éliminer les différents. Marie-Jo se charge d'amadouer les « ado », Jeanette de convaincre les « adultes ». Conclusion : les premiers acceptent de dialoguer, les seconds non seulement refusent tout dialogue, mais rejettent celle qui a voulu établir le pont. « On me dit toujours bonjour dans ma tour », précise avec honnêteté Jeannette, « mais ça s'arrête là ! »

M. Houel, maire de Venissieux, est bien obligé de se rendre à l'évidence, et de reconnaître avec nous « qu'il y a une tendance d'un grand nombre de famille de la ZUP à refuser le dialogue, la concertation, la rencontre avec les jeunes immigrés ». Il apporte lui-même de l'eau à notre moulin en évoquant l'impossible tentative de la municipalité qui avait préconisé l'année précédente, la constitution de « conseils de tour ». Les habitants communistes ou sympathisants étaient chargés de créer dans leur propre environnement ces « instruments de dialogue » ... Tentative qui échoua faute de participants.

A Olivier de Serre, il existe une école secondaire rue du Progrès ... Lorsque dans le quartier voisin de la Peraillère, un second établissement fut construit « tous les français sont partis » et l'école du Progrès est devenue « 100 % maghrébine à l'exception d'un seul gamin, fils d'une sympathisante », raconte Aniri Bouchaib, éducateur marocain. Plus tard, avec le changement de gouvernement, la nouvelle directrice de l'école secondaire de la Peraillère a voulu ouvrir ses portes aux enfants d'immigrés, mais les parents ont refusé ... Question d'honneur, on les comprend !

Joelle Lanissi-Pinto

A VOS STATUTS !

Les immigrés bénéficient désormais du régime général des associations : la loi de 1901.

La loi est passée au Parlement et votée.

Mais le débat ne fut pas sans surprise. En effet, la droite a voté le texte présenté par le gouvernement, alors que les députés de gauche (et du PS donc), ont refusé de le soutenir.

L'objet du litige entre le gouvernement et sa majorité portait sur un article introduit, semble-t-il sur l'insistance de Gaston Defferre et de Claude Cheysson.

Cet article stipulait que toute association immigrée qui portait atteinte aux intérêts diplomatiques de la France, pourrait être dissoute.

Cette restriction apportée au droit d'association, proclamée par le texte du gouvernement a été levée, grâce à la sensibilité des députés, et cet article fut finalement rejeté.

Maintenant, c'est à « nous » tous de jouer. Alors, à vos statuts ?

LES LOIS SONT VOTEES: DES MESURES POSITIVES ET UN CERTAIN DESENCHANTEMENT

Trois projets de loi sur l'immigration ont été adoptés. Ils portent sur le droit d'association, la répression du travail clandestin, et l'entrée et le séjour des étrangers.

Signe du malaise suscité par certains articles du troisième projet, le gouvernement s'est opposé, et parfois vivement à sa majorité.

Révéléateur de la place encore faite aux immigrés dans cette société : l'absence d'une véritable réaction immigrée.

Le projet de loi qui deviendra sous peu la loi sur « l'entrée et le séjour des étrangers en France » a suscité un débat entre le gouvernement et sa majorité parlementaire.

Un certain nombre de points contenus dans la loi ont certainement contribué à heurter la sensibilité de beaucoup. Il s'agit en particulier du principe de la « double peine » infligée aux immigrés qui ayant purgé une peine de prison peuvent être expulsés s'ils présentent « une menace grave pour l'ordre public », et alors que l'orientation politique était claire : « sortir les immigrés de la précarité », cette notion qui reste à l'appréciation de l'administration et du ministère de l'intérieur limitait singulièrement cette volonté. Par ailleurs, le maintien des expulsés ou refoulés dans des centres « d'internement », dépendant de l'administration, rappelait trop le centre « Arenc » de sinistre mémoire (qu'au moins deux membres de *Sans Frontière* ont connu, voir ci-contre). Ci-dessous, nous vous présentons des extraits de la « Loi Defferre » et les extraits du projet de loi Derosier, que le P.S. alors dans l'opposition avait présenté au Parlement, et qui s'appelaient : *Projet de loi garantissant le droit des immigrés.*

EXTRAITS DU PROJET DE LOI VOTE EN SEPTEMBRE 81

« Art. 23 — L'expulsion peut être prononcée par arrêté du ministre de l'intérieur si la présence sur le territoire français d'un étranger, constitue une menace grave pour l'ordre public.

« Art 25 — Ne peuvent faire l'objet d'un arrêté d'expulsion, en application de l'article 23 :

« 1° l'étranger mineur de dix-huit ans

« 2° l'étranger qui réside en France habituellement depuis qu'il a atteint l'âge de dix ans

« 3° l'étranger qui réside en France habituellement depuis plus de quinze ans.

« 4° l'étranger dont le conjoint est de nationalité française ou qui père ou mère d'un ou plusieurs enfants français lorsque l'un au moins de ces derniers réside en France et qui subvient normalement aux besoins de la famille.

« 5° l'étranger titulaire d'une rente accident du travail servie par un organisme français et dont le taux d'incapacité permanente et partielle est égal ou supérieur à 20 %.

« 6° l'étranger qui n'a pas fait l'objet d'une condamnation devenue définitive au moins égale à un an d'emprisonnement sans sursis.

Il est ajouté au chapitre VI « dispositions diverses » de l'ordonnance précitée du 2 novembre 1945, un article 35 bis ainsi rédigé :

« Art 35 bis — Peut être maintenu, s'il y a nécessité absolue, par décision écrite motivée dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pendant le temps strictement nécessaire à son départ, l'étranger qui :

« 1° soit n'est pas en mesure de déférer immédiatement à la décision lui refusant l'autorisation d'entrer sur le territoire français.

« 2° soit, faisant l'objet d'un arrêté d'expulsion, ne peut quitter immédiatement le territoire français.

« 3° soit, ayant été condamné à être reconduit à la frontière en application de l'article 19, ne peut quitter immédiatement le territoire français.

« Le procureur de la République en est immédiatement informé.

« L'étranger est immédiatement informé de ses droits par l'intermédiaire d'un interprète. S'il ne connaît pas la langue française.

« Quand un délai de vingt-quatre heures s'est écoulé depuis la décision de maintien, le président du tribunal de grande instance ou un magistrat du siège désigné par lui est saisi ; il lui appartient de statuer par ordonnance, après audition de l'intéressé, en présence de son conseil

EXTRAITS DU PROJET DE LOI SOCIALISTE. DECEMBRE 78

« Art. 17. Il est créé une carte d'identité de travailleur immigré. Cette carte a une durée de validité de dix ans. Elle autorise son titulaire à résider sur l'ensemble du territoire et à y exercer la profession salariée ou non salariée de son choix, sous réserve de la réglementation propre à certaines professions.

Elle est renouvelable de plein droit. Toutefois, lorsqu'au moment du premier renouvellement, son titulaire est, de son fait et sans raison valable, sans ressources régulières depuis plus de douze mois consécutifs, cette carte pourra voir sa durée limitée à un an. Les aides aux travailleurs privés d'emploi seront considérées comme des ressources régulières pour l'application des dispositions qui précèdent.

Section 5 De l'expulsion et du refoulement

« Art 25. L'étranger titulaire de la carte d'identité de travailleur immigré, ne peut être expulsé.

« Art. 26. Ne peut être refoulé l'étranger :

1° dont le conjoint ou l'enfant sont français ;

2° qui demande à bénéficier du statut de réfugié ou d'apatride ;

3° invalide du travail ;

4° ayant séjourné régulièrement en France au moins 15 ans, ou mineur ;

5° titulaire de la carte de résistant ou d'ancien combattant, de la croix de la Légion d'honneur, de la croix de guerre, de la médaille militaire ;

6° qui a obtenu une distinction pour acte de courage ou de dévouement.



REACTION : LA FASTI CONSTERNEE

La FASTI (Fédération des Associations de solidarité avec les travailleurs immigrés) proteste vigoureusement contre l'adoption par l'Assemblée Nationale de la loi concernant « l'entrée et le séjour des étrangers en France » en particulier pour ce qui concerne les contrôles aux frontières, le refoulement des immigrés en

situation irrégulière, les expulsions, l'internement administratif.

La FASTI est consternée et s'étonne qu'une loi pareille ait pu être votée par une majorité de gauche. Cette loi, non seulement va à l'encontre des revendications des travailleurs immigrés, mais en outre, elle contredit les prises de

positions et les promesses faites par la majorité actuelle.

La FASTI quant à elle, est plus que jamais décidée à continuer le combat pour une vraie égalité des droits entre travailleurs immigrés et français.

La F.A.S.T.I.

A Paris, le 2 Octobre 1981

LES ACCROCS DE LA REGULARISATION

La mesure spectaculaire prise par le gouvernement de Pierre Mauroy de régulariser la situation d'une partie des immigrés à se précipiter vers les bureaux de régularisation ouverts depuis le 31 août.

A l'image des premiers jours de juillet, où l'on avait vu des cohortes de « clandestins » se ruer dans les préfectures afin d'y retirer une « autorisation provisoire de séjour » (APS) délivrée alors sans restriction à tout immigré qui en faisait la demande, on attendait une affluente de tous les diables. Elle n'a pas eu lieu. Les « sans papiers » en quête de légalité ont quelque peu boudé les centres ouverts à leur intention. Le bureau 008 de la préfecture de Paris, réservé aux travailleurs dénationalité algérienne, ne délivrera que quelques dizaines de dossiers au cours d'une première journée sans ferveur. Méfiance ? Appréhension, certainement. Car dans de nombreux cas, les « clandestins » ne se rendront pas eux-mêmes dans les bureaux de régularisation. Une soeur ou un parent « en règle » sera chargé de faire la démarche administrative.

A Barbès, un bureau unique a été ouvert au 12 de la rue Lambert, minuscule. Un seul bureau pour ce quartier où résident tant d'immigrés ! De la folie, pensait-on. Pourtant, là non plus, point de bousculades. Cinquante dossiers seront délivrés au cours de la première journée, guère plus les jours suivants. La responsable de ce guichet reste en tout cas

employeur. Il est tout à fait d'accord pour reconnaître qu'il employait Malika depuis plusieurs années, ce qui permet à cette dernière de réunir les deux conditions imposées par la circulaire ministérielle qui définit les limites de la régularisation. D'autres sont moins chanceux, comme Kédir, confronté à un patron qui refuse tout compromis : « Si je te déclare, je ne peux pas te garder ». Dénoncer l'employeur, comme le conseille vivement le secrétariat d'Etat aux immigrés ? Kédir ne veut pas. Alors il va partir à la recherche d'un nouvel emploi, sans illusions. Sa seule issue, rester « clandestin » chez le même employeur, en espérant que d'ici le 31 décembre 81, date à laquelle prendra fin la procédure de régularisation, son patron accepte de régulariser sa situation.

Beaucoup d'immigrés sont dans ce cas, ce qui explique pour une part les maigres files d'attente devant les bureaux de régularisation. Autre explication : dans certains foyers où résident de nombreux « sans papiers », le bureau sera ouvert dans l'enceinte du foyer.

Les accrocs de cette « régularisation exceptionnelle qui ne sera plus renouvelée » comme se plaît à le rappeler le gouvernement, sont nombreux. Certains utilisateurs de main-d'œuvre clandestine n'hésitent pas à licencier en masse leurs ouvriers : la régularisation coûte « trop cher », disent-ils. D'autres, plus rares, qui acceptent de légaliser la situation de leurs employés en profitent pour



assurent, même en étant déclarés, un profit maximum. D'autant que l'annonce des nouvelles mesures « en faveur des immigrés », a provoqué une affluente inhabituelle de touristes aux frontières. Certaines agences de voyages ont ainsi mis au point des circuits en direction de la France. Autant de situations complexes

BIZARRE, ARENC EST DE RETOUR

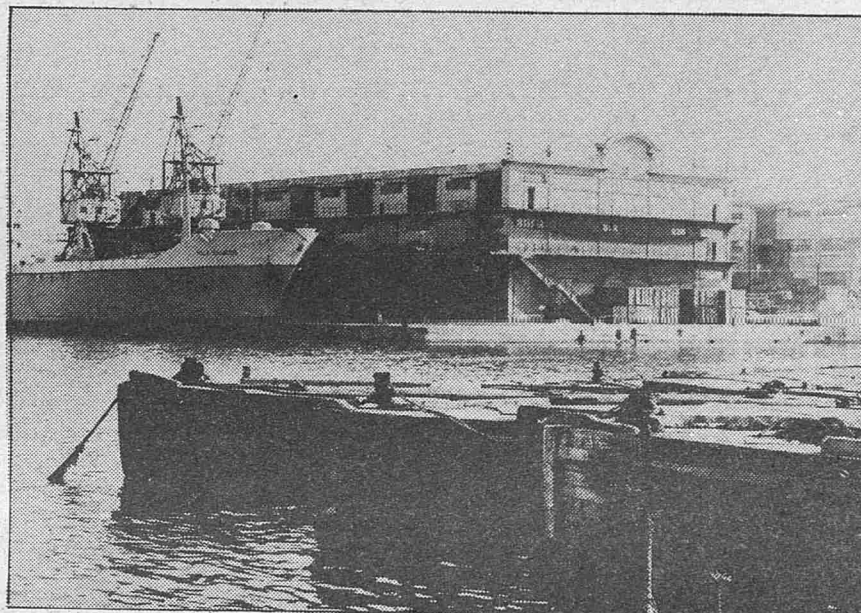
Les 12 et 13 janvier 1975, nous passions, mon ami Mustapha Mohammadi et moi, quarante huit heures à la prison d'Arenc, sur les quais du port de Marseille.

C'était à la veille d'un refoulement et suite à une grève de la faim des travailleurs agricoles « Sans papiers » du Vaucluse et de l'Hérault.

Arenc était encore la prison honteusement cachée, au bout de ce « Quai des brumes » et alors que ces mêmes brumes continuaient à s'amonceler dans ce ciel giscardien qui nous avait été imparti en cette année 1974, et pour sept ans. Ce septennat fut long, ponctué de luttes et d'échecs ; nous avons frôlé des mêmes espoirs que la gauche, ressenti ses échecs et ses divisions au fond de nous mêmes.

C'est pourquoi l'attente et la fraternité criées à la Bastille le 10 Mai au soir, se mêlaient à la patience tant nous savions lourd l'héritage et fragile la dynamique créée. Mais il y avait une exigence que nous partageons avec des millions d'hommes et de femmes de ce pays, français et immigrés : il y a des actes symboliques à poser (et la circulaire du 27 mai en fut un) et des Bastilles de l'immigration à détruire. Avec l'inscription de l'internement administratif dans la loi, c'est raté. La Bastille-Arenc existera donc et quelles que soient les intentions généreuses les améliorations notables déjà menées ou prévues pour les mois et années à venir, il reste comme une épine au coeur...

Kamal Belarbi



La prison « clandestine » d'Arenc.

Photo GALLOCHER

LES CENT PREMIERES CARTES DE TRAVAIL

L'Office National d'Immigration a délivré lundi à Paris les cent premières cartes de travail octroyées à des travailleurs étrangers, auparavant « clandestins », et dont la situation a été régularisée.

Le Secrétariat d'Etat aux Travailleurs immigrés a annoncé cette mesure précise que les intéressés résidant à Paris, pourront obtenir immédiatement de la préfecture de Police des cartes de séjour, dans un centre ouvert spécialement à cet effet dans le 15^e arrondissement.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la procédure de régularisation exceptionnelle mise en route le 1^{er} septembre et qui doit s'achever le 31 décembre 1981.

Selon les services de M. François Autain, les bénéficiaires font partie des 3 747 travailleurs dont les dossiers examinés à la Préfecture de Police ont fait l'objet d'une décision favorable. Ces postulants à la régularisation ont pu faire preuve de leur entrée en France avant le 1^{er} janvier 1981, et d'un emploi stable assorti d'un contrat d'un an ou d'une promesse.

Cette dernière condition qui implique la possession d'un contrat de

travail d'un an ou d'une promesse d'embauche, paraît cependant, de l'aveu même des responsables, constituer un obstacle important à la régularisation de la situation de certains travailleurs. Des conflits ont éclaté pour ce motif dans des entreprises de travail précaire, tels que les diffuseurs de prospectus, à Montreuil (Seine-Saint-Denis), à Ivry (Val-de-Marne), et, depuis lundi, dans le 11^e arrondissement, à Paris, où 25 travailleurs immigrés occupent les locaux de leur employeur.

Au Ministère de la Solidarité Nationale, on indique à ce propos que lorsque les dossiers sont incomplets et dans le cas d'employeurs réticents, il appartient à la Direction du travail de procéder à des vérifications permettant de confirmer les dires des travailleurs.

Selon la CGT et la CFDT de la région parisienne, ces problèmes touchent aussi les salariés de certaines entreprises industrielles comme la métallurgie, et du tertiaire (nettoyage, hôtellerie, etc). La CGT fait également état du cas posé par des ouvriers licenciés économiquement. « qui devraient bénéficier de la régularisation car ils ont acquis le droit par leur travail antérieur ».

Quant à la Fasti (Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés), elle affirme « recevoir un grand nombre de communications » de ses associations locales se plaignant du « refus systématique » des employeurs d'accorder un contrat. Pour la Fasti, « le maintien de conditions trop strictes risque d'aboutir à ce que seuls 5 à 6 % des clandestins soient régularisés ».

(A F P)



10 ans de luttes « pour les papiers » : la grève de la rue Ménilmontant en 1973.

résolument optimiste, persuadé que plus on se rapprochera de la date fatidique du 31 décembre, plus les retraits seront nombreux.

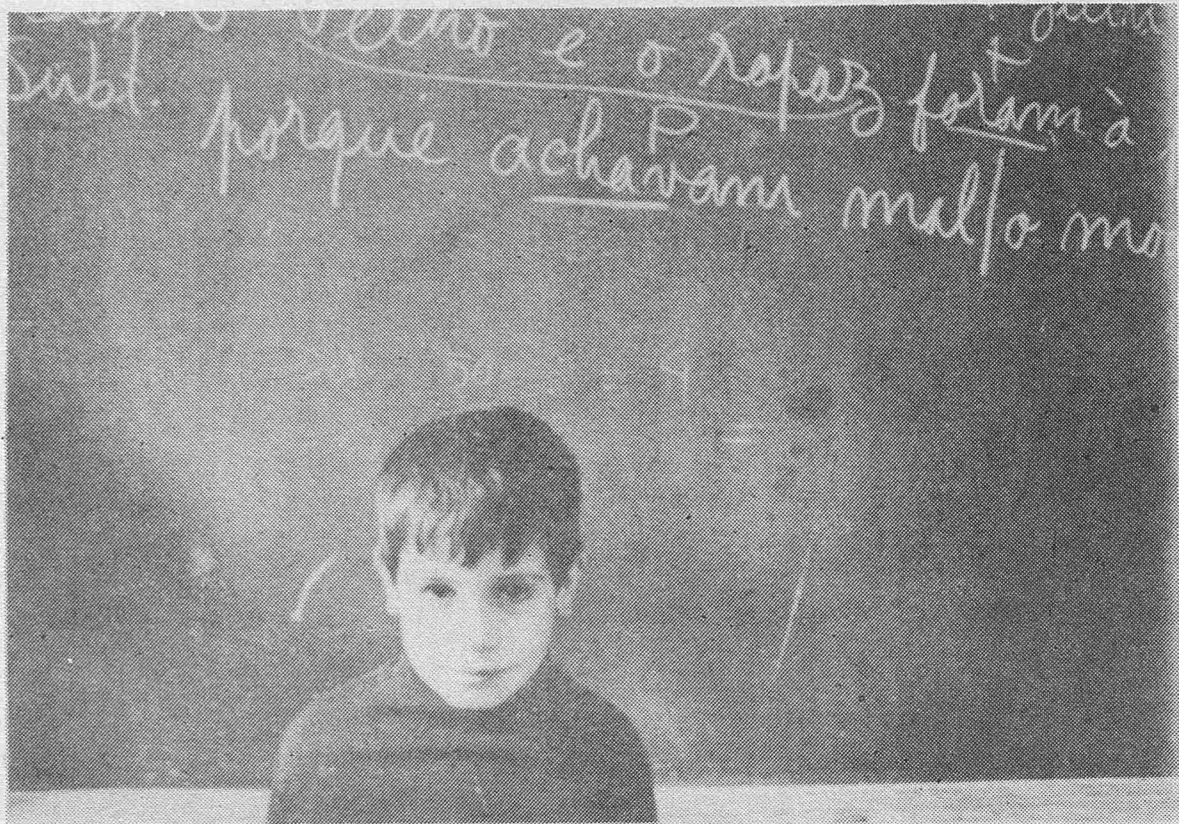
Du côté des immigrés, les réactions sont très partagées. Pour certains, c'est « la fin de l'enfer » et le commencement d'« une vie normale » avoue Malika qui rapportera son dossier dûment rempli par son

diminuer leur salaire. Paradoxalement, bon nombre d'immigrés récents semblent n'avoir aucune difficulté à trouver un emploi, alors que ceux qui pourraient prétendre à des papiers en règle se retrouvent chômeurs. Certains employeurs préfèrent embaucher des « clandestins de fraîche date », plus maléables, qui

qu'il faudra bien prendre en compte sous peine que le gouvernement socialiste ne connaisse, lui aussi, ses « bavures ». Ce qui évitera à certaines officines vendant de faux certificats de travail ou fausses quittances d'électricité, de prospérer sur le dos de « naïfs clandestins ».

D.S

LA SCOLARITE DES ENFANTS IMMIGRES PORTUGAIS



Selon des chiffres officiels, les enfants de nationalité étrangère inscrits en France dans l'enseignement du 1er et 2e degré (préélémentaire, élémentaire, et secondaire), dans l'année scolaire 1980-81, totalisaient 963 164 élèves. Les enfants portugais inscrits dans les écoles étaient 164 642 soit 25,1 % du total, dont 8482 dans l'enseignement privé.

Les jeunes élèves étrangers représentent 9,2 % des effectifs du premier degré et 5,7 % de ceux du second degré, ce qui montre son importance sociale en France. Le nombre d'élèves étrangers est croissant depuis les quatre dernières années malgré le ralentissement de l'immigration et son blocage en J1974. La progression est plus accentuée dans le 1er degré, et nettement préoccupante l'augmentation enregistrée dans l'enseignement dit spécial (SES et

Classes atelier, environ vingt mille élèves), classes où se retrouvent les enfants qui n'arrivent pas à suivre

les cours normaux et qui vont être obligés de prendre tôt la vie professionnelle pratiquement sans aucune formation.

Les élèves portugais du 1er degré représentent 25,1 % du total, pourcentage qui est uniquement dépassé par les algériens 30 %. Toutefois, dans le 2e degré, les enfants portugais ne sont que 22,3 % du total. Ils se trouvent majoritairement dans les formations courtes, qui préparent des certificats et des brevets professionnels (CAP et BEP). Ceux qui atteignent le baccalauréat et les brevets de techniciens sont très peu nombreux, 6,7 % Fdes élèves portugais du 2e degré. Ce chiffre est très inférieur à la moyenne de fréquentation du cycle long par les élèves étrangers où 12,4 % le suivant. Il faut noter aussi que cette moyenne est certainement très

inférieure à celle vérifiée pour les élèves français, ce qui accentue les inégalités dispensées aux immigrés.

D'autre part, les élèves portugais sont aussi très nombreux dans les classes spéciales réservées aux cas sociaux, 27,2 % du total, et uniquement dépassés par les jeunes algériens (41,2 %), nationalités qui atteignent la côte d'alerte. Les données du SEIS n'enregistrent pas classes de langue d'origine, élément important d'intégration des élèves immigrés.

Ces chiffres confirment l'ampleur des problèmes de la population scolaire constituée par les enfants d'immigrés (les réfugiés, exilés et autres étrangers sont moins significatifs en nombre), tendance qui s'est accentuée avec le regroupement familial et la stabilisation en France de la plus grande part des immigrés. Cette situation, sociologiquement confirmée, doit mobiliser les plus grands efforts de tous ceux qui sont concernés de façon à permettre à ces jeunes une scolarisation adaptée à leur condition. En effet, ces données montrent dans une première approche, que ces jeunes suivent une scolarité très précaire, souvent traversée par échec scolaire. La scolarisation longue est très rarement suivie.

Le plus souvent, les enfants d'immigrés, notamment les portugais, doivent affronter des problèmes d'acculturation qui les placent mal face au système de notation scolaire. A partir de là, ils sont orientés presque systématiquement vers les formations courtes et pauvres de l'enseignement. Leur avenir professionnel, leur intégration et leur épanouissement culturel reste ainsi largement compromis. Les inégalités héritées, non seulement, se perpétuent, à la place de se réduire, comme dans beaucoup de cas, elles donnent lieu à l'apparition de situations qui, par sa généralisation, deviennent des problèmes de société. Nous sommes devant un des points noirs qui touchent profondément l'immigration qui travaille en France.

D. Lacerda

LIBERTE POUR HAMMAMI

Mohand Hammami, jeune immigré Algérien en est à son 39^e jour de grève de la faim à la prison des Baumettes à Marseille.

Par cette action, il revendique le bénéfice de la loi d'amnistie votée par le Parlement.

A l'heure où tous les prisonniers politiques encore incarcérés ont été libérés, qui a été dès le départ isolé, continue de risquer sa vie, alors que sa libération ne devrait pas poser de problèmes, puisqu'il revendique son appartenance à une organisation politique « Action Directe » et que son dossier a été instruit par la Cour de Sécurité de l'Etat.

A l'heure où nous bouclons, la Chambre des mises en accusation a refusé de remettre Mohand Hammami en liberté, bien que le juge d'instruction se soit prononcé pour sa libération.

« Sans Frontière » s'étonne de cet état de fait et tient à apporter à Hammami toute sa solidarité, d'autant que ce jeune immigré arrivé en France à l'âge de dix ans et par ailleurs handicapé suite à un accident de travail, a contribué dès le lancement au projet « Sans Frontière ».

Hammami a en effet animé une rubrique, qu'il a lui-même appelée : la parole aux « analphabètes ».

S. F.



COMMUNIQUE DU COMITE DE SOUTIEN GRENOBLOIS POUR LA LIBERATION DES PRISONNIERS POLITIQUES

La chambre d'Accusations d'Angers vient de refuser de libérer ce jour Monsieur MOHAND HAMMAMI, malgré l'avis contraire du Procureur Général.

Mohand Hammami en est à son 39^e jour de grève de la faim.

Il commencera dès le jeudi 15 octobre une grève de la soif. Le comité de soutien dénonce vigoureusement l'attitude de certains magistrats d'Angers qui refusent ouvertement la loi d'amnistie, contrairement aux juges d'instruction de Grenoble et de Toulouse. Une manifestation de soutien devant le Palais de Justice de Grenoble a eu lieu hier, jeudi 15 Octobre, pour la libération immédiate de Hammami.

RENCONTRE INSOLITE !

Jeudi 8 octobre, dans une salle de travail de l'Assemblée Nationale, des jeunes de la cité des Minguettes accompagné de Christian Delorme, de Jean Costil et d'un habitant de leur quartier ont rencontré des députés socialistes ainsi que le rapporteur de la commission des lois sur l'immigration Michel Souchod.

Pour la première fois depuis les incidents qui opposent les jeunes à la police depuis le début de l'été, ils ont pu rencontrer des responsables politiques qui ont su les « écouter ».

Ils se sont exprimés sur leur condition de vie. Une grande majorité d'entre eux sont au chômage, alors qu'ils ont un métier en main. Ils ont

longueusement expliqué ce qui les oppose aux flics, c'est l'humiliation, les vexations, les provocations qu'ils subissent dans leur propre quartier.

« On est contrôlé cinq à dix fois par jour », dit un jeune, « une fois, les flics nous ont provoqué en nous disant de voler une BMW pour faire une course avec leur R 18 turbo », dit un autre, « un copain est tombé pour un vol de moto, c'est réglo, mais on lui a collé d'autres affaires alors ça ne va pas », reprend un autre. Deux heures de discussions dans ce cénacle, aboutiront-elles à faire baisser la tension qui règne à Lyon entretenue par certains organes de presse à sensation ?

M.N.



FINIES LES VACANCES !

Le quatre pages « femmes Sans Frontière vous donne rendez-vous la semaine prochaine.

De Paris à Caucun : espoir pour les uns, déception pour les autres

Du 1er au 14 septembre 1981 s'est tenue à Paris la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) consacrée aux « Pays les Moins Avancés » (PMA). Cette conférence avait pour but d'améliorer le sort des pays les plus pauvres en s'efforçant de « Mettre au point, d'adopter et d'appuyer » un « Programme substantiel d'action », destiné à permettre aux PMA d'accéder à un développement autonome et à des normes minimales en matière de nutrition, de santé, de transports, de communication, de logement, d'enseignement et d'emploi.

Que dire des résultats obtenus ? Satisfaisants pour le Nord, décevants pour le Sud !

En effet, on ne peut nier le succès de la conférence sur le plan... diplomatique : elle s'est déroulée dans la plus grande courtoisie et dans un confort certain (L'hebdomadaire « Jeune Afrique » a estimé à 3000 F le prix de revient de la journée pour un ministre de PMA participant à la conférence). La France, pays hôte, a établi ses positions tiers-mondistes, et M. Jean-Pierre Cot, ministre de la coopération et du développement, a pu dans son discours de clôture affirmer que la Conférence de Paris

avait « favorisé une prise de conscience concrète du défi que représente le sous-développement et la volonté politique de progresser vers un nouvel ordre économique international, plus juste et plus équitable ». Voilà pour la satisfaction officielle.

Mais la Conférence de Paris a-t-elle réellement répondu aux attentes des pays les plus pauvres ? rien n'est moins sûr. et ceci pour plusieurs raisons. D'abord, il n'est pas certain que les participants aient réellement parlé de ce dont ils étaient venus s'entretenir : les critères du choix des PMA (voir encadré) sont en effet contestés (notamment par l'UNICEF). Certains spécialistes envisagent de leur en adjoindre d'autres (espérance de vie, mortalité des enfants de moins de un an, pourcentage de la population ayant accès à l'eau potable, etc.), car ceux actuellement retenus ont le tort de

privilegier l'aspect monétaire d'une part, et de masquer les inégalités énormes à l'intérieur même du pays d'autre part. Ainsi de nouveaux pays apparaîtraient au sein des PMA, alors que certains de ceux qui en font partie aujourd'hui pourraient en être exclus.

Cette manière strictement « Monétaire » de traiter le problème des PMA se retrouve dans le document final adopté par la Conférence de Paris, le « Nouveau Programme Substantiel d'Action pour les années 80 » (NPSA) (exposé en encadré dans ses grandes lignes). Les pays donateurs vont faire « Un effort », et même « Un effort spécial », c'est à dire qu'ils vont essentiellement donner plus d'argent « Dans les années qui viennent ». Mais ce programme est déjà périmé : SELON M. Jean Pronk, secrétaire général adjoint de la CNUCED, c'est aujourd'hui et non dans les années à venir qu'il aurait fallu doubler le volume de l'aide (le NPSA permettra à peine aux PMA de se maintenir à leur niveau économique et financier actuel).

De plus, aucune réflexion n'a été faite sur le bien-fondé cette « Conception monétaire » du développement. Que la disparition de la pauvreté puisse passer par d'autres formes de développement n'a apparemment effleuré aucune des personnalités présentes à Paris. Pas d'indépendance politique sans indépendance économique, oui certes, mais aussi pas d'indépendance économique sans indépendance culturelle. Le



droit à posséder sa culture, son histoire, son information est aussi nécessaire à un PMA que quelques millions de dollars supplémentaires. Il est vrai que si les organisateurs avaient pris en compte les phénomènes culturels, ils se seraient demandé ce que signifiait l'expression « Pays moins avancé » et la conférence aurait peut-être changé de nom !

Autre caractéristique de ce type de conférence sur le Tiers-Monde : c'est le discours des pays industrialisés qui y est privilégié et non celui des principaux intéressés, les pays en voie de développement. Ainsi, depuis l'accession au pouvoir de M. Ronald Reagan aux Etats-

Unis et de M. François Mitterrand en France, toutes les réunions internationales où le Tiers-Monde est concerné, deviennent le théâtre d'une confrontation des thèses américaines et françaises.

La politique des Etats-Unis vis-à-vis des pays du Tiers-Monde s'organise autour de deux axes essentiels. D'abord un axe conflictuel consistant à replacer les relations Nord-Sud dans le cadre du conflit Est-Ouest : tous les pays permettant à « L'agression communiste » de menacer les intérêts occidentaux seront exclus de l'aide fournie par les Etats-Unis. Comme le déclarait M. A. Haig en septembre dernier devant l'Assemblée

Générale des Nations Unies, le gouvernement américain n'a aucune intention de fournir une aide économique ou morale à des pays qui encourage la violence internationale ».

Le second axe consiste à aider ceux qui s'aident eux-mêmes. Les pays qui voudront recevoir de l'aide devront « Suivre une saine politique économique sur le plan intérieur », car « Un pays ne peut espérer faire de progrès s'il est incapable de remettre de l'ordre dans sa propre maison » (Discours de M. R. Reagan devant l'Assemblée générale du F.M.I. en septembre dernier à Washington). Il n'est donc pas étonnant de voir les Etats-Unis se faire le champion d'un renouveau du libre-échange : pour eux, le rétablissement de l'économie mondiale et donc le développement passe par le recours au commerce et à l'investissement privé (voir à ce sujet la rubrique « En direct des Nouvelles Colonies » dans ce numéro de Sans Frontière).

LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

Les « Pays les moins avancés » qui sont actuellement au nombre de 31, ont été choisis en fonction de critères établis par les Nations Unies :

- 1) - un produit intérieur brut (PIB) inférieur ou égal à 200 dollars par habitant ;
- 2) - part de l'industrie dans le PIB inférieur à 10 % ;
- 3) - taux d'alphabétisation inférieur ou égal à 20 %.

La population de ces 31 PMA est d'environ 280 millions d'habitants, soit à peu près 1/8 de celle de l'ensemble des pays en voie de développement.

Ces pays se répartissent sur le globe de la manière suivante :

- 21 Etats africains : Bénin, Botswana, Burundi, Centrafrique, Cap-Vert, Comores, Ethiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Haute-Volta, Lesotho, Malawi, Mali, Niger, Ouganda, Rwanda, Somalie, Soudan, Tanzanie, Tchad ;
- 8 états d'Asie : Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Maldives, Népal, Laos, Yémen, Yémen démocratique ;
- 1 état du Pacifique : Samoa ;
- 1 état des Caraïbes : Haïti.

La thèse française prône au contraire un accroissement de l'aide aux pays en voie de développement au nom d'une certaine morale humaniste (d'une certaine responsabilité aussi ?), mais aussi en vertu de la considération selon laquelle les destins du Nord et du Sud sont intimement liés. « AIDER LE TIERS-MONDE, C'EST S'AIDER SOI-MÊME A SORTIR DE LA CRISE » (M. F. Mitterrand à la Conférence de Paris), « LA GENEROSITE A L'EGARD DU TIERS-MONDE S'IDENTIFIE A L'INTERET BIEN COMPRIS DE LA FRANCE » (M. J.P. COT au journal « LE MONDE », (...)) LE PROGRES EST LA CONDITION MEME DU PROGRES DU MONDE ET PEUT-ÊTRE MEME LA PAIX DU MONDE (...). LE SUD EST ENTRE DANS LA VIE DU NORD » (M.C. Cheysson devant l'assemblée des Nations Unies en septembre dernier), (...). LA DIMINUTION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT EST NON SEULEMENT UNE FAUTE

MORALE; MAIS UNE ERREUR POLITIQUE » (M. J. Delors devant l'Assemblée Générale du F.M.I.) en septembre 81) : toutes ces déclarations des dirigeants socialistes français montrent que le Tiers-Monde est devenu un paramètre de l'histoire mondiale que les pays développés ne maîtrisent plus comme au temps du colonialisme et dont ils doivent désormais tenir compte.

Au bout du compte, on peut se demander si les positions américaines et françaises sont tellement en contradiction. Pour les Etats-Unis comme pour la France l'enjeu est d'amener les pays en voie de développement à contribuer activement à la relance de l'économie mondiale. Et l'opposition porte plus sur la manière d'atteindre ce but que sur le but lui-même ; mais dans les deux cas il s'agit d'acquiescer une position privilégiée sur un marché potentiel énorme d'où la rivalité. Il n'est que de se rappeler la dénonciation récente par le gouvernement français de l'accord par lequel M. V. Giscard d'Estaing avait bradé aux américains la responsabilité de l'action sanitaire en Afrique.

CONTRE LA FAIM

Le 2 septembre, Marco Pannella, fondateur du Parti radical italien (PRI) et député au Parlement européen, a choisi de marquer à sa manière le début de la Conférence de Paris sur les PMA en entamant une grève de la faim destinée à faire prendre conscience à l'opinion publique du scandale constitué par la mort des sous-alimentés du monde entier.

Son but est de sauver, dès l'année prochaine et non dans un avenir plus ou moins lointain, 3 millions sur les 30 qui meurent chaque année de faim. Il poursuit actuellement sa grève (pour plus de renseignements : Comité de soutien à l'action des 54 Prix Nobel et de M. Marco Pannella, 72 rue du Château d'eau, 75010 Paris, tél : 523 44 44).

Dans ce contexte, qu'attendre du Sommet qui se tiendra à Cancun, au Mexique, les 22 et 23 octobre prochains (voir encadré) ? Apriori pas grand-chose de nouveau : les mêmes thèses, les mêmes déclarations de principe, etc., d'autant plus que les Etats-Unis ont obtenu, lors de la réunion préparatoire, qu'il n'y ait ni agenda précis, ni communiqué final. Rien de concret, donc. A moins que ceux dont on parle tant ne prennent eux-mêmes la parole ; et ce n'est pas impossible si on en juge par les déclarations faites lors du Colloque de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) au début de ce mois. Sans illusion sur les résultats à attendre de ce Sommet, mais consciente du rôle que le Tiers-Monde joue désormais sur la scène mondiale, l'Afrique n'a pas l'intention de se rendre au Mexique en quémanteuse soumise. En effet, dans son rapport de synthèse, M.A. Tevoedjre, directeur de l'Institut international d'études sociales, a déclaré : « Il n'y a pas de raison que les pays du Tiers-Monde, notamment les pays d'Afrique, favorisent dans leurs échanges les importations de biens d'équipement en provenance des pays du Nord et surtout de l'Occident, si ces derniers s'acharnent à les plonger dans la misère. Une politique de rupture est à l'oeuvre avec encore plus de violence, à moins que n'intervienne une autre structure de l'organisation de la production et du marché ».

Jibé



Un programme pour les années 80.

— Objectifs que doivent atteindre les PMA :

Le produit national brut devra connaître une croissance annuelle de 9,2 % (4 % pour la production agricole et 9 % pour la production industrielle).

Par ailleurs, les PMA sont invités à mobiliser leurs ressources financières, à renforcer leurs capacités administratives et à développer en priorité l'éducation, la santé, la nutrition et la politique démographique.

— Engagement pris par les participants à la Conférence de Paris :

— Augmentation de l'aide aux PMA : tous les pays donateurs s'engagent à faire un « effort spécial » croissant, soit en parvenant à consacrer 0,15 % de leur PNB à cette aide, soit en doublant leur aide publique au développement (APD) « Dans les années qui viennent » ! Cet « Effort » devrait d'ici 1985, amener l'APD à doubler par rapport aux cinq dernières années.

— Suivi du programme : Celui-ci sera assuré par la Banque Mondiale, le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD). La CNUCED aura un rôle par la Banque Mondiale,

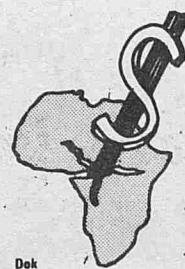
La CNUCED aura un rôle de supervision.

La question de la répartition de l'aide entre les divers PMA n'a toutefois pas été réglée.

— Mesures commerciales : les pays développés se sont engagés à faciliter les possibilités d'exportation des PMA en développant les systèmes de préférence, en limitant les mesures protectionnistes et en développant des accords de produits. En revanche, le principe de l'extension du Stabex (système qui permet de stabiliser les recettes de certains produits d'exportation malgré les fluctuations du marché mondial) n'a pas été retenu : il sera examiné en 1983.

— Energie : le NPSA préconise une « assistance financière et technique substantielle » sans plus de précision.

— Politique alimentaire : Le NPSA propose l'élaboration de stratégies alimentaires nationales, l'amélioration des cultures vivrières, la création de stocks régionaux et nationaux « De sécurité alimentaire », la mise en place « d'un bref délai » d'un nouvel accord international sur le blé, etc.



En direct des Nouvelles Colonies

Reagan au Tiers Monde : « Place aux privés »

Le conservatisme du président Reagan, qui s'est déjà manifesté à maintes reprises en politique intérieure, s'est affiché sans vergogne à l'échelle internationale lors de l'Assemblée annuelle du Fonds Monétaire International (F.M.I.) et de la Banque Mondiale. La doctrine Reagan pourrait se résumer ainsi : seul un capitalisme pur et dur sauvera le monde !

Premier point : les Etats-Unis, qui consacrent moins de 0,3 % de leur produit national brut à l'aide au développement, ne feront aucun effort pour améliorer cette situation. Priorité sera donnée à la lutte contre l'inflation et à la remise en ordre des finances et de l'économie américaines. Que les autres pays fassent comme les Etats-Unis et se débrouillent.

« La plus importante contribution qu'un pays puisse faire au développement du reste du monde est de mener chez lui une politique économique saine », a déclaré M. R. Reagan, très satisfait de lui-même et de cette forte pensée. Qu'il soit plus facile de sortir de la crise pour un pays riche que pour un pays pauvre ne le gêne pas ; que la récession n'entraîne qu'une faible diminution du revenu moyen des américains, alors qu'elle plonge des millions d'hommes dans la détresse et la pauvreté absolue, ne l'émeut guère. Auparavant on disait que ce qui était bon pour la Général Motors était bon pour les Etats-Unis. En faisant un pas de plus dans l'escalade vers le capitalisme triomphant, il va falloir dire maintenant : ce qui est bon pour les Etats-Unis est bon pour le reste du monde !

Mais M. R. Reagan sait aussi se montrer généreux : il propose que les prêts du FMI et de la Banque Mondiale soient accordés en priorité aux pays les moins développés. Mais à une condition : que ces pays se montrent dignes du cadeau qui leur sera fait ! « Aucune aide, si importante soit-elle, ne conduira au progrès une nation sans que celle-ci remette en ordre ses propres affaires économiques et financières » : M. R. Reagan veut que les pays pauvres fassent preuve de rigueur. Question à cet honorable personnage : comment des pays dépourvus de tout peuvent-ils avoir des finances saines ?

Le président américain ne croit pas à la solidarité internationale ; il ne croit pas à l'efficacité des institutions internationales et des programmes d'aide. Il ne croit qu'en un dogme : « la magie du marché ». Que l'on accorde avec parcimonie aux pays les plus défavorisés, soit ! Mais, pour le reste, que l'on fasse confiance aux entreprises privées. Que les pays en développement se montrent accueillants envers les multinationales, alors que les capitaux

afflueront et la prospérité suivra ...

En langage clair, cela veut dire : laissez exploiter vos richesses naturelles et vos populations, et nous vous laisserons les miettes des somptueux bénéfices que nous en retirerons. Ce schéma fonctionnera d'autant mieux que l'argent « privé » n'ira pas vers les pays les plus pauvres (il n'y a rien à en tirer), mais vers ceux qui ont déjà (partiellement du moins) « décollé » : l'argent va à l'argent, c'est bien connu. L'aide internationale aussi ira, au détriment des moins favorisés, vers ces mêmes pays qui sont lourdement endettés comme tout le Tiers-Monde : les laisser tomber provoquerait l'écroulement des économies occidentales. Tant pis pour les plus pauvres : ils ne sont pas indispensables à notre survie !



Ces positions se trouvent reprises par les dirigeants du FMI et de la Banque Mondiale, ce dont il n'y a pas à s'étonner : les Etats-Unis possèdent une minorité de blocage dans ces deux institutions. Dans ce contexte, il est tout naturel de voir apparaître un rapport de la Banque Mondiale (en principe confidentiel) sur le « développement accéléré en Afrique du sud du Sahara », dans lequel les gouvernements africains sont mis en accusation : ceux-ci seraient, en grande partie, responsables de la situation catastrophique de leurs peuples, à cause de leur volonté de tout organiser alors qu'ils en seraient incapables ! Pour remédier à cela, une seule solution : que ces gouvernements laissent faire les sociétés privées (occidentales, bien sûr).

Dans ces conditions, le discours de M.J. Delors ne pouvait que peser d'un faible poids. Les voix qui se sont élevées en faveur d'une aide (même intéressée) aux pays du Tiers-Monde n'ont pas été entendues. Mais qu'importe, l'inflation sera vaincue et les Etats-Unis sortiront de la crise plus forts que jamais : l'Amérique est grande et Reagan est son prophète. Mort à ceux qui ne croient pas à la « magie du marché » !

Antitrust

Un nouveau pas est franchi au Maroc. Quatorze députés socialistes quittent le Parlement.

En toile de fond, de ce bras de fer entre le pouvoir et l'USFP, il y a bien sûr le règlement, sous les auspices de l'OUA de la question du Sahara, suite au « revirement » officiel, mais aussi la profonde crise économique et sociale du pays, et bien évidemment, la question des libertés publiques.

C'est le 9 septembre que l'opinion mondiale, inquiète des suites du 20 Juin (oh, bien peu) mais vite rassurée par « la modération » de la position marocaine au sommet de l'OUA réentend parler du Maroc. La nouvelle de l'arrestation d'Abderrahim Bouabid, premier secrétaire de l'USFP (Union Socialiste des Forces Populaires), suivie de l'emprisonnement de tous les membres du Bureau Politique, présents au Maroc, étonne les uns et inquiète les autres. Sa stature, sa renommée internationale et les rapports réguliers qu'il entretenait avec le chef de l'état en avaient fait un opposant « intouchable ».

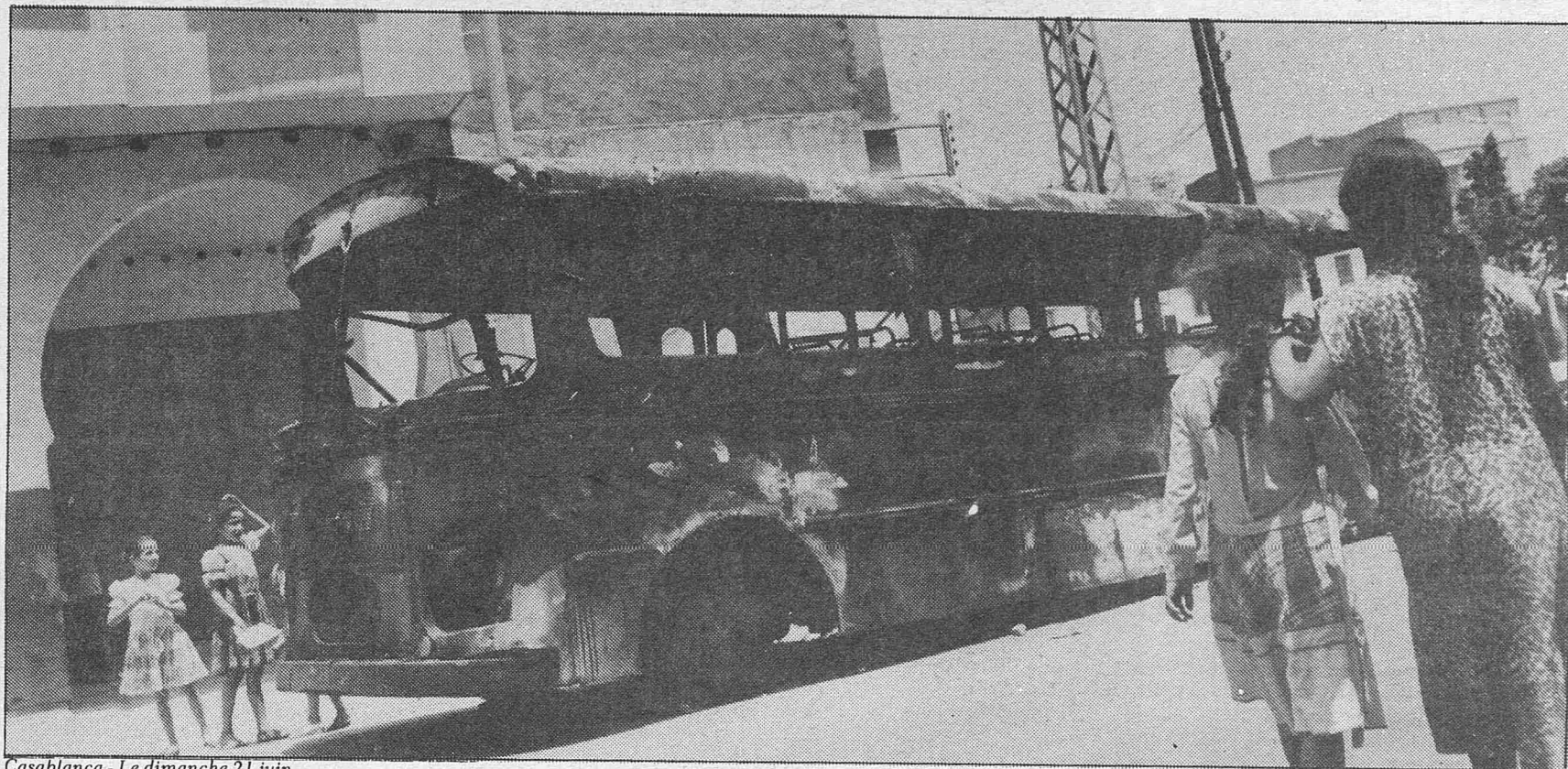
Son emprisonnement et sa condamnation à un an de prison ferme à l'issue d'un procès qui s'est tenu dans une atmosphère d'état de siège provoque dans l'immédiat une mini-crise franco-marocaine.

Suite à la publication d'un communiqué du groupe socialiste à l'Assemblée Nationale, et une déclaration de Pierre Joxe, « exigeant » la libération du leader marocain et de ses compagnons, le gouvernement de Rabat réagit vivement en dénonçant cette « immixtion » dans les affaires intérieures du pays. Cette réaction, rédigée, à en croire le journal « Le monde », par le palais lui-même révèle s'il en était encore besoin, la sensibilité des dirigeants de Rabat à tout ce qui se passe en France.

Au-delà, elle rappelle l'immixtion de 3 dynamiques qui semblent au premier abord bien éloignées mais qui sont de fait très liées : l'évolution des rapports franco-marocains, surtout depuis la victoire socialiste du 10 mai, l'aggravation de la crise économique marocaine et les

Le Sahara, la crise sociale et les libertés

HASSAN II - BOUABID : LE BRAS DE FER



Casablanca - Le dimanche 21 juin.

développements de l'affaire du Sahara Occidental.

C'est le 28 mai dernier que les marocains apprennent par une dépêche laconique de la MAP, l'augmentation brutale des prix de cinq denrées alimentaires de base.

Pour le gouvernement marocain, qui semble avoir abandonné pour toujours, toute velleité de réforme, en profondeur, c'est la voie de la facilité -et de la misère pour les citoyens- qui est choisie : celle des recommandations du FMI. Celles-

gouvernement va supprimer les subventions de la caisse de compensation à cinq produits de base (sur sept denrées subventionnées) et refuse toute négociation globale avec les syndicats, et tout débat, même limité au Parlement.

On connaît la suite : une grève générale le 18 Juin à Casablanca, appelée par l'UMT (Union Marocaine du travail) et soutenue par la CDT (Confédération Démocratique du Travail), et

en correctionnelle, 251 devant les chambres criminelles...) ont été opérées de l'aveu même du procureur général du roi à Casablanca. Les peines prononcées ont souvent atteint 10, voire 15 années d'emprisonnement.

Voilà pour les « droits communs ». Les « voyous » selon la terminologie officielle, les « déshérités » des quartiers populaires, qui ne peuvent se réclamer de la « noblesse » d'une étiquette politique quelconque. Peu de voix, tant au Maroc qu'ailleurs, se préoccupent de leur sort.

Pour l'USFP, et la CDT, le bilan est tout aussi grave : 192 militants et responsables sont jugés à travers tout le Maroc, les sièges et locaux sont surveillés ou occupés par la police, et toute la presse est suspendue. Le procès de Noubir El Amaoui, le secrétaire général du syndicat de Me Karam, avocat et responsable socialiste, et de Mustapha El Karchaoui, rédacteur en chef d'« Al Moharrer », traîne en longueur. Pour tout le monde, la raison en est simple : ce sont les otages du gouvernement en attente de la rentrée parlementaire, prévue pour le 9 octobre 1981.

Cette nouvelle session qui prolonge de 2 ans le mandat des parlementaires en application du référendum du 30 mai 80 va s'ouvrir avec une interrogation : les députés de l'USFP quitteront-ils ou pas le Parlement ?

Depuis octobre 80, cette question revient dans la bouche des marocains, suite à une décision du comité central de l'USFP demandant à ses députés de quitter le parlement. Au Bureau Politique-réticent, selon des rumeurs persistantes, à une telle mesure le comité central accorde un répit : ce

sera à lui de choisir le moment et les modalités de ce retrait.

Cette décision qui reflète la sus-

LES LIMITES DE L'OUVERTURE

piscion qu'entretient la base de l'USFP à l'égard d'un processus démocratique mené sous haute surveillance, est l'écho de la neutralité, voire la méfiance, qu'observe la majorité des citoyens marocains, vis-à-vis de cette ouverture dont elle ne voit pas les fruits dans sa vie quotidienne.

C'est le chef de l'état qui relancera le débat lors de sa conférence

de presse du 1er juin, où il annonce sa participation au sommet de l'OUA, et évoque une solution « africaine » au problème du Sahara Occidental. Le langage tenu à l'égard du Parti de Bouabid est, on ne peut plus clair : « Si les parlementaires de l'USFP se

retirent du parlement, ils commencent par se couvrir de ridicule à partir du moment où l'on se retire du seul édifice créé par la loi, par le peuple, par le référendum, le seul édifice qui dise la loi, qui vive dans la loi, et qui édicte la loi, à partir de ce moment-là, la loi se doit de méconnaître ceux qui méconnaissent son sanctuaire ».

Entre l'USFP, qui réagit indirectement en se retirant de la commission de réforme de l'enseignement et le gouvernement, la tension monte d'un cran. Les émeutes de Casa, leur répression brutale, et les décisions du sommet de Nairobi feront le reste.

LE PROCES DE RABAT

Quatre membres du Bureau Politique -qui en compte 9- ont été arrêtés. Il s'agit de Mohamed El Yazghi, député et directeur du quotidien *Al Moharrer* et de l'hebdomadaire *Libération*, suspendus depuis le 21 juin, Habib el Forkani, poète, Mohammed Lahbabi, universitaire et Mohammed Mansour, résistant prestigieux et député à Casablanca.

Leur procès s'est tenu le 21 et 22 septembre à Rabat devant un tribunal isolé du reste de la ville par la police et en présence d'une centaine d'avocats, dont tous les bâtonniers du Maroc,

les observateurs dont Me Gisèle Halimi et journalistes étrangers, sauf les correspondants permanents, n'ont pu assister aux débats, dominés par l'intervention de Bouabid. Il affirmera, suivi par la défense menée par le Bâtonnier Seddiki, que le procès est avant tout un procès pour délit d'opinion. Verdict : un an de prison ferme pour Bouabid, Yazghi et Lahbabi, les deux autres dirigeants étant condamnés à des peines de prison avec sursis. Bouabid et ses compagnons, ont été poursuivis d'après un décret qui date de 1935.

ci, au nombre de quatre, sont désormais bien connues : « la vérité des prix », la reprivatisation des entreprises publiques, le blocage des salaires et l'ouverture au marché mondial, c'est la contre-partie consécutive au prêt exceptionnel d'un milliard de dollars consenti par le FMI au Maroc, il y a bientôt un an. Pour rétablir cette vérité des prix, le

une grève nationale, le samedi 20 juin à l'initiative de la CDT.

On peut aujourd'hui, et sans contestation possible, reconstruire le déroulement et le bilan, bien lourd, de cette journée. Les habitants des quartiers populaires de Casablanca, et surtout les enfants et les jeunes, ont payé un lourd tribut : des centaines de morts, près de 3 000 arrestations (1 114 inculpés

Suite de la page 15 ...

« LE REVIREMENT MAROCAIN »

Lorsque le chef de l'état annonce à Nairobi que le Maroc accepte « un référendum contrôlé faisant droit tout à la fois aux objectifs des dernières recommandations du comité Ad Hoc et à la conviction qu'a le Maroc de ses droits légitimes », le changement de politique officielle marocaine amorcé quelques mois auparavant, est consacré. Les uns saluent le « courage » du roi du Maroc alors que les autres soulignent leur soulagement. La Mauritanie et le Maroc se réconcilient sous l'impulsion de l'Arabie Saoudite, quelques semaines seulement après les « retrouvailles » maroco-libyennes. Si l'histoire et les causes réelles de ce bouleversement ne sont pas encore toutes évidentes, il semble bien que c'est à la suite de pressions « amicales et persistantes » de plusieurs puissances qu'il a été entamé. A preuve le ton du message du président Reagan, la réaction de Claude Cheysson, et la satisfaction visible des saoudiens et d'autres pays « amis » du royaume du Maroc.

A tout seigneur tout honneur, ne serait-ce qu'à cause de l'histoire coloniale, c'est la France de M. Mitterrand qui semble avoir été la plus active.

Alors que M. Claude Cheysson après l'Algérie, visitait le Maroc, Pierre Bergoroy secrétaire général de l'Elysée portait un message du Président français au roi Hassan II. De son côté Guy Penne, conseiller à l'Elysée pour les affaires africaines se rendait en Côte d'Ivoire, au Sénégal, en Guinée, au Gabon et au Cameroun. Tous ces pays, amis du Maroc feront pression pour qu'il accepte le référendum ainsi que la RFA, la G. Bretagne et l'Italie, poussées en ce sens toujours par la France.

L'insistance des Etats-Unis, qui réaffirment l'importance du Maroc dans la nouvelle politique américaine. Semble avoir été toute aussi déterminante. Ce n'est qu'après la publication des résolutions du comité de mise en oeuvre des décisions de l'OUA que l'USFP réagit. Le communiqué du Bureau Politique, que peu de marocains ont eu entre les mains, est alors vivement critiqué par les médias officiels, et Bouabid est embastillé.



Entre-temps, le congrès de l'UNEM, qui s'est tenu en août, aura révélé au grand jour les dissensions qui agitent l'USFP. 2 courants, se réclamant tous les deux de ce parti s'affrontent ouvertement au congrès de l'organisation étudiante, champs clos (et souvent bien éloigné des préoccupations de la majorité des marocains), des divergences de la gauche marocaine.

Le déroulement de ce congrès, repoussé finalement à la fin de l'année a été selon certains, un des facteurs qui ont poussé à l'arrestation de Bouabid.

On ne saura peut-être pas dans l'immédiat toutes les causes de cette arrestation, mais elle marque sans nul conteste le début d'une nouvelle ère au Maroc dont le prochain épisode se jouera lors du procès en appel du leader socialiste.

Kamal Belarbi

Appel des Indiens d'Amérique



déposent les déchets radioactifs sur nos terres, est un combat pour la vie. Nous sommes pacifistes et c'est sur nos terres que s'entraînent des militaires. Ceux-là même qui nous ont entraînés dans la guerre contre le nazisme. Quand elles entendent les avions, les bêtes prennent peur et s'enfuient : nous ne pouvons plus chasser et nous mourrons de faim. Les yeux des enfants se révoltent ».

LE JOUR DE LA RACE

En Amérique Latine, la fête de la conquête est appelée « le Jour de la race ». Ce nom, « Indiens » attribué par erreur aux habitants du continent et qui servit pendant des siècles à l'extermination, des peuples du Nord et à l'exploitation coloniale dans le Sud, est aujourd'hui repris avec fierté : « Indiens est le nom avec lequel on nous a détruit. « Indien » est celui avec lequel nous ressuscitons car aujourd'hui, nous ne voulons plus mourir dignement mais vivre avec dignité.

Au-delà de l'identité, les indiens nous renvoient à un vieux rêve de fraternité et de communion avec la terre. Nous sentons que de la survie des indiens dépend celle de la liberté. La nôtre.

Fabienne Messica

Pour tous renseignements concernant le réseau de solidarité avec les indiens, s'adresser au C.I.S.I.A (comité d'information et de soutien aux indiens d'Amérique). 2, boul. Sourdillé. 44 000 Nantes. Ce comité édite un bulletin d'information sur la résistance indienne et le rapport des commissions des organisations non-gouvernementales, chargées d'étudier les problèmes indigènes.

DIEU EST DIEU NOM DE DIEU !

Le différent irano-saoudien a rebondi la semaine dernière à la suite d'incidents entre des pèlerins iraniens à la Mecque et la police saoudienne. Tout est parti d'un conflit politico-religieux sur le sens et la signification du grand pèlerinage, le « Hadj » entre Téhéran et Ryad. D'un côté le prince Madj Abdel Aziz, gouverneur de la Mecque, a déclaré « L'Arabie Saoudite ne permettra pas à des fauteurs de troubles d'utiliser le Hadj à d'autres fins que religieuses ».

En conséquence, il aurait été interdit aux pèlerins iraniens de manifester, de crier des slogans politiques, d'accrocher des portraits de Khomeiny et des drapeaux iraniens lors du pèlerinage, d'où les arrestations de la semaine dernière.

De l'autre le ministre iranien de l'orientation islamique, l'Hodjatolleslan Abdolmaïd Moudika, tout en réaffirmant le

caractère international de la Mecque a répliqué « si le rassemblement de musulmans ne peut mobiliser ceux-ci contre Israël, il ne s'agit plus du Hadj », mieux, selon le ministre iranien, deviendrait un devoir religieux pour les pèlerins le fait de crier « mort à Israël », « mort à l'Amérique, son tuteur » et « mort aux super-puissances ».

En fait, au-delà de cette divergence, c'est à une critique globale de l'attitude et de la politique du royaume wahabite en politique intérieure et extérieure à laquelle se livrent les autorités de Téhéran. Entre autre l'alliance américano-saoudite, illustrée par l'éventuelle livraison d'avions Awacs à Ryad, est clouée au pilori par les chefs de la révolution islamique. D'ailleurs, l'Iman khomeiny a promis l'anéantissement par leurs propres peuples aux régimes islamiques « qui ne s'appuient pas sur Dieu ».

Ecologistes, étudiants, chômeurs, croyants, curieux : ils sont venus nombreux par cette journée pluvieuse chercher un réconfort dans la parole indienne.

Et si une trentaine de personnes occupent l'entrée et protestent contre « le prix de la solidarité » (il faut payer 30 francs pour assister aux débats), c'est avec une certaine allégresse que les autres empilent pèle-mêle dans leur sac, le café du

Nicaragua, les affiches, les livres les colliers, les lainages, etc ... Mi-kermesse, mi-acte politique, cette journée a une signification symbolique puisque c'est l'anniversaire de la découverte par Christophe Colomb. Et la commémoration de cinq siècles de luttes indiennes.

NOUS VIVONS DANS LE VENTRE DU MONSTRE

Avec leurs tambours, leurs chansons, leurs tresses et leurs ponchos, ils sont venus, non pas pour parler du folklore mais pour expliquer leurs croyances, leurs idées, leurs systèmes de pensée. Se faire connaître, briser les mythes et tenter, par-delà leur méfiance, d'établir un contact avec l'Occident ; « Nous vous demandons un soutien, une solidarité mais ne vous servez pas de nous, ne vous substituez pas à nous ».

Spoliations, violations de traités, stérilisations, violences, négligences sanitaires sont autant d'épisodes de la lutte à mort qui opposent les indigènes de l'hémisphère nord, à l'ad-

... INTERNATIONAL ...

CAMBODGE : POL POT AIME LES ENFANTS

Le DUAN et Phan Van Dong doivent « flipper » un chouia. Leurs armées qui occupent le Kampuchéa sont accusées par les khmers rouges -qui s'y connaissent- de génocide d'enfants.

La nourriture empoisonnée distribuée par Hanoi aux mômes, en aurait définitivement « rassasié » soixante dix, début octobre dans le village de Maung, province de Battambang.f

Comme dans l'affaire de gaz toxiques repérés aussi en Afghanistan, les vietnamiens, la main sur le coeur, refusent la venue d'une commission d'enquête de l'ONU. Pensez-vous, quelle ingérence ! « La perversion » de Bokassa aurait-elle contaminé les rizières paisibles du Cambodge ?

AFRIQUE DU SUD : ATTENTAT FASCISTE A DURBAN

« Des comités pour la défense du Natal et du « KwaZulu », groupe d'extrême droite, revendique l'attentat commis contre les hommes de couleur à Durban. La bombe qui a explosé dans la nuit de dimanche à lundi, a fait cinq blessés dont quatre noirs et un indien, victimes sacrifiées sur l'hôtel de Broederbond (le klu-klux-klan sud africain) fêtant le jour anniversaire du « Kruger day » héros afrikaaner contre l'anglais. P. Botha devra tirer plus sur sa droite contre le terrorisme traditionnellement attribué à la main omniprésente de ... Moscou.

ZIMBABWE : VERS L'INDEPENDANCE DE LA NAMIBIE ?

Il peut être permis de rêver aujourd'hui ; Robert Mugabe de retour de la conférence du Commonwealth, déclarait à Salisbur à sa descente d'avion, qu'il était possible par des pressions venant du groupe de contact (U.S.A. surtout) sur Pretoria de voir la Namibie indépendante vers la fin de 1982. Il faut croire que Reagan, Haig and Co auront modifié d'ici là, la définition de leurs « intérêts stratégiques ».

MEXIQUE : LES HERITIERS

Miguel de la Madrid Hurtado, candidat officiel du parti Révolutionnaire institutionnel (S.I.C.) succédera à Lopez Portillo comme Mubarak à Sadate. La comparaison s'arrête là.

De la Madrid Hurtado affirmait devant la convention du P.I. (rien à voir avec la « monarchie » qu'il favoriserait la réforme agraire et donnerait la priorité aux principes d'indépendance et de solidarité avec les peuples qui recherchent l'autodétermination.

L'opposition salvadorienne appréciera. Affaire à suivre ...

SALVADOR : CONVERGENCES

Depuis l'ONU à New York, Guillermo Ungo président du front démocratique révolutionnaire, a rendu hommage au président du Honduras, Policarpo Paz Garcia, estimant comme positive, sa « neutralité » au Salvador, ce qui en ferait un médiateur de choix pour la solution politique au conflit qui ravage son pays.

Une proposition semblable du Nicaragua avait été déclinée par le pouvoir Salvadorien, lequel avait du y voir -vous l'aurez deviné- la barbe de Fidélac.

A première vue, Brixton ?'a rien d'un ghetto. Ce district du sud de Londres n'est qu'à quelques stations du centre de la capitale. La gare, terminus de la moderne « Victoria line » n'a rien de sordide. Dehors, ce ne sont que grands artères et grands magasins. Un détail cependant : la plupart des vitrines sont recouvertes de contre-plaqué et tous les 30 ou 50 mètres on croise une paire de « Bobbies ». Ils marchent à longueur de journée et leur ronde délimite le quartier du « Front-Line » qui lui, effectivement, ressemble bel et bien à un « Ghetto ».

le « cordon sanitaire » policier n'en est pas la seule frontière. Il y a aussi la ligne de chemin de fer qui surplombe Atlantic road. Il y a les démolitions en cours, qui rendent difficile une appréciation des dégâts provoqués par la descente de police à Railton road, le 15 juillet à 2 heures du matin. La veille, l'émeute avait éclaté, provoquée par l'arrestation de Lloyd Coxson. Chanteur reggae, ce dernier est aussi propriétaire d'un des magasins de disques reggae les plus réputés de Londres, stratégiquement situé à la croisée des deux artères principales du « front line ».

Lloyd Coxson fut rapidement relâché, mais ce n'est peut-être pas un hasard si son magasin fut le point de départ des derniers troubles. En effet, de là comme des nombreux autres points de vente, raisonne la musique reggae qui forme une sorte de barrière culturelle sonore, physique même, tant elle s'impose par son rythme et son volume aux passants.

Car le reggae à Brixton, ce n'est pas seulement de la musique. C'est toute une manière de s'affirmer, d'exister. Nombre de jeunes Jamaïcains sont coiffés à la Rasta, avec les tresses qui dépassent des casquettes. Et sur les murs figurent des citations d'Helai Selaissé, cet empereur que les Rasta croient toujours en vie, caché quelque part en Afrique, veillant sur le retour des Jamaïcains au berceau de leur culture : l'Éthiopie.

Pour l'heure, ils sont en Angleterre, où le record du nombre de chômeurs d'avant-guerre vient d'être battu pour frôler les 3 Millions. Premières victimes de cette calamité : les jeunes immigrés, qui doivent en outre faire face aux tensions familiales propres à la deuxième génération et aux difficultés d'intégration dans une société pourtant réputée tolérante.

Pour aider les jeunes « West Indians », il existe à Brixton : le « melting pot », qui héberge ceux qui sont en fughe et offre une assistance scolaire à ceux qui, à la fin de leur scolarité, ne savent toujours ni lire, ni écrire. « Ici à Brixton, il y a surtout un problème entre les jeunes et la police », explique l'un des

Ceux de Brixton se prononcent pour une société multiraciale au pays des ghettos

LE DEFI RASTA



Photomomo

animateurs jamaïcains du Melting Pot. « Un jeune peut être arrêté à maintes reprises sans avoir rien fait de mal. Chaque fois, il est traduit en justice et son casier judiciaire se remplit, même s'il est reconnu innocent. Récemment, le gouvernement a dépensé deux millions et de mi de livres pour recruter des Jamaïcains dans la police. Ça n'a pas marché, car il y a plus de racisme dans la police, que dans la société en général. »

Sur le plan politique, c'est l'impasse. Les organisations de jeunes immigrés se méfient des Jeunesse socialistes qui tentent de les récupérer. Le parti travailliste, actuellement dans l'opposition, n'est-il pas tout autant responsable de la situation que les Conservateurs ?

« Nous ne prôtons pas un retour à un romantisme primitif »

Et ce n'est pas le nouveau parti social-démocrate, qui vient de gagner quelques sièges au Conseil de Lambeth, dont Brixton fait partie, qui changera quoique ce soit : il est composé de l'ancienne aile droite du parti travailliste et ses leaders ont déjà été ministres.

« Les bureaucrates ont échoué à Brixton », explique Kevin O'Connors, peintre au chômage venu à Brixton pour créer un centre artistique. « La police en particulier, n'accepte pas les différen-

ces culturelles. Nous sommes plusieurs artistes à être frappés par la qualité des relations humaines entre les jamaïcains à Brixton. Nous voulons apprendre leur façon d'exister. » Concrètement, le centre veut promouvoir les groupes qui se forment à brixton et leur organiser des tournées. Depuis qu'il est question d'ouvrir ce centre (dont le local est « squatterisé »), près de cinq groupes se présentent chaque semaine.

« Place aux artistes », telle est aussi l'analyse des animateurs de l'Abeng Centre, situé à quelques mètres du commissariat de police. « Abeng » signifie « corne » en langage asanti, la corne utilisée pour transmettre des messages,

C'est à l'Abeng Centre que se tient l'atelier hebdomadaire d'expression artistique organisé par le groupe « African Dawn ». « Dawn, c'est le jour nouveau », explique Kowesi Owusu, originaire du Ghana et l'un des fondateurs du groupe. « C'est le nouvel espoir, la sortie des ténèbres, autrement dit : la situation actuelle. Beaucoup d'Africains sont arrivés à Brixton ces dernières années. Leur attitude durant les émeutes fut plus réservée, du fait qu'ils placent moins d'espoir que les Jamaïcains en leur existence dans ce pays. Mais ils ont du mal à s'adapter et l'on retrouve beaucoup d'entre eux dans les hôpitaux psychiatriques. Les rapports avec les Jamaïcains sont cordiaux, d'autant que ces derniers veulent en savoir plus sur l'Afrique d'où ils viennent. Alors il faut entreprendre une forme de rééducation pour découvrir ce qu'est vraiment l'Afrique. Nous posons les bases d'un dialogue, nous créons des liens politiques qui serviront demain, en Afrique, mais aussi dès à présent, en Angleterre. »

Faire resurgir les aspirations de la communauté noire et les articuler avec la situation générale, tant en Angleterre qu'en Afrique, tel est donc le but du groupe « African Dawn ». Formé d'artistes noirs qui se sont rencontrés en faisant du « black théâtre » ou en récitant des poèmes dans différents centres culturels noirs, « african dawn » tente de fusionner la poésie révolutionnaire avec la musique africaine traditionnelle. Surtout le groupe veut resusciter les vieilles

chansons africaines refoulées par les occidentaux parce que trop guerrières. « Les colonisateurs ont séparé les différentes formes d'expression artistique », explique Kowesi. « Nous, nous voulons les réunifier, comme cela se passe déjà en Afrique ».

Ainsi, lors de l'atelier hebdomadaire à l'Abeng Centre, les participants -Africains, Jamaïcains mais aussi Anglais blancs forment deux groupes : l'un qui joue d'instruments africains et l'autre qui récite et mime des poèmes. Peu à peu, spontanément, les deux groupes se rapprochent pour finalement fusionner complètement.

« Nous en avons assez de cette manière qu'on les Occidentaux de présenter la culture africaine comme quelque chose d'exotique », explique encore Kowesi. « Nous, nous ne prôtons pas un retour à un romantisme primitif. Ce qui nous intéresse, c'est la vie quotidienne, aujourd'hui. Nous essayons d'exprimer une volonté collective, la force de ceux qui se savent et se sentent nombreux ».

Ainsi, au cœur de Brixton, le défi est lancé à l'ancienne puissance colonisatrice, un défi culturel et politique. Loin de vouloir canaliser les jeunes « blacks » pour les assagir, certains artistes noirs veulent renforcer leur identité culturelle et les faire sortir de l'impasse la tête haute. Pour peu que certains artistes blancs comprennent cette démarche, comme cela semble être le cas à Brixton, alors



Photomomo

un dialogue authentique avec les Anglais « de souche » devient possible. Pour un pays comme l'Angleterre qui se cherche tant, c'est peut-être une chance : celle de puiser dans son passé colonial non pas une nostalgie introvertie et malsaine mais la force d'accompagner, plutôt que de subir, l'avènement sur son territoire d'une société multi-raciale.

Francis Whyte

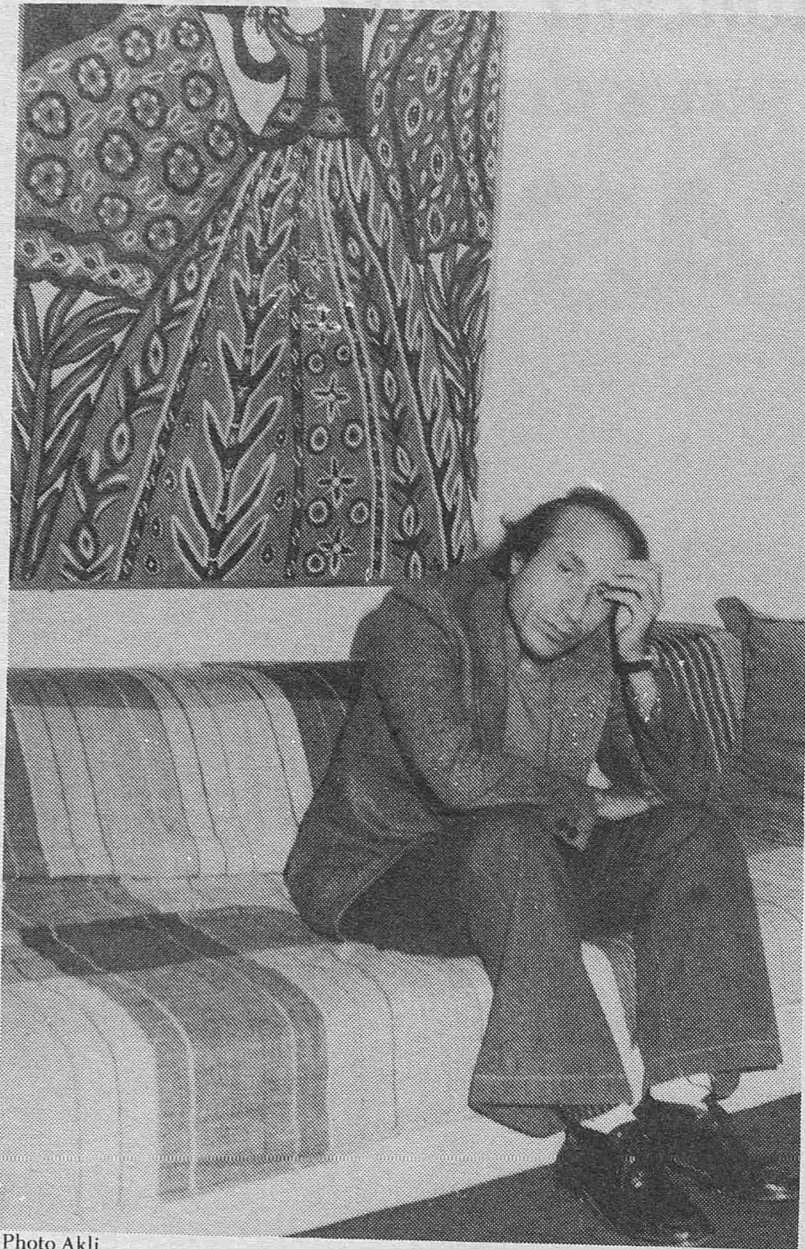


Photo Akli

SANS FRONTIERE : Que signifie pour toi d'être un écrivain algérien de langue française en Algérie, pays qui entame un processus d'arabisation ?

RACHID BOUDJEDRA : Ce n'est pas un problème parce que le processus d'arabisation dont on parle, ça ne peut être qu'un problème politique, il ne faut pas oublier que les gens qui lisent, qui peuvent accéder à la culture, lisent le français. Pour pouvoir accéder aux livres, il faut avoir des moyens financiers, être d'une certaine génération... L'arabisation a échoué, ce n'est vraiment pas une réussite dans la mesure où la langue française continue d'être un véhicule important en Algérie. Elle reste une langue sociale dans les villes, elle reste une langue utilisée dans le « *sabir* » dialectal des villes ; par rapport à l'écrivain que je suis, cela pose effectivement un problème parce que je suis bilingue. J'écris dans les deux langues.

A Beyrouth, un roman va sortir en arabe et en Algérie sous peu. Un problème s'est posé quand j'ai commencé à écrire, ou plutôt deux. Primo, celui des lecteurs : la majorité potentielle, les gens qui accèdent à la culture, les gens qui achètent des livres sont beaucoup plus nombreux en Français qu'en Arabe.

Quand j'ai commencé à écrire je pensais que mon premier roman ne pouvait être accepté par un éditeur il y a de cela dix ans. Le roman que j'ai écrit en Arabe est un roman beaucoup plus violent que celui de *La Répudiation* ; je parle de thèmes tabous (la sexualité, la religion, des thèmes politiques). Il a été accepté à Beyrouth alors que *La Répudiation* ne le fut pas, et même après traduction en arabe, il a été saisi à la vente en Tunisie. A ce problème, il y avait des raisons stratégiques. Maintenant, que je me suis fait un nom : j'ai le droit de dire certaines choses. Le monde

arabe, le Maghreb ont beaucoup évolué. *La Répudiation* est dorénavant acceptée en Algérie. Les choses ayant changé, j'ai décidé d'écrire en arabe un roman « *le démantèlement* » qui sera traduit en Français.

S.F. : Pourquoi le vainqueur de coupe en Français ?

R.B. : Je l'ai écrit pour deux raisons : la première d'ordre juridique, j'ai un contrat de six romans avec mon éditeur français, c'est le dernier. Deuxièmement : je crois que c'est important d'expliquer aux français ce que fut la guerre d'Algérie. Les français ont une mauvaise conscience qu'ils n'assument pas. Je n'ai pas vu un écrivain, un cinéaste qui ait fait un

la télévision. Mais cela ne fait pas une grande masse...

S.F. : Le cinéma algérien ?

R.B. : Le cinéma algérien a beaucoup parlé de la guerre d'Algérie, mais mal...

S.F. : Le film qui a marqué le plus, fut « *La Bataille d'Alger* » de Pontoverco qui colle à la réalité. C'est un film où l'on ne situe pas la frontière. Entre le documentaire et la fiction... Malheureusement, ce n'est pas un algérien qui l'a réalisé. Si l'on reprend le livre de Mouloud Mammeri, « *L'optium et le bâton* » l'adaptation au cinéma est une grossière caricature du soldat



Rachid Boudjedra, né le 5 septembre 1941 à Ain Bida, en Algérie, auteur de nombreux scénarios dont « *Ali au pays des mirages* » (tanit d'or - Carthage 80), a enseigné dans plusieurs universités du Maghreb, du Proche-Orient, d'Europe et d'Amérique du Nord. Il est l'auteur de 6 romans en français : « *La Répudiation* », « *L'insolation* », « *L'Escargot entêté* », « *Topographie idéale pour une agression caractérisée* », « *Les 1001 années de la nostalgie* », « *Le vainqueur de Coupe* », et d'un roman en arabe « *le Démantèlement* ».

français, de la même façon qu'en France existent des caricatures de soldats allemands.

R.B. : Le roman de M. Mammeri est une « *conséquence* ». Le film aussi. La caricature existait déjà dans le roman.

Il y a quand même « *Le vent des Aures* » qui est le chef d'oeuvre du cinéma algérien et Pontoverco peut aller se rhabiller. La trame du film part de l'histoire d'une femme à la recherche de son fils prisonnier

dans un camp d'où surgit toute l'horreur de la guerre sans misérabilisme. C'est un film fantastique. Depuis Lakhdar Hamina s'est arrêté.

S.F. : A ce propos, tu as fait le scénario *DES Chroniques des années de braise*.

R.B. : je n'ai pas fait le scénario, j'ai travaillé sur le scénario. Je l'ai réduit, il a été écrit par L. Hamina ET Tawfik Fares. L. Hamina sentait que c'était misérabiliste, il a demandé de l'arranger, de le couper. En fait, il n'a pas tenu compte de mon travail.

S.F. : En 1975, tu disais que beaucoup d'écrivains et de cinéastes cultivaient le passé. La guerre d'Algérie est le contexte de ton dernier roman : *Le vainqueur de coupe*, sorti chez Denoël. Est-ce un paradoxe ?

R.B. : Non, ce n'est pas un paradoxe, c'est mon 7^e roman. JE ne veux pas dire qu'il ne faut jamais faire de films ou livres sur la guerre d'Algérie. Je dis simplement que c'est très facile de faire des films héroïques. Dans mon livre, je voulais montrer comment le F.L.N. à un moment donné était une force très solide, très structurée aussi bien en Algérie qu'en France. Après avoir écrit cinq romans sur la réalité algérienne, je trouvais qu'il fallait écrire un

roman sur la guerre d'Algérie, une guerre exemplaire que nous ne devons pas oublier. Un « *petit* » plombier arrive dans un stade archi-comble, au cours de la finale de la coupe de France en 1957, en présence du président de la République, tue un traître qui représentait l'Algérie. Cela voulait dire qu'il avait une énorme organisation derrière lui : toute la classe ouvrière immigrée qui

subissait les ratonnades. Ce roman est une mémoire de ce type que j'ai rencontré, c'est aussi un roman sur l'ironie de l'histoire, car il ne devait pas faire cette action et se retrouve propulsé à agir ; Jusqu'à aujourd'hui, il ne comprend pas ce qui lui est arrivé. En écrivant ce roman, je rends hommage à ceux qui se sont battus et à ceux qui se battent aujourd'hui en Afrique et en Amérique du Sud et dans le monde.

S.F. : Peux-tu nous expliquer le phénomène des intellectuels du Tiers-Monde qui viennent tous en Europe, en particulier à Paris, pour se faire un nom, pour devenir « un quelqu'un » comme on dit chez nous

R.B. : Je ne crois pas que quelqu'un dise « je pars en France pour me faire un nom ». C'est comme pletement idiot parce que l'on ne se fait pas un nom comme ça. Quand j'ai écrit mon livre et que je l'ai porté à un éditeur, j'étais persuadé que personne n'en voudrait. JE me faisais aucune illusion. Il se trouve que mon premier roman accepté par un éditeur a eu un succès fou, qu'il est maintenant en livre de poche et vendu à plus de 100 000 exemplaires. Ce n'est pas un phénomène particulier au Tiers-Monde. On a vu beaucoup de grands artistes, connus mondialement qui ont été obligés de quitter leur pays avant d'être célèbres. NE serait-ce qu'en France, on peut citer Boulez, Bejart. Personne n'en voulait, il a fallu qu'il aille à Bruxelles, quant à Boulez, il est allé aux Etats-Unis.

Dans le Tiers-Monde, les choses sont différentes. Il n'y a pas de structures techniques, économiques, la littérature par exemple...

S.F. : En Algérie, l'édition est étroite...

R.B. : Elle est étroite d'un point de vue technique, de la censure. On n'a pas encore vu un Maghrébin, un africain faire du cinéma en France, si on exclut Sembène Ousmane.

S.F. : On constate que des gens qui font des tentatives dans le cinéma ou dans le théâtre en France, n'ont jamais tenté de développer leur création en Algérie.

R.B. : Nous ne partons pas pour nous faire un nom, nous partons parce qu'il n'existe pas de structures de traditions culturelles. Il faut reconnaître que cent trente années de colonisation, ont fait beaucoup de mal aux structures traditionnelles culturelles. Il y avait un art et une culture avant 1930 qui était essentiellement orale. Les « Gara-Gouzé » d'origine turque, ont été interdits par l'administration coloniale.

Tout ce qui pouvait être culture subversive a été gommé. Ceci dit, il ne faut pas tout mettre sur le dos de la colonisation. L'Algérie indépendante depuis vingt ans, n'a pas créé de structures culturelles suffisantes pour permettre l'éclosion et le développement culturel. Pourquoi ? Parce que la culture, c'est du politique. La culture fait peur à tous les pouvoirs.

S.F. : En 1975, tu disais que tu te sentais proche de Kateb Yacine. Qu'en est-il en 1981, à la suite des derniers événements qui se sont produits en Algérie à partir du mouvement berbère. Cette volonté d'expression s'est traduite par la création d'une association qui regroupe un certain nombre d'intellectuels dont M. Mammeri, K. Yacine et d'autres.

R.B. : Cela me fait de la peine que K. Yacine s'associe à M. Mammeri, pour des raisons politiques, parce que K. Yacine est un homme de gauche, un progressiste, un révolutionnaire, Mammeri est un homme de droite...

S.F. : Pourquoi alors, la rencontre K. Yacine, M. Mammeri ?

Pourquoi deux hommes fondamentalement opposés politiquement, se rencontrent-ils sur une plate-forme commune par rapport à certaines revendications culturelles, spécialement localisées sur le problème berbère, mais aussi celui de la culture en général en Algérie, alors que K. Yacine est un arabisant ?

R.B. : Il n'est pas arabophone, ni berbérophone, mais il se sent berbère.

S.F. : Arabophone, pas dans la mesure où il s'exprime quand il crée, mais par sa famille, par le langage qu'il parle, tous les jours, alors que Mammeri est connu comme « Chantre du berbérisme ». Le déclin qui rapproche ces deux hommes est révélateur de quelque chose.

R.B. : Révélateur d'un malaise, d'une situation où par exemple, le problème de la culture berbère a été longtemps ignoré... Au moment où il surgit d'une manière concrète, on n'a pas su lui donner de bonnes solutions. On assiste à un rassemblement de gens sur un problème comme celui du développement et de la protection de la culture berbère. Deux hommes se rencontrent sur un programme minimum par rapport à la culture.

S.F. : Comme nous parlons de K. Yacine, cet écrivain d'expression française à un moment de son histoire, a décidé de rompre avec cette langue et de rentrer au pays pour revenir à sa langue d'origine et de faire du théâtre.

R.B. : K. Yacine est directeur du théâtre de Sidi Bel Abbès, financé par le ministère du travail. Il a toujours travaillé dans des structures étatiques. Je n'aime pas que l'on me pose des questions sur mes camarades artistes, parce que je peux être subjectif. Le fait de dire M. Mammeri est réactionnaire dérange, mais je le pense. Kateb a écrit un roman, *Nedjma*. A partir de ce roman, il est devenu dramaturge, que je n'aime pas personnellement... Je considère qu'il n'a rien à voir avec le théâtre. Il est complètement paumé. K. Yacine est un grand romancier. Je crois qu'il y a chez lui en dehors des conditions objectives (le fait qu'il ait voulu revenir à la langue arabe, à l'oralité, au théâtre est formidable) des problèmes d'impuissance de travail. Après *Nedjma*, il ne pouvait plus faire un roman, il a essayé et s'est rabattu sur le

cas de Tahar El Amiri qui a mis sept ans pour publier « *L'As* » resté longtemps dans les tiroirs de la SNED. Pourquoi en Algérie, il y a si peu d'écrivains pour un pays de 20 Millions d'habitants. C'est une honte que nous soyons quatre ou cinq qui produisons régulièrement.

S.F. : Les dirigeants de la SNED disent qu'il y n'y a pas de bonne qualité au niveau de la production nationale.

R.B. : Honnêtement, cela est vrai. J'ai vu des jeunes apporter des textes mauvais. On ne s'improvise pas écrivain ou cinéaste du jour au lendemain. Il y a un problème de qualité. Le niveau culturel en Algérie, est très bas, l'environnement médiocre. Comment voulez-vous qu'un jeune puisse s'épanouir ? Hélas, il ya un problème, mais je crois fondamentalement qu'un type qui a quelque

R.B. : Absolument ! pour moi la littérature ce n'est pas le sujet. Les sujets ne sont que prétexte, ce qui est intéressant c'est l'écriture.

qu'est-ce que l'écriture, c'est une manière de disposer les mots dans une phrase, les phrases dans un paragraphe, et les paragraphes dans des chapitres. L'écriture est une organisation de la matière à double sens c'est à dire dans le sens du style et dans le sens de la structure, ceci est fondamental. Le sujet que je choisis est toujours arbitraire, ma manière d'écrire est plus fondamentale.

S.F. : L'impression que tu donnes, à travers la lecture de tes romans c'est que tu fais corps avec l'écriture et même que tu as un rapport charnel avec celle-ci.

R.B. : Absolument ! J'ai une relation charnelle, sexuelle. Une

nous nous écrivons en français. Nous apportons un baroque plus flamboyant que celui d'Amérique Latine. Nous avons prise directe sur la langue française. Nous malmenons aussi bien la réalité par un baroque que par une vision du monde que n'ont pas Angelo Rissaldi et Dominique Fernandez. Ils pensent qu'ils écrivent un certain baroque alors qu'ils ne sont pas dans la réalité dans laquelle nous vivons qui est baroque d'elle-même. Ils vivent dans le parisianisme, dans un monde asceptisé ; nous nous vivons des problèmes, des difficultés, des contradictions monstrueuses. Ils veulent écrire comme nous, c'est pour ça qu'ils nous en veulent.

Femmes entre elles

L'Age de l'Ombre, de Marieke Aucante (Flammarion)

Marieke Aucante, après plusieurs séjours dans le sud algérien (le Mzab), décide par amitié, de vivre enfermée avec les femmes dans une maison de Ghardaïa. Elle veut connaître mieux ces femmes qui ne sortent pas, retrouver avec elles à leur rythme, la chaleur et la générosité que l'Occident paraît avoir perdues.

L'auteur, séquestrée volontaire vit au jour le jour pendant des mois, le quotidien ritualisé par la matriarche. Elle est française et il lui faut se soumettre à l'autorité et à l'œil surveillant de « la vieille », pour être acceptée dans le gynécée et participer aux gestes domestiques, répétés, les mêmes entre les mêmes fêtes familiales. Elle comprend aussi peu à peu la sérénité de ces femmes cloîtrées, mères épouses pour l'éternité, dont les maris travaillent au loin, à Alger, à Paris. Sa complicité avec l'une des femmes, amitié amoureuse en quelque sorte, lui permet de supporter ce régime pénitencier sans véritable révolte, à peine quelques rêves sexuels qu'elle raconte le matin et qui provoquent un tel émoi qu'on veut la croire ensorcelée...

Au fil des jours et des mois, on apprend comment vivent les femmes enfermées dans les belles maisons sans soleil des villes blanches du sud, d tout près des palmeraies et des jardins interdits. Elles peuvent à peine se retrouver sur les terrasses auxquelles les hommes n'ont pas accès.

L'européenne, presque islamisée sortira, quittera la maison des femmes pour voir ailleurs sans perturber le cours familial et domestique de ces vies de femmes, en vie pour perpétuer l'espèce avec parfois, des petits bonheurs.

L.S.

En tant qu'homme du Tiers Monde, nous devons nous réclamer de la qualité, nous sommes autant capables d'écrire, de créer aussi bien que n'importe quelle création du monde dit « développé ».

En 1956, la France a découvert avec le roman de Kateb Yacine « *Nedjma* » que ces arabes qu'on méprisait, pouvaient être aussi des grands créateurs.

Je crois que je suis dans cette lignée pour pouvoir défendre cette qualité. Je trouve que c'est formidable que Genet ait répondu bien avant à ces freluquets de critiques écrivains, ce qui est honteux déontologiquement, on ne peut être critique et écrivain. Je crois que c'est difficile.

Propos recueillis par
Mohamed Nemmiche
et Mustapha Mohammedi

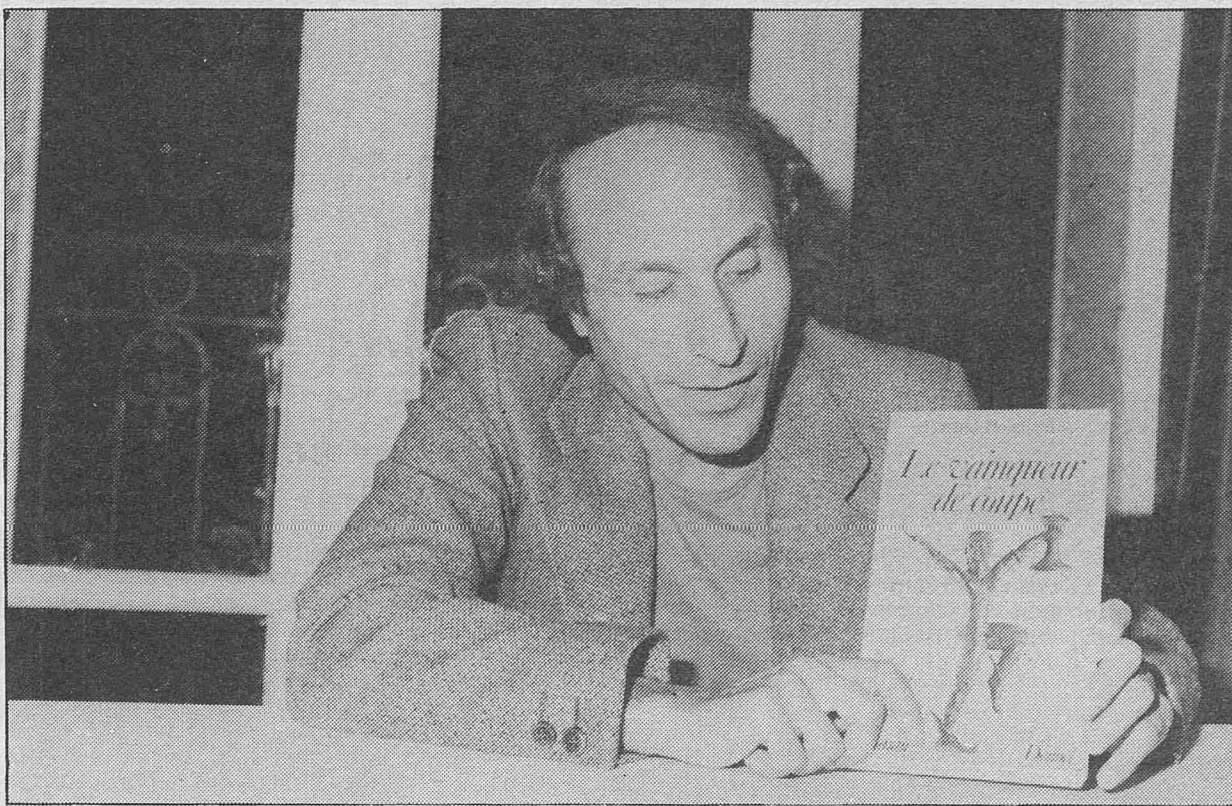


Photo Akli

chose à dire, quelles que soient les conditions, doit les dire. Et s'il n'y arrive pas, c'est par manque de motivation. Cela nous l'avons constaté à maintes reprises.

Dans un pays qui est malgré tout sous-développé, où l'analphabétisme est énorme, où les traditions culturelles n'existent pas, il est clair que l'émergence d'une vie créatrice est très difficile...

D'autre part, même si un vent de libéralisme souffle sur la presse on se rend compte que les journalistes font la censure eux-mêmes pour des raisons subjectives. Dans « *El Moujahid* » en langue française, M. Achour le responsable de la page culturelle ne m'aime pas, parce qu'il est écrivain et que je le suis.

S.F. : Ce que tu dis reflète une situation générale et valable dans tous les domaines, ce qu'on appelle « le piston ».

R.B. : Nous sommes en droit de croire qu'au niveau de la culture, ce phénomène devrait être moins répandu.

S.F. : Mais le corps est gangrené ; ce genre de pratique est très développée. Dommage, car nous pensons qu'il existe un potentiel de créativité en Algérie. Le film « *Omar Gatlato* » est un des meilleurs exemples.

R.B. : M. Allouache a fait un second film moins bon, mais en prépare un troisième en se battant. Il arrivera à un résultat. Il en est de même pour Farouk Beloufa qui s'est battu pendant dix ans pour faire « *Nahla* ».

S.F. : Ce qui nous a surpris dans tes romans, c'est le foisonnement, c'est la richesse des mots, dans le travail de l'écriture...

VITTEL : LA RENCONTRE DU TIERS—CINEMA

Paris-Nancy en première classe, d'un corail qui nous débarque, hallucinés sur l'île verte du Club Méditerranéen, musique de bien venue assurée par fanfare de « go » jouant de la New Orleans et de la bossa nova. « Disneyland » dans le massif central, un carnet, deux, trois pour boire... L'eau minérale dite Vittel assurant sa propre promotion par une présence quasi-inévitable jusque dans les chambres. Un palace aux portes prénommées Alain, Hegel et d'autres célébrités. Les deux « fétards » dépêchés par Sans Frontière que nous sommes, héritent de la chambre dite « France », tandis que nos voisins sont reçus chez « Freud ». faut-il croire que Florence Bory, attachée de presse du Festival, efficace et d'une gentillesse très appréciée (Momo, le pense en tout cas), nous aurait fait un clin d'oeil pour rapprocher immigration et analyse ? On a renoncé à une séance de divan pour nous consacrer à la séance d'ouverture. Exception faite de quelques personnalités politiques (de droite comme de gauche), l'événement de cette nuit, fut la présence de Toscani de Plantier, grand argentier du cinéma français et de Gaumont en particulier, nous valut quelques envolées lyriques et enflammées contre l'industrie cinématographique américaine (côté rose) et des « promesses fermes », sur une aide bien paternelle au jeune cinéma méditerranéen. Espérons que les copies achetées ne resteront pas dans les tiroirs de Gaumont.



« Les Noces de sang », de Carlos Saura en primeur à vos serveurs, tout de suite après un documentaire inédit des frères lumières -cadeau de Gaumont-d'après un montage d'Henri Langlois, sur le port d'Alger, les rives du Nil, Constantinople et Beyrouth (les 1er travellings du cinéma). Les cinémas méditerranéens (et du Tiers-Monde en général), sont « off screen » sur les télévisions et salles de Babylone. Pour bousculer le mur du silence et l'aveuglement culturel et financier, le Festival a permis la rencontre entre réalisateurs, producteurs, distributeurs (petits et grands) et critiques, qui ont pu voir, même visionner en vidéo, la nouvelle cuvée des films des pays méditerranéens (80-81) de qualité et de contenus très inégaux.

« Dali Znate Dolly Bell » (Te souviens-tu de Dolly Bell), film



yougoslave d'Emir Kusturica, couronné à Venise, chronique d'une famille en crise dans un contexte social et politique et réaliste où l'Islam et l'idéologie officielle sont vécus par une jeunesse plutôt hooligane. « Ah Guzel Istanbul » (Istanbul la belle) film turque d'Omer Kavur qui racontant les vicissitudes d'un couple, d'un camionneur (culture rurale et idéal truc masculin), et d'une prostituée, personnage complexe qui décrit la situation de la femme turque ainsi que sa quête pathétique de consommation.

« Segoviako Ihesa » (La fugue de Segovia) premier film en langue basque de Imanol Uribe, film témoignage dur d'un épisode de lutte de l'ETA, une évasion survenue en 1976, le réalisateur qui a participé à cette évasion, raconte les péripéties de cette aventure. Un film qui rend hommage aux prisonniers politiques dans le monde.

« Un imotione un piu » de Francesco Longo, premier long métrage qui relate une histoire d'amour et de tendresse entre deux solitudes : un vieux (père de famille de 50 ans) et une jeune fille d'une vingtaine d'années. Deux films marocains à signaler « Ibn as Sabil » (le grand voyage) de Mohammed Abderhmane Tazi, l'histoire d'un routier qui part du Sud vers le Nord, d'Inezgane à Tanger, et qui vit des péripéties malheureuses qui le poussent à une tentative d'immigration plutôt ratée.

« Araiss Min Kadab » (Poupée de roseau) de Jilali Ferhati, le regard d'un homme sur les femmes marocaines d'après un scénario de Farida Benlyazid.

L'Algérie, la Syrie, les pays membres du front de la fermeture étaient absents de ce festival. Le cinéma de l'immigration ou de la « diaspora arabe » de France s'est manifesté à travers le court-métrage « Le Cercle de Amzal Hamid », film qui relate un fait divers raciste survenu dans un hôpital où un immigré a trouvé la mort après un voyage hospital-communariat-hôpital, un film qui a suscité un débat très polémique, très animé sur la mise en scène de

cette question. « Prends dix mille balles et casses-toi » de Mahmoud Zemmouri, un film posant le problème de la réinsertion, on aura l'occasion de le découvrir dès le mois de novembre dans plusieurs villes de France. Autre nouveauté et avant première mondiale « El lika » (Beyrouth la rencontre) de Boran Alaoui, réalisateur libanais qui nous a fait couvrir le drame de Kafr Kassam (village palestinien où les habitants furent massacrés par l'armée israélienne). En séance

UN FESTIVAL PEUT EN CACHER UN AUTRE

privée sur vidéo « House » (La maison) d'Amos Guitai, film documentaire sur les avatars d'une maison arabe occupée depuis 1948, film produit et interdit par la télévision israélienne. Controverse parallèle à ce festival mais assez symbolique, car elle nous permet de poser le problème du « mécénat » et de la culture, en particulier celui de Vittel à propos duquel Lydie Trigano nous a accordé une interview pour nos prochains numéros.

Pour en revenir aux films, nous avons surconsommés les comédies musicales égyptiennes avec un appétit qui s'éloigne fort de la boulimie de table que nous proposait inlassablement la cuisine du club. Une découverte pour nous, beaucoup plus habitués aux music-halls américains (j'Fred Astaire, Sinatra, S. Daviss, D. Martins) qu'aux comédies égyptiennes (Farid al Atrache, Oum Kalthoum, Abdel Halim Hafez...), le personnel maghrébin du « club », a sacrifié des heures de repos pour voir ces films (un festival peut en cacher un autre). La musique du bassin méditerranéen était présente à ce festival, on a pu entendre Djamel Allam, Fernando Marquez, Adama et bien d'autres...

Le festival de Vittel, cure cinématographique, a permis la rencontre de ce tiers cinéma qu'est celui des pays méditerranéens.

Blaise N'Djehoya
Mohamed Nemmiche

Les films de la semaine : Par Peira Cava

Les Aventuriers de l'arche perdue

De Steven Spielberg
et Georges Lucas avec
Harrison Ford

Ce film est en train de remporter un indéniable succès, tant auprès de la critique que du grand public. Après l'avoir vu, et n'ayant pas partagé l'enthousiasme des uns et des autres, je me suis longuement demandé d'où venait cet engouement collectif. Je crois avoir enfin trouvé : le héros de ce film, c'est Tintin ! et les grands enfants que sont les hommes rêvent toujours qu'ils sont un peu Tintin (ce qu'ils sont très souvent d'ailleurs).

Ce film, donc c'est à la fois :

- Tintin au Mexique
- Tintin contre les nazis
- Tintin-Laurence d'Arabie (ou Tintin et l'or noir).
- Tintin cow-boy
- et enfin Tintin à la Maison Blanche.

Ce sont cinq films en un seul. Certes, on en a pour son argent, un peu comme dans ces cinémas des boulevards où l'on vous propose encore deux grands films pour huit francs, mais en général ce sont deux abominables navets. Il en est un peu de même ici, si l'on excepte peut-être « Tintin au Mexique » qui passe en première partie. Tout comme les créations d'Hergé, cette version est tout juste parodique et reste dans les limites du possible, avec toutefois une pointe grand-gignolesque qui ne parvient pas à faire capoter l'épisode. Mais un conseil, partez après ce morceau de bravoure, cela vous permettra de rester sur une bonne impression et d'éviter les rocambolesques platitudes des films d'espionnage et de cow-boys, qui suivent.

Mais j'oubliais que comme tous ceux qui l'ont vu, moi mis à part, vous allez aimer ce film. Grands dadaï, va.

Il faut tuer Birgitt Hass

de Laurent Heynemann
avec Philippe Noiret
et Jean Rochefort

Le sujet est mince et un peu farfelu. Cela tient à la fois au manque de réalisme et à la pauvreté d'imagination des scénaristes de films d'espionnage. Seuls les scénarios du film d'anticipation peuvent prétendre les égaler dans la médiocrité.

Par contre, deux grands comédiens s'y donnent réciproquement la réplique ;

et, comme il est de règle dans leur métier, chacun d'eux tire la couverture à lui ; mais voilà, Noiret tire trop fort -la couverture, pas du revolver qu'il tient braqué sur son partenaire- et il perd. Et Rochefort qui fait dans la sensibilité et les demi-teintes enfonce (si l'on peut dire), son vieux copain Noiret.

Ceci dit, le film c'est l'histoire classique de tous les films d'espionnage avec « des ceux » qui sont des espions et d'autres qui ne le sont pas. Ces derniers par naïveté et ignorance ne respectent pas les règles du jeu -car chacun sait que l'espionnage est un « grand jeu » pour boys scouts retardés -et ne respectant pas les règles du jeu, ils font tout foirer, ce qui, en définitive, donne un film légèrement foireux.



La femme d'à côté

DE François Truffaut
avec Gérard Depardieu
et Fanny Ardant

C'est un remake de « Portier de nuit », en moins cruel, moins violent, moins sensible, moins passionné, moins contenu, moins fou, enfin c'est un moins film que le précité.

Ce qui est dommage, c'est qu'il soit signé François Truffaut, celui-ci sachant faire un film tout seul, comme un grand, et n'ayant rien d'un sous-cavani. Mais enfin ! Jusqu'aux choix de Fanny Ardant et cette ressemblance qu'elle a avec Charlotte Rampling, en moins malsaine, certes, mais tout y est, sauf le regard !

Vous me direz que tous les films d'amour se ressemblent ; cela est vrai, mais aussi, ce qui les différencie c'est qu'ils sont tous dissemblables et dans ce film, ce qui frappe n'est pas ce qui diffère mais ce qui se confère.

A part cela, le film est fort bien interprété, comme toujours ou presque par Gérard Depardieu. Quant à Fanny Ardant, la nouvelle venue du cinéma français, je la crois volontiers partie pour une grande carrière.

ABONNEZ VOUS

SUPER 8



ET QUI FAIT QUOI CHEZ TOI ?

A Nanterre, c'est déjà presque une tradition, les projets ne manquent jamais. Après avoir collaboré à la réalisation du court métrage « A cloche-pied sur les frontières », après le film vidéo « L'école gare de triage », cette fois-ci, les lycéens s'attaquent à un sujet pratiquement tabou : le travail domestique des jeunes.

Grâce aux subventions du Projet d'action culturelle créé par le ministère de l'éducation ils ont pu mener une enquête auprès de leurs camarades, base de leur film en super-huit : *qui fait quoi chez toi*. MI-documentaire, mi fiction, il ressort du film que les écarts sont très nombreux. « Heureux », l'adolescent dont la mère assume toutes les tâches domestiques, débrouillard, mais aussi très seul celui dont les parents travaillent, quant à ceux (ou plutôt celles) des familles nombreuses... Ainsi les heures consacrées à la maison vont de 0 à 20 heures et plus. Inégalités que les enseignants oublient très souvent de percevoir, malgré leur conscience des inégalités sociales, mais aussi inégalité des sexes. Si le père est totalement évacué du film, les garçons ne se sont pas sentis concernés par le sujet. Or pour toutes ces raisons, ce sujet épineux prend toute sa dimension quand on songe à la proportion d'enfants maghrébins ; là où le noeud se resserre. Une discussion entre des lycéennes maghrébines est très révélateur à ce propos. Modestes, elles ne se plaignent pas vraiment, il faut aider la mère, mais reconnaissent l'absence de leurs frères. De la vaisselle au petits qu'il faut garder, le travail scolaire en prend un coup.

Un petit film, des maladresses dues aux difficultés de réalisation mais qui peut amener à soulever le voile d'un sujet peu séduisant, et surtout plein de tabous.

B.K.

Qui fait quoi chez toi :
Atelier Super Huit,
lycée Joliot Curie.
Nanterre - 25
mn/super huit sonore.
Pour tout contact :
M. Martineau,
106 bd Saint-Denis,
Courbevoie.

TELE

« MOSAÏQUE » REVIENT : QUEL A VENIR ?

Mosaïques, après trois mois d'absence réapparaît ; des milliers d'adeptes, parfois des mécontents et pourtant une très forte demande. Mosaïques c'est quoi : deux heures d'antenne, l'ICEI FR3, trois à cinq millions de téléspectateurs et aussi beaucoup de faux bruits, des critiques déviées par manque d'informations essayons de faire le point.

Proposée en 1976, par Tawfik Fares, l'un des actuels animateurs de l'émission, de l'initiative de P. Dijoud, secrétaire d'état qui crée pour la circonstance l'OCI : reprise en main par Stoléru, elle passe sous la direction de l'ICEI : association financée par la FAS, mais sous la tutelle du secrétariat à l'immigration. Deux heures d'écoute

même, et sur les exigences de ses responsables de tutelle ; Mais au fait qui sont-ils ? L'ICEI bien sûr, puisqu'elle produit l'émission, mais également FR3. Diffusant l'émission sur ses canaux, sans en revendiquer la production néanmoins, elle conserve un contrôle notamment au niveau des informations. En cas de litige, les deux

travailleurs immigrés de l'audiovisuel

- Pourquoi les téléspectateurs immigrés sont-ils doublement taxés par la FAS et leurs redevances à la télévision ?

- Pourquoi une émission marginalisée qui n'évite la sclérose

à FR3, au point que cette dernière en oublie ses schémas de rentabilité commerciale. Ainsi la promotion par bande annonce est-elle inexistante : peut-être la chaîne estime-t-elle que le dialogue est à sens unique et que les français n'ont guère besoin de connaître ceux qu'ils côtoient chaque jour.

Mosaïques coûte cher, mais c'est bien la rare émission qui ne soit pas promotionnée à l'étranger. Les pays d'origine ou d'autres pays européens comme l'Allemagne ne seraient-ils pas intéressés par l'achat de cette émission ? Mais beaucoup plus grave comment doit-on interpréter le silence de FR3 après presque un mois de retard auprès des téléspectateurs : pas un mot d'excuse ?

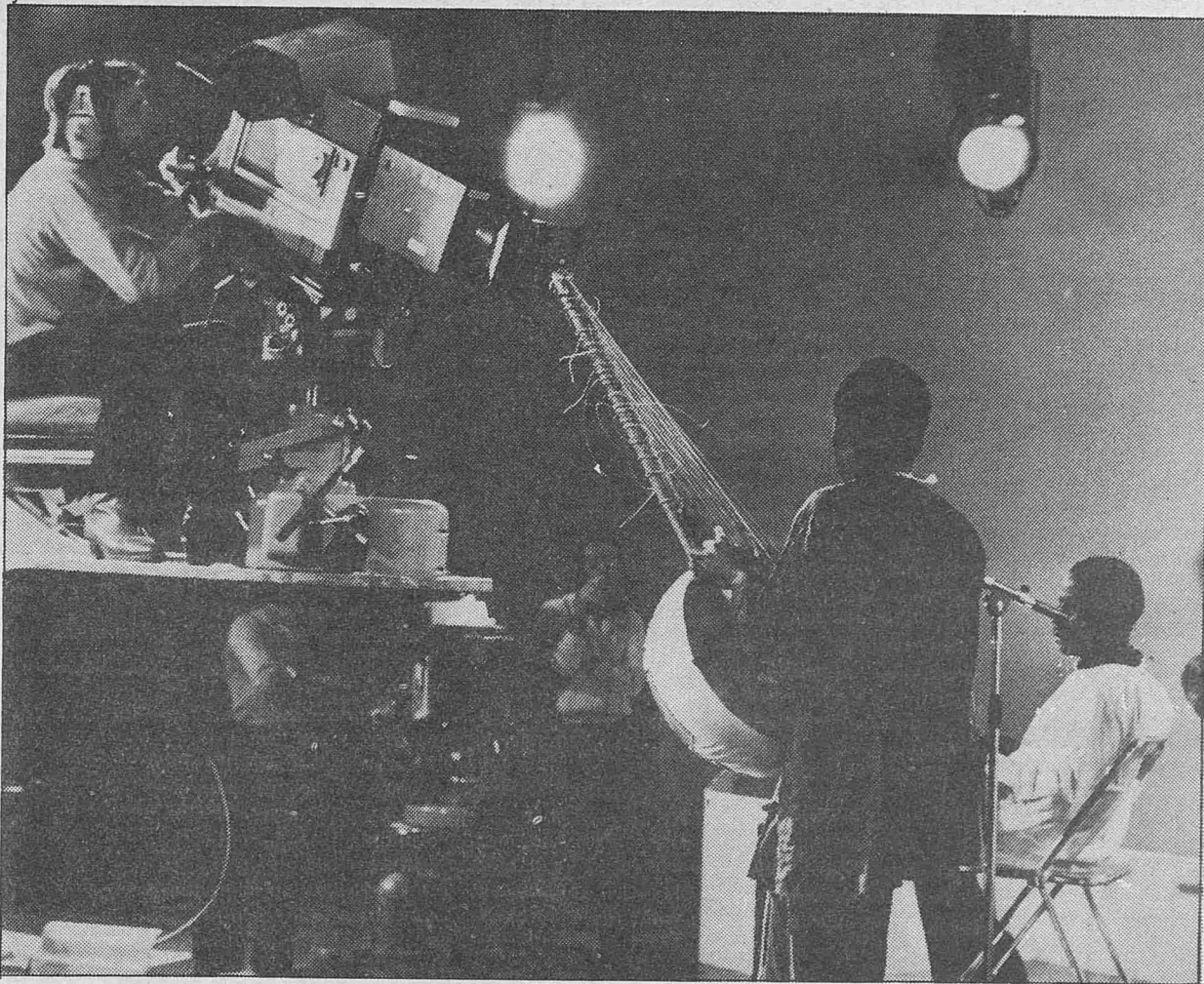
La réponse induite dans chaque question pourrait être résumée par un seul mot *Intégration*, tel est l'objectif du collectif. Les immigrés sont des spectateurs à part entière ; Mosaïques est un acquis important qu'il faut soutenir, mais s'en tenir là et clore, c'est un faux débat.

A l'heure où le gouvernement ouvre ses portes au Tiers-Monde, la population immigrée a aussi ses espoirs ; mobiliser l'opinion sur ce thème c'est avant tout un dialogue et une reconnaissance avec ces porte-parole, malgré eux du Tiers-Monde. Mosaïques est un acquis, mais l'hypothèse de plusieurs émissions en direction de l'immigration serait-elle farfelue ? Soyons encore plus utopiques : pourquoi pas une quatrième chaîne en direction des travailleurs. Toutes nationalités confondues. Fiction ? L'exemple des radios-libres nous démontre le contraire. Une chaîne ouverte au dialogue avec des émissions proposées par les concernés, mais aussi des échanges de films avec les pays d'origine, des informations quotidiennes. Les français ont aussi le droit de connaître leurs voisins. C'est dans ce sens qu'une démarche a été entreprise par plusieurs députés auprès de Monsieur le 1er ministre, et les directeurs de chaque chaîne. Une idée qui doit faire son chemin. En attendant, rendez-vous avec Mosaïques le dimanche 17 octobre.

Khadidja Bachiri



Mouloud, Jean Michel, Djelloul, les animateurs de Mosaïque



Un griot dans les studios de Mosaïque

lui sont allouées sur FR3 le dimanche matin. Voilà pour les statuts lourds de contradictions.

QUI EST RESPONSABLE ET QUI FAIT QUOI ?

Une équipe de réalisation concernée par l'immigration se constitue mais malgré ses objectifs et luttes elles demeurent prisonnières de la tutelle ; Aussi avons-nous assisté parfois à une tendance de la fermeture de l'émission sur elle-

camps se renvoient la balle.

L'HEURE DES BILANS

Si depuis le 10 mai, un nouveau producteur délégué plus coopératif que ses précédents est nommé néanmoins il est temps de se poser des questions sur le statut de l'émission et sa finalité par la même « une émission faite par les immigrés, avec les immigrés pour les immigrés », tel est le postulat de l'équipe de Mosaïque, constituée actuellement en collectif de

que par la vitalité de la demande dont la preuve n'est plus à faire ?

- Pourquoi des travailleurs immigrés de l'audio-visuel dont les capacités professionnelles ne font plus de doute, sont-ils précarisés et donc limités dans leurs moyens d'expression ?

Beaucoup de questions dont la liste est loin d'être close qui se résument en une seule : pourquoi la marginalisation. Cette logique du ghetto est poussée à son maximum

SERVICES ANNONCE

Je voudrais correspondre avec jeune femme. JE désire partager des idées et des sentiments sincères réponse assurée, aidez-moi à briser ma solitude dans ma cellule de prison où je suis si malheureux. Messaoud Mouhoubi. 106 546 D1 M348.

Je suis un jeune homme brun aux yeux marrons de 32 ans et je suis seul. Je cherche à couper la solitude et correspondant(es) de tout âge. J'espère recevoir du courrier car je n'ai pas le moral. Salah Boudjenane. 103806 D4 G226. Bois d'Arcy.

Je suis un jeune homme brun de 22 ans et je suis en cage, mes jours sont longs et sombres dans ma cellule, je voudrais correspondre avec des correspondant(es) de tout âge pour briser ma solitude et lier amitié durable et sincère. Ballah Mased. 103379. D2 05 D4. Bois d'Arcy.

Jeune immigré beau, gentil, cœur dans la main aime la vie moderne, espère correspondant(e), tous âges, mademoiselle, femme célibataire, intelligent, aimant la vie simple pour amitié et sorties dans Paris et sa région. Elfraygin Mohamed. 106036 D2 02 Fleury.

Loin des yeux, loin du cœur, ça existe pas ? Bien qu'une larme dans tes yeux, c'est ma vie. Ceux qui sont de mon avis m'écrivent, filles ou garçons, sans différence, jeunes ou vieux ou vieille, ça m'est égal. Mon souhait c'est de lier amitié, mon cœur est très bien mais on s'est trompé. Il me reste 3 sur 5 ans à faire. Hadj Seyd B. 91121 BTD3 61/38 Fleury Mérogis

Jh 26 ans, incarcéré depuis sept. 75, et condamné à 12 ans, recherche correspondant(es) en vue d'échanges d'idées et surtout avoir un contact avec l'extérieur. Stevens Claude. 46945 Fleury.

Jeune détenu, sympa, charmant, bonne santé, 25 ans, beau physique, 1,75m, cheveux châtain, yeux marrons, cherche correspondante ou correspondant pour lier amitié durable et d'avenir en vous remerciant d'avance. Réponse assurée. Nourredine Benali, 1055 89 D1 6135 Fleury Mérogis.

Algérois, jeune homme, 32 ans, cherche correspondante jeune fille, fille mère ou divorcée peu importé l'âge. Pour briser solitude et pour lier amitié sincère et amour. Aliane 104 236 6234 Fleury.

perdue dans un océan de détresse, cherche havre d'espoir. Qui saura être le phare illuminant ma cellule ? être sans attache à l'extérieur. C'est comme être dans le néant. Correspondant (es) aidez-moi à m'évader un tant soit peu. J'attends vos lettres. Chebab Menovar 108 419 D4 62 08. Fleury

Femme ou homme ayant envie de correspondre avec taulard déprimé et sans contact avec l'extérieur, j'attends votre courrier, allez, tous et toutes à vos plumes ! Ben Mohamed. 108 408 G 147. Fleury

Je suis un jeune détenu de 22 ans, brun aux yeux marrons foncés, je suis de père kabyle, et de mère française. Je suis né à Paris, de nationalité, physiquement je suis mignon j'aime le sport. Je suis sentimental, franc et sincère. J'aime la nature, la plage, les chevaux et tous animaux. Je suis en prison pour une peine de 5 mois, je suis seul dans la vie, sans amis, j'aimerais donc correspondre avec homosexuel de 40 à 60 ans, compréhensif, gentil. Kherbane Ali (dit Dany) 104 832 D2 49 D5. Fleury

Jeune libanais de 25 ans, très romantique, assure donner du rêve aux personnes qui lui répondront, branché sur tous les voyages à baroude dans toute l'Europe et tout l'Orient. Mais ne connais personne pour partager ce qu'il aime. Sala Youssef Nazal. 103080 Bt. D1 D207 Fleury

Jeune garçon de 25 ans, métis, sérieux, dynamique, cherche à correspondre avec jeune fille ou jeune femme de 17 à 35 ans, douce, sympathique et ayant le goût de l'humour, aimant la musique et le cinéma. Réponse assurée. Relations suivies après libération. Massamba 205062 225 Bloc D La Santé.

Je m'appelle Sakhi Mohamed, je suis un jeune homme de 23 ans, marocain, célibataire, yeux marrons foncés, bonne constitution physique, aimant la plage, les voyages, je désire correspondre avec jeune fille de toute nationalité, parlant français, pour une relation continue et une amitié fidèle et nous connaître car c'est un plaisir d'avoir une amie. Réponse assurée à toute personne qui m'écrit. Sakhi Mohamed, 205018 Bloc E 102 La Santé.

Philatélie. Taulard sympa collectionne vieux timbres pour meubler mes longues heures de solitude d'avance merci. Michel Martinez. 192 247 C114 La Santé.



Je suis une femme turque de 23 ans, et pour un demi-gramme d'héroïne, cela fait déjà 7 mois que je suis en prison dans mon pays. Les condamnations pour la drogue sont très lourdes, je n'ai pas encore été jugée, mais j'ai désespérément peur car si je compare avec mes compagnes, qui pour un peu de came prennent par exemple 20 à 30 ans et plus. Peut-être allez-vous vous demander pourquoi j'écris à votre journal mais je suis vraiment au bout du rouleau et je n'ai plus aucun espoir. Je n'ai plus personne et pour ma famille, je n'existe plus depuis le jour où je suis devenue toxicomane. J'attends avec espoir, sans patience de vous lire pour revivre. Si vous m'écrivez, faites-le en anglais, en turc ou si ce n'est pas possible en français et allemand et russe. Sema Ozdemir.

Kadinlar Koy, Sagmalcilar Ceza Evi, Bayrampasa. Istanbul, Turquie

Jeune garçon de 25 ans, cherche correspondants (es) pour échanger idées. Khamida Abdel Aziz 201877 C/316.

Chaque jour sombre, chaque nuit blanche de rêver d'une fille au cœur tendre qui m'aidera à oublier ma solitude, si vous êtes sensibles à mon égard, n'hésitez pas à écrire. Je cherche des correspondantes de 18 à 24 ans. Réponse assurée. Bahar Mohamde, 105492 D422 Fleury Mérogis.

J'ai 25 ans, métis algérien brun, yeux noisettes, petite fée, un peu de parfum dans une lettre respirant ta sensualité et ton bonheur à toi, la fille de 18 à 25 ans de préférence algérienne : au tendre et doux regard qui saura me guérir de cette vie sans ciel bleu de ce mal qui me bloque l'estomac. Offre-moi, elle m'apportera des fleurs dans le cœur, dépêche-toi, petite fée, car mon cœur se morfond. Joindre photo. Réponse assurée. M'Farid Elmenover. 102 107 D5 Fleury.

Dans le soleil couchant que mes yeux captent sous la forme de petits dosages qu'obligent la grille de mon espace réduit. Je prends la plume et je pense, ce que je transcris sous la force de ce que vous lirez. Tout se perd pour rien, mais tout se retrouve pour peu, si vous pensez qu'à 25 ans, il faut que je croupisse, alors faites, si vous êtes d'un tout autre avis, alors il serait souhaitable que vous soyez nombreux car j'ai besoin d'incompréhensibles appuis je ne veux que l'amitié, rien d'autre. J'attends donc vos lettres qui seront bienvenues. Hachemi Fario 707 671 2/346 Fresnes.

Jeune détenu de 24 ans, qui désirerais de la correspondance, car je suis coupé de tout lien avec ma famille. Et en ce moment, je traverse une période pleine d'angoisse à travers ces jours sombres et hideux et si quelqu'un pouvait ensoleiller mon cœur, je serais très heureux. Hamed 201023 A 118 La Santé.

De l'espoir !!!

Messieurs,

C'est avec beaucoup d'espoir que je m'adresse à vous car après avoir écrit plusieurs annonces à différents journaux, je n'ai jamais obtenu de réponse. Dans l'attente de la publication de mon annonce, je vous prie messieurs d'accepter mes remerciements les plus sincères.

« J'ai 22 ans, je suis d'origine kabyle. Je vogue sur cette galère depuis 18 Mois et je ne reçois plus de courrier, alors vous qui avez su rester humains, à vos plumes afin de briser la solitude qui me pèse dans ma cellule. Qui me fera la surprise de vouloir s'intéresser à moi en m'écrivant de longues lettres pleines de soleil, et de liberté. J'attends votre réconfort avec impatience.

Réponse assurée à tous et à toutes. Aidli Zahir, 91130 G-3-11 Bât D4 7 av des Peupliers, Fleury-Mérogis, 91705 Essonne France

Je cherche correspondants et correspondantes de tous âges pour me redonner l'espoir, pour un rayon de liberté qui fera jaillir de mon cœur triste sans nouvelle espérance et pour lier amitié sincère et durable. Je ferai réponse à tous qui m'écriront et vous en remercie à l'avance. Kebli Mohamed. 102 325 BT D1. Fleury Mérogis.

Je m'appelle Berek Dirmi. J'ai 24 ans. J'ai besoin de chaleur humaine et aimerais correspondre avec femmes âgées entre 20 et 30 ans. Je suis seul dans ma cellule. Je m'ennuie sans nouvelles de dehors. Qui que tu sois, femme riche, clocharde, malhonnête, écris-moi. Réponse assurée. Berek Dirmi. 108443 D1 18 Fleury.

GUIDE PRATIQUE

Le centre Françoise MINKOWSKA fut créée en 1963 par les amis de F. MINKOWSKA (psychologue), C'est une association privée à but non lucratif régie par la loi de 1901. Ce centre avait à l'époque pour objectif d'offrir aux réfugiés essentiellement d'Europe Centrale et d'Amérique du Sud des consultations d'hygiène mentale assurées par des thérapeutes (médecins, psychologues, assistants sociaux) parlant leur langue. Le centre a d'abord fonctionné comme dispensaire de secteur pour le Xème Arrd de Paris puis plus tard comme dispensaire spécialisé dans la prise en charge des étrangers non francophones sans limitation de secteur.

Ces dernières années, il est devenu exclusivement une consultation d'hygiène mentale hors secteur pour toutes les nationalités étrangères. Il existe aujourd'hui des consultations pour les Nord-Africains, les Portugais, LES Espagnols, les Africains, les Sud-Africains, Européens de l'Est, Asiatiques. Les thérapeutes de chaque consultation sont de la même origine ethnique que les consultants.

De plus en plus ce centre est sollicité par des organismes très variés qui vont des services sociaux divers aux hôpitaux de Paris, en passant par la préfecture de Paris, psychiatres, médecins privés ainsi que diverses associations pour immigrés.

Adresse : 18, rue Saulnier - 75009 - PARIS
T e l : 2 4 6 . 4 1 . 2 6
M é t r o : c a d e t .

TARIFS D'ABONNEMENTS

A l'ordre de « Sans Frontière, 33 bd Saint-Martin, 75003 Paris - c.C.P. 420 900 F Paris

— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois	3 mois
France	220F	170F	120F	70F
Europe, Afrique	280F	220F	160F	90F
Par avion	320F	290F	170F	105F

☐ Abonnement

☐ Réabonnement

Nom

Prénom

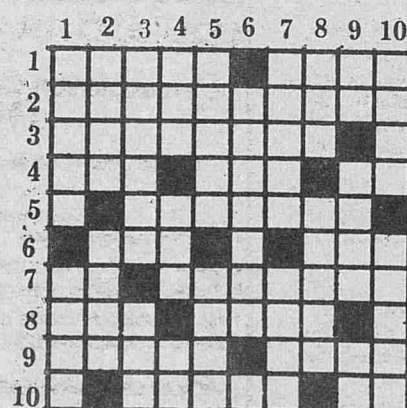
Adresse

Code postal Ville

MOTS CROISES

par Hartmann

Grille n° 21



HORIZONTALEMENT:

- 1: Littoral Maghrébin. - Pays d'Afrique ; 2. Pays d'Afrique ; 3. pas tangible ; 4. Pareil. - Prise d'eau. - Fleuve ; 5. - Milieu naturel. 6. choix. - Colère ; 7. - Détenu. - Se montrer ; 8. - Possessif. - Alliée. 9. - Langue sémitique. - Sélection ; 10. - Ruée. - Métal.

VERTICALEMENT :

1. Economiste écossais. - Pays ; 2. Rivière suisse. - Occire ; 3. - Chanter fort. - Pillage. 4. Epoque. - Associe. - Avalé. 5. - Ville belge. - Chager ; 6. Ville d'Algérie ; 7. Coffre portatif. - Cérémonial ; 8. Ongulé. Pays d'Afrique ; 9. Mesure chinoise. - Point chaud. - Génisse ; 10. Ville Allemande. - Rôder.

AGENDA
BOUF

VENDREDI 16 OCTOBRE

exposition de sculpture **Matiya Vukovic** à la galerie du Centre Culturel Yougoslaves, 123, rue Saint-Martin

Branko Miljus (1936) est un peintre de symboles. Son oeuvre est issue de la réalité esthétique et artistique des années 60. On retrouve en elle la recherche de l'esprit géométrique de la forme et le reflet d'un climat surréaliste et métaphysique qui caractérise l'école de Belgrade. Les symboles de Branko Miljus ont la forme de grandes trames spirales et orthogonales simultanées : jeunes filles mélancoliques, bouquets de fleurs, clowns, amants, cristaux, paysages, coquillages dont les labyrinthes sont habités par les séquences éparpillées d'un rêve des masques de carnaval, des villes d'oiseaux...

Expo à la galerie Pierre Lescot de Forgas, « Les textes » peinture à l'huile.

Melbra Rai à la Chapelle des Lombards à 20 H 30 et à partir de 23 H 00, de la salsa Nuit Orchestra avec Daniel Ponce congas et Azuquita.

« Si tu grimpes à l'arbre, raporte moi une vache » : une enquête policière chez un ménage isolé, atmosphère intemporelle de l'âme orientale confrontée aux règles de l'Occident. Pièce de théâtre de T. Al. Hakim, adaptation française de A. Caprile, interprétée par la Cie du Trefle - Brigitte Boy à l'espace Marais, 22 rue Beaubouff à 22 H 15.

Soirée dansante « Rythm and blues » avec **Roots and Rock** au cloître des Lombards.

SAMEDI 17 OCTOBRE

« Yerma » de Federico Garcia Lorca, drame de la stérilité ou l'état des règles et des traditions d'une communauté, transforme lentement l'enthousiasme vital d'une femme en fureur meurtrière, au **Lucernaire Forum**, 53, rue Notre Dame des Champs.

« Les journées de l'immigration Algérienne » organisées par l'ATAF (association des travailleurs Algériens en France), commémoration du 17 Octobre... auront lieu à la bourse du travail

Au Café d'Edgard Quinet à 21 H 45 : « Zéphir et Aquilon » un comédien noir et un comédien blanc, opposition chromatique : un mélange étonnant d'humour.

Atlantico, rock tropical, groupe venu d'Uruguay au Théâtre Noir, 23, rue des Cendriers.

Inter Service Migrants vous invite à la présentation d'un nouveau vidéogramme intitulé : **C'est Madame La France Que** A 16 H 00 au Forum des Halles

Ecrit, joué et réalisé par des jeunes de parents immigrés, ce film raconte l'histoire de Samira qui tente de vivre quelque chose qui lui appartienne vraiment et de son frère Malik, jeune chômeur qui a fait l'expérience de la prison.

Samira et Malik s'affrontent, se bousculent, se cherchent finalement, maladroits et artisans de cette identité singulière façonnée par deux cultures.

On pourra voir ce film durant la semaine du 19 au 24 oct de 16h à 19h à l'Espace 4 du Forum des Halles, niveau 4, Porte Lescot. (en face de l'accès du métro et RER.)

DIMANCHE 18 OCTOBRE

Chicago blues avec « Philippe Grancner trio » à 22 H à l'Ecume, 99 bis rue de l'Ouest

Bensissou, du jazz à l'Espace Marais ; 22, rue Beaubouff à 18 H 30

La Brisquante par le grand ballet de la Guadeloupe à 17 H et 20 H 30 au Théâtre Noir, 23, rue des Cendriers.

La nouvelle chanson Kabyle, « Zamma », c'est ce que nous propose les éditions Azwaw Numédie à la Mutualité avec les chanteurs : Hamidouche, Farid, Louisa, Amar...

la chanteuse percussionniste Brésilienne **Betina** viendra avec son groupe au Petit Opportun, 15, rue des Lavandières à 23 H.

LUNDI 19 OCTOBRE

Kernog : musique d'Irlande et d'Ecosse au Centre d'Animation Mathis, 15, rue Mathis.

Guy Lefebvre et son ensemble jazz musette au Lucernaire Forum à 22 H 30

Danse de l'Inde du Sud, Bharata Natyam. Vijayantimala Bali à la Chapelle de la Sorbonne à 20 H 20

Yves Montant à l'Olympia mais complet, on l'annonce pour la forme pour faire plaisir à Amar qui ne verra pas ce spectacle...

Archie Cheep au jazz Unité au Parvis de la Défense

Show Arbel : « Swing 3 » rétro 1939-1950 au New Morning.

MARDI 20 OCTOBRE

Blues avec Gérard Sixpieds à l'Ecume, 99, bis rue de l'Ouest

LITTÉRATURE Soirée littéraire : Petar II Petrovic-Njegos.

Petar II Petrovic-Njegos (1813-1851), prince-évêque du Monténégro et célèbre auteur du « l'aurier de la montagne » et de « Lucica Mikrozma » est sans doute l'un des personnages les plus marquants de la littérature yougoslave.

A l'occasion du 130^e anniversaire de sa mort, Michel Aubin, professeur à la Sorbonne, vous parlera de l'homme et de son oeuvre. Salle du Centre-en français.

Après quatre semaines de vacances bien méritées (un an et demi de représentations non-stop), où ils ont pu se remettre des émotions suscitées par les Camelots du roi, fin septembre, (interruption brutale mais non-violente des manifestants d'Action Française à propos d'un sketch où l'Immaculée Conception est vue sous un angle très particulier), les comédiens de Gérard Lauzier continuent sur leur lancée et leur succès et reprennent à l'Espace gaité mon-parnasse tous les soirs à 21h45: Relâche le dimanche. **Gaité Montparnasse**, 26 rue de la Gaité, 75014 Paris. Loca. : 327 16 18

« Emiliano Zapata et la Révolution Mexicaine » par le professeur François Chevalier. (Pour connaître la date exacte de cette conférence qui aura lieu la dernière semaine d'oct. tél. au 555 79 15).

DU 14 AU 20 OCT.

THEATRE NOIR :

18h30 : Yerma, d'après F.G. Lorca. 20H30 : Faut pas faire ça tout seul David Mathel, de Serge Ganzl.

22h15 : Louise la pétroleuse de Cavanna.

THEATRE ROUGE

18h30 : Textomimo théâtre du 19 au 31 oct.

20 h : Les amis d'A. Wesker, dernière le 17. A partir du 19, à 20H30 et jusqu'au 31 : DOUCE

22h15 : Sylvie Joly dans Jacques ou la Soumission d'E. Ionesco. Petite salle 18h30 : Parlons français.

Danse dimanche 18 oct. à 20 heures « entre-temps », avec Annie ROUMANI et Claire ROUZIER Service de Presse : Marie-Hélène ARBOUR: Loca. et renseignements concernant les spect. : 544 57 34.

TREMBLAY

ARABESQUES A VOIR ET A ENTENDRE, par le groupe Khamsa. Dimanche 18 oct 1981,

LE CIRQUE D'AMAR par la compagnie Nedjma

15h30, Centre Social Louise Michel, Boulevard Lénine. Prix des places: 25/00. « Nedjma, théâtre de chez nous, n'est pas triste, il parle de l'immigration, mais le rire est sa carte de résidence ».

15h30, Centre social Louise Michel, Boulevard Lénine.

Le musicien n'utilise pas l'accord mais divise la mélodie en intervalles infimes. Dans le code de la calligraphie, le point devient unité de mesure. Mais, toujours, le calligraphe outrepassa ce code.

SCHARIF ALAOU Samedi 24 oct 1981. 21h, complexe sportif Jean Guimier, av. du Commerce. Concert gratuit. Quand ton chemin se perd dans un labyrinthe, Toi qui erres et qui cherches et qui comprends, Tu n'as plus d'autre guide que les yeux des mots.

FRANCISCO MONTANER. Samedi 17 oct 1981. 20H30, Centre Social Louise Michel, boulevard Lénine. En introduction : la classe de danse du Conservatoire municipal. Il chante Guillen et Lorca, Aragon et Neruda, Char, Eluard, Hikmet...

Les associations étrangères

Les restrictions qui, depuis 1939, visaient les associations étrangères, auront bientôt disparu : l'abrogation du décret-loi de 1939 va ouvrir des temps nouveaux pour ces associations, et particulièrement pour les associations de travailleurs immigrés.

Qui sont ces associations ? Que font-elles ? Avec qui travaillent-elles ? Quels sont leurs problèmes ? Quelles sont leurs relations avec les associations françaises et quelles questions leur posent-elles ?

Un dossier vient de paraître, qui apporte à toutes ces questions des éléments de réponse : **s'associer en France**.

Enquête sur les associations de travailleurs immigrés.

Préfacée par François Bloch-Lainé. Réalisée par la Cimade.

Ce document est en vente à la CIMADE. 176 rue de Grenelle 75007 Paris. Tél. 550 34 43. CCP 4088.87 Y Paris. Prix : 15,00 F Franco.

COURS D'ARABE ET DE CIVILISATION

L'Association Civilisation et Langues Arabes (ACLA) organise :

L'Association Civilisation et Langues Arabes (ACLA) organise :

• des cours d'arabe littéraire et dialectal

• un cours de civilisation

à partir du 13 octobre 1981 à la Bibliothèque Bienvenue, 17 rue de la Butte-aux-Cailles - Paris 13^e.

• Une session annuelle d'arabe dialectal avec des cours intensifs, à raison d'un week-end (12 heures) par mois, est prévu.

POUR LES RENSEIGNEMENTS ET LES INSCRIPTIONS

Ecrivez à l'ACLA, 1 rue Liard - 75014 Paris ou téléphonez au 264 97 65

COURS D'ARABE
DIALECTAL

Association Alphonis-Maghrebain 27 rue de Chartres, 75018 Paris.

Pour tous ceux qui veulent apprendre ou se perfectionner en Arabe dialectal maghrébin (travailleurs sociaux, jeunes immigrés, époux (ses) de Maghrébins, futurs coopérants, ...) l'Association Alphonis-Maghrebain propose cette année 3 formules différentes :

Cours du soir (45 h de cours sur 30 semaines).

Week-ends intensifs (96 heures de cours en 8 w-e)

Session intensive de juillet (60 heures de cours en 2 semaines).

La méthode : basée essentiellement sur l'oral, elle vise à permettre aux stagiaires de comprendre leurs interlocuteurs et de leur répondre. Pour les débutants, elle suit le cours d'arabe maghrébin publié par le CIEM (46 rue de Montreuil-75011 Paris). La suite de ce cours qui sera publié de façon expérimentale cette année par Alphonis-Maghrebain servira de base au niveau entretien.

Cours du soir : Lieu : 10 rue Affre (Paris 18^e). M^o Barbès.

Participation financière : niveaux 1 et 1 bis : 300 f + 100 F pour la méthode (livret + cassettes). Niveau entretien : 350 F (matériel fourni).

Si c'est votre entreprise qui vous prend en charge : 600 F

— Niveau 1 (débutants). Cours les mardis de 17h30 à 19h ou de 18h10 à 19h40 ou de 19h à 20h30.

Premier cours POUR TOUS : mardi 20 oct à 18h30.

— Niveau 1 bis (pour ceux qui ont étudié les 10 premiers leçons du « cours d'arabe maghrébin » ou l'équivalent). Cours les jeudis de 18h30 à 20h. Premier cours : jeudi 22 Oct. à 18h30.

— Niveau entretien : (pour ceux qui ont étudié tout le livre ou l'équivalent) - Cours les lundis à 18h30 - Premier cours : lundi 19 oct. à 18h30.

WEEK-ENDS.

— Lieu : Paris 18^e (précisions données ultérieurement)

— Niveau : ne s'adressent qu'à ceux qui ont étudié l'ensemble de la méthode publiée par le CIEM (Niveau Entretien).

— 2 cycles de 4 week-ends - 400 F chaque cycle (1000 F si c'est l'entreprise qui prend en charge le stage).

— Dates : 1^{er} cycle : 24-25 oct/21-22 nov/12-13 déc/ 16-17 janv.

2^e cycle : 27-28 Fév/20-21 Mars 24-25 av/5-6 Juin.

— Horaires : Samedi de 14 à 20 h/Dimanche de 9.30 à 16.30

Pour de plus amples renseignements, envoyer une enveloppe timbrée à : ALPHATIS MAGHREBIN; 27 rue de Chartres, 75018 Paris. (Vous pouvez vous inscrire à cette adresse).

J'ai quitté l'Algérie à 7 ans, il y a 12 ans. Ma famille est de Akbou près de Tizi-Ouzou. C'est un village Kabyle. Mon père était parti en France. Je vivais dans sa famille avec ma mère et mon frère. Mon père travaillait à la Thomson. Quand je l'ai revu, je ne le considérais pas comme mon père. Il disait qu'il ne voulait plus retourner en Algérie. Il ne suivait pas la religion.

En France, je n'aimais pas les Algériens. Ceux qui avaient le type Arabe et ensuite je n'ai plus aimé le pays. Je n'avais pas d'amis Algériens ; je ne supportais pas leurs idées sur la femme, le mariage... J'avais des amis français. J'étais plus libre avec eux. Je me suis mise à détester vraiment l'Algérie et les Algériens. J'avais peur que ma famille me reprenne. Ma mère a toujours le cœur là-bas. Elle veut retourner un jour en Algérie. Mon père ne revenait pas en Algérie pour les vacances jusqu'à 7 ans, je ne l'ai pas connu.

Il envoyait des habits. Sur les photos je suis habillée comme une petite Française.

**J'ETAIS
HABILLEE
COMME UNE PETITE
FRANÇAISE**

A Marseille, mon père a voulu m'embrasser, j'ai refusé, je ne le connaissais pas.

Quand je suis venue en France, j'avais peur des Algériens. Je les ai toujours évités, en colonie et en camp tous ceux qui ressemblaient à des Algériens, même Kabyles, je fuyais tout ce qui était d'Afrique du Nord. Là où j'habite j'ai vu un Algérien qui ressemble à un Algérien qui m'avait agressée. J'habite Chatenay-Malabry, c'est une cité coupée en deux.

Il y a celle du bas résidentielle propre, et celle du haut qui est pleine d'immigrés. A l'école j'avais toujours des amies françaises. A la fin j'ai connu une Algérienne, Malika ; c'est devenu ma meilleure amie. A partir de là, j'en ai connu d'autres et puis une fille qui s'appelait Régine qui aimait bien les Algériens et qui les fréquentait. J'ai rencontré des Algériennes qui me ressemblaient et petit à petit, je suis revenue à mes origines. C'est seulement maintenant que j'ai envie de retourner en Algérie.

**JE CROIS
QUE MON PERE
ET MA MERE
S'AIMAIENT**

Malika est partie à Biskra. Sa mère est française et son père Algérien. Elle est née à Paris, ses frères et soeurs aussi. Les parents se sont séparés. Le père a été économe de la France et de sa femme qui menait une drôle de vie ; il est reparti à Biskra avec tous ses enfants. Malika a quitté le lycée. Elle travaillait bien. J'ai écrit je n'ai jamais reçu de lettre. J'espère qu'elle n'est pas mariée...



Photo Jamaï

Maintenant, je parle avec ma mère

Baya a bientôt 20 ans. Depuis 13 ans, elle n'est pas retournée en Algérie. Elle voudrait bien, mais ça lui fait peur. Elle ira peut-être en septembre à la fin de son intérim. Elle n'aime pas les idées des Algériens sur la femme, le mariage. Elle dit qu'en France, souvent, les garçons algériens sont pour « la vie à la française » pour eux et pour « la vie à l'algérienne » pour leurs sœurs et les autres filles, elle n'est pas d'accord. Elle veut la même liberté ici et là-bas.

On est d'abord allés à Montreuil. Avant on est passés par cette ville en bas de la France. On était dans une cité HLM avec d'autres immigrés. Ensuite on est venus dans un F4 à Chatenay. On est 6 enfants avec ma mère.

Ma mère est analphabète. On ne laissait pas les filles aller à l'école. Ma mère aurait voulu aller à l'école. A Montreuil, elle aurait pu aller aux cours « d'alpha ». Mon père ne l'empêchait pas. Elle était toujours avec ses amies Algériennes à bavarder.

Mais je crois qu'à Montreuil mon père et ma mère s'aimaient. Mon père avait appris le français. Il savait lire et écrire. Il parlait le français sans accent. Avec nous il parlait en français. Jusqu'à 7 ans j'ai parlé le Kabyle. J'ai oublié. Ma mère parle le Kabyle et le français. Elle le parle bien. Elle se débrouille même pour les papiers. Chez moi on parle en français, pas en kabyle. Mon père et ma mère ne parlaient jamais l'arabe. Ma mère comprend. Avec ses amies, elle se débrouille.

Moi je refusais toujours l'Algérie. Je voulais tout oublier. Complètement.

**JE VOULAIS
QUE MON PERE
SOIT ENTERRE
PRES DE SA MERE**

A la mort de mon père, ma mère a dû travailler. C'est après sa mort qu'elle s'est fait couper les cheveux. Elle se met de la laque. Trop je trouve. Je savais ce qu'il lui fallait. Maintenant c'est moi qui la coiffe. A Chatenay au début elle avait des amies algériennes ou des Françaises mariées avec des Algériens. Je ne les aimais pas tellement. Il y avait toujours des histoires de couple, chez les couples mixtes. Ma mère me disait - tu vois... Moi je lui disais - c'est surtout quand c'est des Algériens avec des Françaises, pas des Algériennes avec des Français -.

Mon père est mort à 37 ans. Il ne suivait pas la religion. Moi je n'ai pas de papiers Algériens. J'ai des papiers français. Mon père avait déjà la nationalité française. Ma mère est restée longtemps sans papier. Au moment du décès de mon père, j'ai vu les papiers de ma mère : elle avait la nationalité française. Mais elle dit qu'elle est Algérienne. Elle respecte la religion musulmane. Elle ne prie pas, mais elle fait le carême. Mon père, lui, nous a fait manger du porc. Quand on allait se promener il nous emmenait dans les bistrotts quand on avait soif. Le dimanche, on sortait. On allait voir la famille.

Ma mère a toujours été soumise à mon père. C'était lui qui avait l'autorité. Ma mère a du mal à imposer son autorité toute seule. Elle veut qu'on soit moins libres, qu'on s'intéresse à l'Algérie, à la religion musulmane qu'on ne mange pas de porc. Mon père lui nous apprenait les deux : l'Algérie et la France.

Mon père est mort d'un cancer. Il a eu un ulcère à l'estomac. Mais il est mort d'un cancer des os. Il est allé à l'hôpital. Il maigrissait. Il faisait la maison-l'hôpital. Il savait qu'il allait mourir. Il disait qu'il ne verrait pas grandir sa dernière fille. Et moi je sentais qu'il ne me verrait jamais avec quelqu'un, qu'il ne vieillirait pas. Il était à l'hôpital à Clamart. On allait le voir avec ma mère, les grands. Ma mère y allait très souvent.

Après la mort de mon père, ma mère a suivi des cours « d'alpha » par la mairie. Elle apprend le français. Elle retrouve beaucoup d'Algériennes. Maintenant, elle sait téléphoner, elle reconnaît les chiffres. J'ai essayé de lui apprendre mais ça n'a pas marché. Là elle est contente. Elle est femme de service dans l'école de ma petite sœur. Maintenant, elle veut tout savoir, tout de suite.

**Propos recueillis
par Leïla Sebbar**

Suite et fin la semaine prochaine